

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Schluss der Session</i>				
2.	2015-DSJ-244	Loi <i>Gesetz</i>	Exécution des peines et des mesures (LEPM) <i>Straf und Massnahmenvollzug (SMVG)</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Roland Mesot Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Erwin Jutzet Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2015-DSJ-244

28 juin 2016

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur l'exécution des peines et des mesures (LEPM)

1. Nécessité de la révision	1
1.1. Une seule loi pour une vision d'ensemble	1
1.2. Moderniser l'organisation pénitentiaire pour pouvoir relever les nouveaux défis	1
1.3. Tirer les leçons des drames récents et mieux gérer les risques	2
2. Analyse de la structure actuelle et des défis à venir	2
2.1. Spécificités fribourgeoises	2
2.2. Révision du droit des sanctions et introduction de ROS	2
3. Points essentiels de la réforme	2
3.1. Organisation pénitentiaire	3
3.1.1. Fusion de la section «application des sanctions pénales» et du Service de probation	3
3.1.2. Etablissements de détention réunis sous une même entité autonome	3
3.1.3. Coordination assurée par la Direction	4
3.2. Procédure d'exécution des peines et des mesures	4
3.2.1. Une seule loi – une ordonnance	4
3.2.2. Modifications dans l'exécution des peines	4
4. Déroulement des travaux	4
5. Conséquences	4
6. Résultats de la consultation	5
7. Commentaire des articles	5

1. Nécessité de la révision

1.1. Une seule loi pour une vision d'ensemble

Actuellement, le canton de Fribourg fixe son organisation pénitentiaire et règlemente l'exécution des peines et des mesures dans une quinzaine de textes cantonaux différents¹.

¹ La Loi sur les établissements de Bellechasse (RSF 341.1.1), l'Ordonnance concernant l'application des sanctions pénales (RSF 340.12), l'Ordonnance concernant l'exécution des peines sous la forme de journées séparées (RSF 340.21), l'Ordonnance sur l'exécution du travail d'intérêt général (RSF 340.23), l'Ordonnance concernant la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité (RSF 340.32), l'Ordonnance concernant le Service de probation (RSF 340.42), l'Arrêté fixant le statut des visiteurs des détenus (RSF 340.43), le Règlement des détenus des Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.12), le Règlement de maison du foyer La Sapinière (RSF 341.1.121), le Règlement concernant la durée du travail et l'horaire de certaines catégories de collaborateurs rattachés aux Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.13), l'Ordonnance fixant le prix de pension des personnes placées à des fins d'assistance aux Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.16), l'Arrêté concernant l'habillement, l'équipement et l'armement du personnel des Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.19), le Règlement des prisons (RSF 341.2.11), l'Ordonnance fixant le prix facturé pour une journée de détention dans les prisons (RSF 341.2.16).

La législation s'est en effet étoffée au fil des évolutions et modifications légales fédérales. Cette situation est devenue source de complexité pour les praticiennes et praticiens du domaine pénitentiaire mais aussi à l'origine potentielle d'un manque de cohérence et d'efficacité, raison pour laquelle il est maintenant indispensable de préparer un nouveau cadre légal fruit d'une réflexion et d'une vision d'ensemble. Il importe aussi de le simplifier en redéfinissant clairement les procédures ainsi que les compétences des différents acteurs et actrices de cette chaîne.

1.2. Moderniser l'organisation pénitentiaire pour pouvoir relever les nouveaux défis

Les Etablissements pénitentiaires de Bellechasse constituent l'un des plus importants maillons de la chaîne, de par l'importance de son rôle dans l'exécution des peines mais aussi de la grandeur de sa structure en termes de budget,

de personnel et d'infrastructures. Or la loi qui régit cet établissement concordataire d'importance date de près de 20 ans¹. Son statut autonome est le fruit d'une longue tradition dans le canton de Fribourg, ce qui a permis une gestion plus directe de l'immense domaine agricole et de ses nombreux bâtiments.

Ce statut ne doit toutefois pas empêcher la mise en œuvre d'une politique pénitentiaire concertée et le développement de synergies au niveau opérationnel. En effet, l'accroissement de la population carcérale, son évolution sociologique, la gestion des risques sécuritaires mais aussi les enjeux financiers d'importance liés au système pénitentiaire constituent autant de défis, toujours plus lourds et complexes, auxquels doivent faire face les autorités cantonales chargées de l'exécution des peines. La réunion des établissements de détention sous un même toit (cf. 3.1.1) ainsi que le regroupement du Service de l'application des sanctions pénales et du Service de probation (3.1.2) contribueront également à relever ces défis.

1.3. Tirer les leçons des drames récents et mieux gérer les risques

Plusieurs meurtres commis par des délinquants récidivistes dans les cantons d'Argovie, de Vaud et de Genève ont défrayé la chronique entre 2009 et 2013. Ils ont rappelé aux autorités et au public l'importance d'une gestion et d'une organisation minutieuse de l'exécution des peines. Le présent projet tient compte des enseignements tirés de ces affaires, notamment dans l'aménagement des procédures et l'échange des données. Par ailleurs, la nouvelle législation entend offrir un cadre favorable à l'introduction du concept de l'exécution des sanctions orientée vers les risques (ROS).

2. Analyse de la structure actuelle et des défis à venir

2.1. Spécificités fribourgeoises

L'organisation fribourgeoise est singulière à plusieurs égards dans le paysage pénitentiaire suisse:

- > les deux grands établissements de détention, les Etablissements de Bellechasse et la Prison centrale, ont des statuts très différents;
- > les Etablissements de Bellechasse sont un établissement autonome de droit public;
- > la Prison centrale est une section du service d'exécution des sanctions;
- > le canton de Fribourg ne dispose pas d'un service pénitentiaire.

A l'heure actuelle, l'organigramme s'avère compliqué et peu cohérent. Les différents services et établissements de détention appelés à collaborer n'ont pas de lien hiérarchique entre eux et ne disposent pas du même statut. C'est le cas en particulier des deux grands établissements de détention. Les Etablissements de Bellechasse, autonomes, dépendent en effet directement du Conseil d'Etat, alors que la Prison centrale est une section du Service d'application des sanctions pénales et des prisons. Cette dernière ne jouit de surcroît d'aucun relais particulier au Grand Conseil contrairement aux Etablissements de Bellechasse qui comptent des député-e-s dans leur commission administrative.

Depuis quelques années, la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ) a entrepris de poser les bases d'une véritable politique pénitentiaire cantonale. Des séances de coordination se tiennent régulièrement avec la DSJ, les Etablissements de Bellechasse (EB), le Service d'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP) et le Service de probation (SProb), afin de définir une stratégie et une ligne d'action communes et de surmonter la segmentation structurelle du domaine pénitentiaire cantonal.

2.2. Révision du droit des sanctions et introduction de ROS

La réforme du droit des sanctions entrera en vigueur en principe en 2018. Elle comprend notamment l'introduction du bracelet électronique, la réintroduction des courtes peines et le retour du travail d'intérêt général comme forme d'exécution de la sanction pénale.

L'adoption du nouveau concept de gestion des risques, ROS, impliquera des changements notables, nécessitant l'édiction de nouveaux cahiers des charges et la mise en place de nouveaux processus de travail (cf. 1.3).

3. Points essentiels de la réforme

Le projet de loi comprend deux grandes sections. La première est consacrée à l'organisation pénitentiaire proprement dite et la seconde à la procédure d'exécution des peines.

La nouvelle organisation proposée vise à offrir un cadre permettant la mise en place d'une stratégie destinée à répondre aux besoins du domaine de l'exécution des sanctions pénales et à permettre une gestion efficace et rationnelle des entités, et ce, en tenant compte de manière appropriée de l'histoire et de la culture politique du canton de Fribourg.

¹ Loi du 2 octobre 1996 sur les Etablissements de Bellechasse (LEB), <http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/86?locale=fr>

3.1. Organisation pénitentiaire

3.1.1. Fusion de la section «application des sanctions pénales» et du Service de probation

Constat a été fait que la Section en charge de l'application des sanctions pénales a davantage de similitudes et de potentiels de collaborations avec le Service de probation, notamment en termes de ressources humaines (personnel administratif, criminologie), qu'avec la Prison centrale qui assume une mission complètement différente.

Il est donc prévu de séparer la section «Prisons» de la section «Applications des sanctions pénales» et de créer un nouveau Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, en charge précisément de l'exécution des peines et des mesures et de l'assistance de probation.

Ce nouveau Service constituera un cadre optimal pour l'introduction du nouveau concept de gestion des risques ROS, dans la mesure où il tend à suivre une personne durant tout son parcours pénal, jusqu'au terme de la période où elle est sous mandat de probation. La réintégration sociale de cette personne continue donc d'être un objectif important de ce nouveau Service.

Quant à la section «prisons», c'est-à-dire à la Prison centrale (les prisons de district ayant toutes été fermées au cours des années passées), elle sera regroupée avec les Etablissements de Bellechasse pour former le nouvel Etablissement de détention fribourgeois.

3.1.2. Etablissements de détention réunis sous une même entité autonome

a) Une seule entité

La Prison centrale et les Etablissements de Bellechasse assument des missions pénitentiaires différentes mais complémentaires. La première est consacrée essentiellement à la détention avant jugement et la seconde à l'exécution des peines. Cependant, leurs besoins en termes de personnel sécuritaire, médical et social sont similaires.

Le projet de loi prévoit donc la réunion de ces deux structures sous une même entité sous la dénomination de l'Etablissement de détention fribourgeois. Cette opération permettra ainsi une gestion des ressources plus efficace et cohérente (un seul statut pour les agents et les agentes de détention, un seul uniforme, une professionnalisation des procédures de recrutements, plus de mobilité et de flexibilité), une émergence plus simple de solutions pragmatiques pour la gestion des personnes détenues difficiles et enfin une création naturelle de synergies dans les domaines de l'informatique, de la sécurité et de la prise en charge médicale en particulier.

Sur le plan stratégique également, les deux entités réunies pourront regrouper leurs forces au service de la politique pénitentiaire qui sera définie par le Conseil d'Etat et pour assurer le placement des personnes prévenues ou détenues sous autorité fribourgeoise, en collaboration étroite avec le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, qui siègera à l'avenir dans la Commission administrative de l'Etablissement de détention fribourgeois. Enfin, la Direction en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales (ci-après: la Direction), actuellement la DSJ, jouera un rôle accru en termes de coordination, tranchera les éventuels litiges qui surgiraient entre les deux entités et pourra donner des instructions (cf. 3.1.3).

b) Maintien du statut autonome

Le statut autonome des Etablissements de Bellechasse constitue une singularité dans le paysage des établissements pénitentiaires en Suisse. Seul l'établissement intercantonal de Bostadel, à Menzingen (ZG), dispose d'une telle structure juridique en raison de sa co-gestion par les cantons de Bâle et de Zoug.

Toutefois, au plan fribourgeois, ce mode de gestion est particulièrement répandu et apprécié, puisque pas moins d'une quinzaine d'établissements autonomes co-existent¹.

Par ailleurs, la direction des Etablissements de Bellechasse trouve dans ce statut, qui lui permet notamment de gérer avec une certaine souplesse le deuxième plus grand domaine agricole de Suisse, une grande source de motivation. Ce statut permet aussi la tenue d'une comptabilité analytique qui offre une vision claire des coûts effectifs, ce qui n'est pas le cas dans d'autres cantons où les différentes prestations offertes par les établissements de détention émargent dans les budgets de différentes entités. Pour ces différentes raisons, il est proposé de maintenir le statut autonome. Il s'agit aussi de l'étendre à la Prison centrale dans le cadre de l'Etablissement de détention fribourgeois.

c) Nouvelle structure dirigeante

La structure organisationnelle dirigeante mérite une profonde refonte, compte tenu de la réunion sous un même toit des EB et de la Prison centrale.

La tête de la structure sera chapeauté par un Conseil de direction présidé par le directeur ou la directrice de l'Etablissement et au sein duquel une place particulière devra être accordée à la Prison centrale.

¹ Cf. Ordonnance désignant les unités administratives des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat du 09.07.2002, en vigueur depuis: 01.01.2003

d) Adaptation de la composition de la commission administrative

La Commission administrative actuelle a un double rôle. Elle assure à la fois les fonctions d'un conseil d'administration, de par ses compétences, et d'une commission du Grand Conseil, de par sa composition.

Dans ce milieu en constante évolution qui doit affronter des enjeux importants (maîtrise des coûts, évolution de la population carcérale, adéquation des places de travail, enjeux sécuritaires), les autorités et la direction de l'Etablissement doivent pouvoir compter sur une Commission composée notamment de spécialistes du domaine pénitentiaire ou de la gestion. Il est donc prévu que le Conseil d'Etat nomme trois experts ou expertes. Le Grand Conseil pourra quant à lui désigner trois des siens pour siéger au sein de ladite Commission. Par ailleurs, elle continuera à être présidée par le Conseiller ou la Conseillère d'Etat en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales mais afin de garantir une meilleure coordination et un meilleur flux des informations, il est proposé que le ou la chef-fe du Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation en fasse également partie. Enfin, un représentant ou une représentante du personnel continuera de représenter la Commission du personnel dans cette nouvelle Commission.

3.1.3. Coordination assurée par la Direction

Le projet de loi ne prévoit pas la création d'un Service pénitentiaire qui chapeauterait l'ensemble des entités en lien avec la privation de liberté. Pour y suppléer, il est prévu de coordonner les différentes entités, créer des synergies et donner, si nécessaire, des instructions. La Direction assumera la responsabilité du bon fonctionnement général des différentes entités pour le compte du Conseil d'Etat, qui exercera la haute surveillance, et mettra en œuvre la politique pénitentiaire cantonale.

Elle veillera aussi au bon développement des conventions intercantionales et à la bonne collaboration avec les services qui gravitent autour du domaine pénitentiaire, à savoir la Police, le Ministère public, le Service de la population et des migrants, le Pouvoir judiciaire. Elle préparera à l'attention du Conseil d'Etat tous les dossiers stratégiques en lien avec le domaine pénitentiaire.

3.2. Procédure d'exécution des peines et des mesures

3.2.1. Une seule loi – une ordonnance

Cette partie plus technique et plus règlementée au niveau fédéral et international comporte moins de changements fondamentaux. Un des enjeux est de déterminer ce qui doit être fixé dans la loi et ce qui doit être réglé dans le cadre d'une

ordonnance. Actuellement, en l'absence d'une véritable loi sur l'exécution des peines et des mesures, la majorité des règles se trouvent dans des ordonnances. Il importe aussi de mettre à jour la législation et de la rendre plus claire et lisible.

3.2.2. Modifications dans l'exécution des peines

Parmi les principaux changements proposés à ce chapitre, il convient de citer les points suivants:

- a) gestion des risques: édicition du cadre légal nécessaire pour l'introduction de ROS;
- b) suppression du recours à la Direction contre les refus de libération conditionnelle;
- c) aménagement du secret médical pour répondre à la recommandation du Concordat latin sur la détention pénale des adultes;
- d) participation de la personne en détention avant jugement aux frais de sa privation de liberté.

4. Déroulement des travaux

Ce projet de réforme est en réflexion au sein de la Direction de la sécurité et la justice depuis 2013. En plus des différents responsables directement concernés au sein de sa Direction, le Conseiller d'Etat en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales a décidé d'entendre différents experts et praticiens du domaine, à savoir notamment:

- > Andreas Werren, Consultant, à Zurich,
- > Henri Nuoffer, ancien Directeur des Etablissements de Bellechasse et ancien Secrétaire général de la CLDJP, à Fribourg,
- > Thomas Noll, Directeur du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire, à Fribourg,
- > Annette Keller, Directrice d'Hindelbank, établissement de détention pour femmes, dans le canton de Berne, et Présidente du Comité du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire,
- > Joseph Jutzet, ancien Chef du service d'application des sanctions pénales.

Sur la base de ces différents entretiens, le Secrétariat général de la DSJ a préparé un projet 0 mis durant l'été en pré-consultation interne auprès des entités directement concernées, à savoir les EB, le SASPP, le SProb et la Prison centrale. Le projet de loi tient compte de l'essentiel des remarques formulées durant cette pré-consultation interne.

5. Conséquences

Le projet de loi fixe un cadre juridique et organisationnel plus clair et cohérent pour répondre aux exigences du droit

fédéral et intercantonal. Il n'engendrera en soi pas de nouvelles dépenses conséquentes. En revanche, les réformes fédérales qui entreront en vigueur ces prochaines années, à savoir l'introduction du bracelet électronique, la réintroduction des courtes peines et le retour du travail d'intérêt général comme forme d'exécution de la sanction pénale pourront avoir des répercussions financières, en termes de personnel notamment et d'équipements (bracelets électroniques). On peut aussi citer l'adoption du nouveau concept de gestion des risques qui a été validé par l'Office fédéral de la justice et qui s'implante progressivement dans les cantons.

D'un autre côté, le projet de loi devrait permettre de dégager des synergies qui compenseront en partie du moins ces répercussions financières. Ainsi, le rapprochement des deux établissements de détention sous une même entité autonome devrait générer des effets de synergies notables, en termes d'achats qui pourront être regroupés (p. ex. les uniformes, les équipements de sécurité, les logiciels informatiques, etc.). Au niveau des ressources humaines, cette réunion permettra aussi d'être plus efficace et performant, en évitant des doublons et des efforts particuliers nécessaires actuellement pour assurer la coordination dans les projets qui profitent aux deux établissements (par exemple dans le domaine de l'informatique, prise en charge médicale, sécurité, etc.). Le relèvement prévu des coûts de pension dans le cadre concordataire contribuera également à améliorer les comptes de la nouvelle structure.

De même, la fusion de la section «application des sanctions pénales» et du Service de probation permettra de rationaliser l'engagement des ressources humaines (criminologues, personnel juridique et administratif, etc.). Ces deux entités sont actuellement sises dans des locaux loués situés dans des bâtiments connexes, ce qui permet une réunion sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à des déménagements. Toutefois, à terme, la réunion de tout le personnel dans un même bâtiment propriété de l'Etat paraît souhaitable, pour exploiter encore davantage les effets de synergie mais aussi pour poursuivre les objectifs de politique foncière que le Conseil d'Etat entend mener.

En outre, la Direction aura davantage de compétences et de tâches en matière de coordination. Dans le même temps, la suppression du recours en matière de libération conditionnelle devant elle aura pour effet de diminuer sa charge de travail qui sera en partie seulement reportée au Tribunal cantonal, puisque celui-ci connaît déjà des recours en deuxième instance cantonale.

En résumé, les principales conséquences financières à attendre dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales seront dues à des évolutions inéluctables indépendantes du projet présenté.

Enfin, le projet de loi n'influence pas la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes. Du point de vue organisationnel, et notamment avec l'introduction de ROS, le projet de loi peut avoir un effet positif sur l'aspect social du développement durable. Il est conforme à la Constitution et ne soulève pas non plus de problème de compatibilité avec le droit fédéral, ni avec le droit européen.

6. Résultats de la consultation

Durant la procédure de consultation, 25 entités ont choisi de s'exprimer sur l'avant-projet de loi. L'uniformisation du domaine de l'exécution des peines et des mesures et la réunion des différentes matières dispersées dans plusieurs lois et règlements ont été en général saluées. La levée du secret médical, l'alimentation forcée, la mission des services concernant la réduction de la récidive et l'intégration sociale ont suscité plusieurs questions et remarques. Suite à ces commentaires, la disposition relative à l'alimentation forcée a été supprimée et celles concernant le secret professionnel ont été affinées.

Suite à la consultation, la structure de la loi a été simplifiée. Il n'y a plus de titres et les chapitres ont été partiellement regroupés. Certains articles ont été déplacés afin de clarifier leur contenu ou leur signification. Dans ce sens, les dispositions concernant l'Etablissement de détention fribourgeois ou celles sur les personnes détenues ou internées ont été mieux réparties.

7. Commentaire des articles

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

Cet article détermine l'objet de la loi. La loi d'application du code pénal du 6 octobre 2006 (LACP; RSF 31.1) continuera de s'appliquer pour l'exécution des peines pécuniaires et des amendes, dans la mesure où il ne s'agit pas de peines privatives de liberté, ni de mesures thérapeutiques, d'internement ou encore de peines restrictives de liberté relevant du droit pénal.

Le libellé de l'alinéa 1 est suffisamment générique pour inclure d'ores et déjà la surveillance électronique, qui est une forme de peine restrictive de liberté, dont l'introduction est prévue d'ici le 1^{er} janvier 2018.

Le terme «mesures» englobe non seulement les mesures thérapeutiques institutionnelles mais aussi les traitements ambulatoires au sens de l'article 63 du code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0) et l'internement.

Il n'est sciemment pas fait référence expresse au travail d'intérêt général qui ne sera plus une peine à proprement parler mais une modalité d'exécution de la peine dès l'entrée en vigueur de la modification du droit des sanctions pénales adoptée en juin 2015 par le Parlement fédéral.

Enfin, par les termes «détention avant jugement» de l'alinéa 2, on comprend à la fois la détention provisoire et la détention pour motifs de sûreté au sens des articles 212 et ss du code de procédure pénale du 5 octobre 2007 (CPP; RS 312.0).

Art. 2 Champ d'application

L'alinéa 1 de cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Concernant l'alinéa 2, il convient de préciser que les personnes condamnées à une mesure ambulatoire peuvent exécuter leur sanction dans un autre canton, lorsqu'elles habitent hors du canton de Fribourg ou consultent un ou une thérapeute dans cet autre lieu. Toutefois, elles restent soumises à l'autorité fribourgeoise.

S'agissant de l'alinéa 3, il importe de relever que les personnes placées à des fins d'assistance sont hébergées dans un établissement de détention très exceptionnellement, à savoir dans les cas où aucune autre solution adéquate n'a pu être trouvée. Ceci peut notamment être le cas pour des personnes qui représentent une dangerosité particulière pour elles-mêmes ou pour autrui. Le Tribunal fédéral admet en effet l'exécution de placements à des fins d'assistance dans des institutions carcérales uniquement à des conditions restrictives. Il s'agit d'une ultima ratio, en général, de manière limitée dans le temps. L'alinéa 3 est une actualisation de l'article 3 al. 1 LEB suite à la jurisprudence du Tribunal fédéral en la matière (cf. ATF du 10 octobre 2007, 5A_519/2007).

Art. 3 Droit fédéral et intercantonal

Le droit qui découle du Concordat latin sur la détention pénale des adultes est directement applicable dans les cantons partenaires. C'est une spécificité du Concordat latin par rapport aux Concordats alémaniques.

Art. 4 Droits fondamentaux

Cet article a été intégré nouvellement sous le chapitre 1. Il correspond à l'article 10 al. 2 de l'avant-projet. Le principe du respect des droits fondamentaux concerne toutes les autorités et non pas seulement les établissements de détention. L'intégration de cet article décale les articles suivants en comparaison avec l'avant-projet.

CHAPITRE 2 **Autorités compétentes**

Art. 5 Conseil d'Etat

Cet article (art. 4 de l'avant-projet) définit les tâches et les compétences du Conseil d'Etat. Il précise que le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance dans le domaine de l'application et de l'exécution des sanctions pénales, conformément à l'article 4 al. 1 let. e de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1). L'expression «haute surveillance» a été retenue, dans la mesure où selon ce projet, la Direction dispose de compétences spéciales de surveillance sur l'Etablissement (cf. ci-après: art. 13 du projet de loi), ce qui s'observe déjà en grande partie dans les faits mais qui pourra ainsi être formalisé. Ces dispositions ont été inspirées des dispositions régissant l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (cf. art. 4 et 5 de la loi du 23 juin 2005 sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAG; RSF 911.10.1).

On entend par «politique pénitentiaire» la définition des objectifs à réaliser et des priorités à suivre durant une période définie (par exemple 2 ans), dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales. Cela comprend tant les aspects infrastructurels que structurels. Il s'agit de définir les défis à relever pour la prise en charge des personnes incarcérées ou sous mandat de probation, comme la lutte contre nouvelles formes d'attaques et de dangers, la resocialisation, la maîtrise des coûts par la mise en place de processus, de synergie ou de collaborations, l'adéquation des places à disposition aux besoins des autorités de poursuites pénales et d'exécution des peines.

A noter que les compétences du Conseil d'Etat sur l'Etablissement de détention fribourgeois sont précisées à l'article 13, dans le chapitre 3 qui leur est consacré.

Art. 6 Direction

Cet article définit les tâches et les compétences de la Direction en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales. Ceci s'entend au sens large et inclut dès lors non seulement ce qui touche aux établissements de détention mais aussi à ce qui a trait à l'exécution des sanctions pénales et à la probation. C'est la Direction qui élabore la politique pénitentiaire cantonale et en fait une proposition au Conseil d'Etat.

A l'alinéa 3, il est indiqué que la Direction collabore de manière générale avec les cantons. C'est elle qui représente le canton au sein du Concordat latin sur la détention pénale des adultes mais aussi au sein de la Conférence des Directrices et des Directeurs des Départements cantonaux de justice et police (CCDJP). Aucun Concordat ne régit la détention avant jugement, raison pour laquelle seules des accords bilatéraux avec d'autres cantons sont possibles. Il n'est pas exclu que Fri-

bourg collabore aussi avec le canton de Berne, même si celui-ci ne fait pas partie du Concordat latin. L'alinéa 4 institue légalement le devoir et la compétence de la Direction de s'assurer de la bonne coordination entre le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation et l'Etablissement de détention fribourgeois. En l'absence d'un véritable Service pénitentiaire, ce rôle est primordial.

Art. 7 Service

Cet article consacre la fusion entre l'actuelle section chargée de l'application des sanctions pénales et le Service de probation, opération justifiée sous le point 3.1.1 ci-dessus dans le présent rapport.

Selon l'alinéa 1, c'est le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation qui est désormais l'autorité compétente et l'autorité d'exécution au sens du code pénal (cf. notamment art. 59 al. 4, 60 al. 4, 62 al. 3 CP). Actuellement, la loi d'application du code pénal désigne la Direction en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales, mais ce sont des ordonnances qui délèguent les différentes compétences à ce Service ainsi qu'au Service de probation.

Ceci sera pour l'essentiel toujours le cas, ce qui permet une plus grande souplesse nécessaire au vu de l'évolution législative relativement importante en matière d'exécution des peines. Cela étant, cette disposition permet à ce Service d'avoir une existence au niveau de la loi, ce qui permet aussi de le situer de manière cohérente par rapport aux autres entités actives dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales. Le ou la chef-fe de ce Service siègera dans la commission administrative de l'Etablissement.

La probation deviendra probablement un secteur du nouveau service, à côté de celui de l'exécution des sanctions pénales. Elle disposera de moyens au moins égaux à ceux qui sont les siens aujourd'hui, afin de pouvoir assumer son rôle essentiel pour la sécurité publique en assurant le suivi des auteurs d'infraction, en les guidant et en les assistant pour la réussite de leur insertion ou réinsertion sociale. Ceci doit avoir lieu en étroite collaboration avec le service social de l'Etablissement où cela s'avère nécessaire. C'est également dans ce raisonnement que le projet de loi prévoit explicitement que le Service assure le suivi des personnes faisant l'objet d'une mesure de substitution (al. 4).

Art. 8 Commission

L'article 75a CP dispose qu'une commission composée de représentants et représentantes des autorités de poursuite pénale, des autorités d'exécution et des milieux de la psychiatrie apprécie, lorsqu'il est question d'un placement dans un établissement d'exécution des peines ouvert ou de l'octroi d'allégements dans l'exécution (notamment l'octroi de

congés, l'autorisation de travailler ou de loger à l'extérieur ainsi que la libération conditionnelle), le caractère dangereux de la personne détenue, si l'autorité d'exécution ne peut se prononcer d'une manière catégorique sur le caractère dangereux de la personne détenue pour la collectivité.

Le caractère dangereux de la personne détenue pour la collectivité est admis s'il y a lieu de craindre que la personne détenue ne s'enfuit et ne commette une autre infraction par laquelle il ou elle porterait gravement atteinte à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle d'autrui (75a al. 3 CP).

Tous les cas comportant des condamnations de plus de 2 ans sont soumis à l'examen de ladite Commission.

Il est souhaitable que les membres de la commission aient également de l'expérience en matière de probation, respectivement de réinsertion sociale. Ces compétences font partie de l'expérience dans le domaine de l'exécution des peines (al. 2).

Actuellement, l'institution de la Commission repose uniquement sur une ordonnance. L'article 8 du projet (art. 7 de l'avant-projet) fixe désormais les grands principes au niveau de la loi.

L'alinéa 5 prévoit la possibilité de confier à la Commission des cas relevant de la compétence d'un autre Concordat ou canton. Actuellement, elle se charge déjà de l'examen des cas francophones du Concordat du milieu auquel fait partie le canton de Berne.

Art. 9 Autorités judiciaires

Cette disposition rappelle que les autorités judiciaires sont également appelées à prendre des décisions après la condamnation d'une personne. Elles jouent dès lors également un rôle en termes d'exécution des peines proprement dite.

CHAPITRE 3 **L'Etablissement de détention fribourgeois**

1. Généralités

Art. 10 Statut

L'Etablissement de détention fribourgeois sera la nouvelle entité autonome qui dispose de la personnalité juridique, dont l'extension est justifiée sous le point 3.1.2 ci-dessus. Les différents sites continueront toutefois à porter les dénominations sous lesquelles ils sont connus depuis leur création, à savoir actuellement les Etablissements de Bellechasse, à Sugiez, et la Prison centrale, à Fribourg, cités à l'alinéa 2 de cet article. Le maintien de ces appellations est important, dans la mesure où les Etablissements de Bellechasse jouissent d'une certaine notoriété, importante pour commercialiser les produits de son exploitation agricole. Il est renoncé toutefois

à énumérer dans la loi les noms des bâtiments qui abritent les différents régimes de détention, à savoir le Bâtiment cellulaire, pour le régime fermé, le Pavillon, pour le régime ouvert, les EAP, pour l'exécution anticipée de peines ou encore la Maison des falaises, pour la semi-détention, etc.

L'article 10 du projet précise que le Conseil d'Etat exerce une compétence de haute surveillance sur l'Etablissement de détention fribourgeois, conformément à l'article 4 al. 1 let. e de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1).

L'alinéa 3 précise que l'Etablissement est exempt d'impôts, conformément aux articles 97 al. 1 let. b de la loi sur les impôts cantonaux directs et 2 de la loi sur les impôts communaux. Cela constitue un changement par rapport à la situation actuelle où les Etablissements de Bellechasse sont exempts des impôts directs, mais soumis aux impôts sur les immeubles et concernant les droits de mutations. Contrairement à d'autres établissements exempts d'impôts (comme p.ex. l'ECAB), l'Etablissement de détention fribourgeois ne profite pas d'un revenu de ses immeubles qui sont, dans leur grande majorité, consacrés à l'agriculture ou aux logements pour les collaborateurs ou collaboratrices. Il n'est donc pas judicieux de le soumettre à la contribution immobilière.

Art. 11 Tâches

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier. Il définit les tâches de l'Etablissement de détention fribourgeois.

Art. 12 Relations avec les autres entités

L'Etablissement dispose d'un statut autonome, mais il constitue aussi un maillon important de la chaîne pénale, appelé à jouer un rôle central dans la politique pénitentiaire cantonale. Son indépendance se justifie avant tout pour des raisons opérationnelles (agriculture, gestion d'un parc de plus de 80 bâtiments).

L'alinéa 2 précise que l'Etablissement veille à répondre aux besoins des autorités de poursuites pénales et d'exécution des peines. La réunion sous une même entité de tous les établissements de détention fribourgeois implique une responsabilité accrue de l'Etablissement pour prioriser les besoins du canton de Fribourg face à ceux des autres cantons concordataires. Enfin, l'Etablissement doit s'assurer que les besoins du Ministère public fribourgeois soient couverts en priorité.

2. Organisation externe

Art. 13 Conseil d'Etat

Conformément à l'article 4 al. 1 let. b LOCEA, l'article 13 cite les compétences expressément dévolues au Conseil d'Etat en rapport avec la gestion et le statut de l'Etablissement. Il est

également prévu, à l'instar de ce qui existe pour l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg que dans l'exercice de ses attributions, le Conseil d'Etat consulte préalablement la Commission administrative de l'Etablissement.

Art. 14 Direction

L'article 14 du projet de loi implique que la Direction exerce sur l'Etablissement une surveillance au sens de l'article 61 al. 1 LOCEA. Cela signifie que les objets que l'Etablissement soumet au Conseil d'Etat doivent être présentés par cette Direction, qui peut donner son point de vue à cette occasion, et que la gestion de l'Etablissement demeure soumise à la surveillance de cette Direction. A l'instar de ce qui est prévu à l'article 5 al. 2 LIAG, faisant usage de la possibilité aménagée à l'article 61 al. 2 LOCEA, l'article 14 al. 2 du projet octroie à la Direction certaines tâches supplémentaires notamment en relation avec la surveillance de l'Etablissement. Il s'agit en particulier de l'approbation de l'organigramme, du suivi des affaires de l'Etablissement et, le cas échéant, de la possibilité de donner des instructions. La Direction se voit attribuer la compétence d'engager tous les membres du Conseil de direction de l'Etablissement, à l'exception de son directeur ou de sa directrice. Conformément à la législation sur le personnel de l'Etat, l'engagement des membres du Conseil de direction de l'Etablissement doit toutefois être approuvé par le Conseil d'Etat (cf. art. 8 let. d de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1).

L'article 14 al. 2 let. g du projet donne à la Direction la compétence d'approuver les conventions qui engagent l'Etablissement. Forte de cette délégation de compétence, la Direction peut à son tour, suivant les cas, déléguer au directeur ou à la directrice de l'Etablissement la compétence de conclure de telles conventions (art. 14 al. 3 du projet). Il convient de rappeler à cet égard que lorsque le canton est lui-même engagé, c'est le Conseil d'Etat qui doit adhérer à de telles conventions. Ainsi, lorsque les conventions qui engagent l'Etablissement risquent d'avoir des conséquences politiques (effet sur l'exécution de conventions intercantionales, etc.), il faut considérer qu'il s'agit là de conventions qui engagent le canton, ce qui implique leur soumission au Conseil d'Etat. L'article 100 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, qui prévoit que «le Grand Conseil approuve l'adhésion du canton aux traités intercantonaux et internationaux» demeure réservé.

Art. 15 à 18 Commission administrative

Les articles 15 à 18 instituent la nouvelle Commission administrative dont la composition est adaptée (cf. point 3.1.2 let. d). Il s'agit d'un instrument précieux du Conseil d'Etat, de la Direction et du directeur ou de la directrice de l'Etablissement pour traiter des questions fondamentales en lien avec

l'exécution des sanctions pénales, l'organisation et la gestion de l'Etablissement.

Conformément à ce qui prévaut actuellement avec la sous-commission pénitentiaire de la Commission administrative des Etablissements de Bellechasse, la nouvelle Commission administrative peut organiser des entretiens avec les personnes détenues et le personnel (art. 15 al. 2). La procédure pourra être décrite dans l'ordonnance qui fixera son organisation et son fonctionnement (art. 16 al. 7).

Le Conseil d'Etat fixera la rétribution des membres par voie d'arrêté, ceci en tenant compte du rôle, des compétences et des responsabilités de la Commission administrative (art. 17 al. 2).

Les compétences de la Commission administrative sont énumérées à l'article 18 du projet. A relever que c'est la Direction qui requiert un préavis de la Commission sur des objets qui sont soumis au Conseil d'Etat (cf. art. 13 du projet).

3. Organisation interne

Art. 19 à 21 Organes de l'Etablissement

La composition exacte du Conseil de direction n'est pas définie précisément dans le projet de loi dans un souci de souplesse. L'idée est que ce Conseil soit composé des responsables des différents domaines de compétences, à savoir la sécurité, la resocialisation, la production, l'agriculture, la détention avant jugement et les ressources humaines.

4. Personnel

Art. 22 Statut

Cette disposition rappelle que le personnel de l'Etablissement est, sauf disposition contraire, soumis à la LPers. Il s'agit d'une reprise de l'article 10 de la loi actuelle sur les Etablissements de Bellechasse.

Art. 23 Formation de base et formation continue

Cette disposition impose aux collaborateurs et collaboratrices chargés de la surveillance et de l'encadrement de suivre la formation de base qui est dispensée au Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire, à Fribourg.

L'alinéa consacré à la formation continue est nouveau. Il souligne l'importance de rester formé dans ce domaine sensible. Les cours de formation continue sont également dispensés par le Centre de formation basé à Fribourg.

Des exceptions des principes énumérés dans cet article sont possibles, par exemple pour des collaborateurs ou collaboratrices ayant dépassé l'âge de 50 ans et disposant d'une grande

expérience dans les domaines importants en lien avec leur cahier des charges.

Art. 24 Habillement et armement

Comme cela est prévu à l'article 32 du projet, le maintien de la sécurité est, en principe, assuré par les collaborateurs et collaboratrices chargés de la surveillance et de l'encadrement de l'Etablissement. Ils revêtent à cet effet la qualité d'agents et d'agentes de la force publique. Si actuellement, les agents de détention ne portent pas d'armes à l'intérieur de l'Etablissement, pour éviter que celles-ci ne puissent se retourner contre eux. Il peut s'avérer nécessaire que des agents et agentes soient armés pour la surveillance externe de l'enceinte de l'Etablissement. Le Conseil d'Etat édictera dans l'ordonnance d'application la liste des armes autorisées et les règles relatives à leur port.

Art. 25 Légitimation

Il s'agit d'une reprise de l'article 18 de la loi actuelle sur les Etablissements de Bellechasse.

Art. 26 Disponibilité hors service

Il s'agit d'une reprise de l'article 16 de la loi actuelle sur les Etablissements de Bellechasse.

Art. 27 Commission du personnel

Il s'agit d'une reprise de l'article 21 de la loi actuelle sur les Etablissements de Bellechasse.

Art. 28 Assermentation

Selon l'article 29 LPers, le Conseil d'Etat détermine les catégories de personnel qui doivent prêter serment ou faire la promesse solennelle. Les lois spéciales sont réservées. Comme c'est aussi le cas dans la loi sur la Police cantonale du 15 novembre 1990 (art. 19 LPol; RSF 551.1), le projet propose de conserver l'ancrage de cette obligation dans la loi. Enfin, il est précisé que, comme c'est le cas actuellement, ce geste se déroule lors d'une cérémonie collective, afin de marquer plus fortement cet engagement.

Art. 29 Pouvoir disciplinaire du directeur ou de la directrice

Le pouvoir disciplinaire traité dans cet article caractérise le rapport de travail spécifique qui lie l'Etat à certains de ses collaborateurs et collaboratrices. Ce régime fait l'objet d'une réserve expresse dans la LPers, laquelle le distingue explicitement des conséquences générales attachées à la violation d'un

devoir de service par un ou une employé-e (art. 75 al. 2 LPers). En effet, alors que les infractions aux devoirs de l'employé-e entraînent habituellement une sanction sous forme de modification ou de cessation de ses rapports de service (art. 75 al. 1 LPers; v. ég. les art. 32, 33, 34, 38, 44 et 52 LPers), certaines catégories de personnel énumérées dans la législation spéciale sont en outre soumises à un régime spécifique de sanctions disciplinaires.

Tel est par exemple le cas des agents et agentes de la force publique, lesquels font l'objet d'une réglementation particulière dans la LPol ou encore dans la loi actuelle sur les Etablissements de Bellechasse (art. 12 al. 1 LEB; RSF 341.1.1); ainsi, lesdites lois prévoient pour cette catégorie de personnel une procédure disciplinaire analogue à celle retenue dans l'article 29 du projet (art. 28 de l'avant-projet; cf. art. 25 LPol; art. 20 LEB). Ce régime spécial se justifie par les pouvoirs larges dont dispose cette catégorie de personnel à l'égard des justiciables soumis à son autorité, lesdits pouvoirs donnant lieu au demeurant à une prestation de serment ou de promesse réservée elle aussi par la LPers (art. 29 al. 1 LPers; art. 19 LPol; art. 14 LEB). Avec ce projet de loi, les collaborateurs et collaboratrices de la Prison centrale seront nouvellement soumis à ce pouvoir disciplinaire.

Les procédures de la LPers, notamment la demande de préavis au Service du personnel, d'après l'art. 12 let. a) ou e), sont toutefois à respecter, même si le projet de loi prévoit des sanctions qui ne figurent pas dans la LPers.

5. Gestion financière

Art. 30–31 Gestion financière

Ces articles (art. 57 et 58 de l'avant-projet) sont une reprise de ce qui est prévu actuellement dans la loi sur les Etablissements de Bellechasse. L'article 30 correspond plus ou moins à l'article 36 al. 2 LEB. Jusqu'aujourd'hui, il n'existait pas de mandat de prestations. D'après l'article 2 al. 2 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1), seules des exceptions aux articles 34 à 37 sont possibles.

6. Ordre et sécurité

Art. 32 Dispositions générales

Les articles 32 à 37 reprennent les articles 37 à 42 de l'avant-projet. La référence à la qualité d'agents et d'agentes de la force publique des collaboratrices et collaborateurs chargés de la surveillance et de l'encadrement est une reprise de l'article 12 de l'actuelle loi sur les Etablissements de Bellechasse. En cette qualité, les agents et agentes peuvent être armés et faire usage de leurs armes.

La direction de l'Etablissement englobe non seulement le directeur ou la directrice mais aussi le membre du Conseil de

direction de garde/piquet, capable de prendre des décisions urgentes.

Art. 33 Mesures de contrainte

Par mesures de contrainte, on entend notamment les contrôles d'identité, la fouille de personnes ou de véhicules, la contrainte physique, etc. Ces mesures peuvent être prises à l'encontre des personnes détenues ou à l'égard de tiers, à savoir des visiteurs ou visiteuses ou des personnes qui se trouvent pour d'autres motifs dans l'enceinte de l'Etablissement. Cette disposition ne traite pas du détail de la réglementation. Il contient un renvoi à l'ordonnance d'application du Conseil d'Etat.

Art. 34 Mesures de sûreté particulières

Les actes de violence mentionnés dans cet article peuvent être auto- ou hétéroagressifs.

Art. 35 à 37 Vidéosurveillance

La vidéosurveillance est définie comme étant toute observation de personnes ou de biens effectuée au moyens de dispositifs techniques dans un but de surveillance (art. 1 al. 3 loi du 7 décembre 2010 sur la vidéosurveillance; RSF 17.3).

La vidéosurveillance constitue une forme d'atteinte aux droits fondamentaux, tel notamment le droit au respect de la vie privée (art. 12 Cst.). L'article 38 al. 1 Cst. prévoit que toute restriction d'un droit fondamental ou social doit être fondée sur une base légale. Les restrictions graves doivent être prévues dans une loi. La présente loi représente dès lors une base légale suffisante pour restreindre le droit au respect de la vie privée par la vidéosurveillance des personnes détenues.

Les exigences de proportionnalité sont également remplies, en ce sens que seuls les cellules disciplinaires, les cellules de sûreté, les locaux communs et le périmètre extérieur des établissements peuvent faire l'objet d'une vidéosurveillance, à l'exclusion des cellules ordinaires. De plus, les personnes détenues doivent être avisées de la surveillance en cours.

L'article 37 al. 1 prévoit le même délai que l'article 4 al. 1 let. e de la loi sur la vidéosurveillance, à savoir les 30 jours. En cas d'événements particuliers (p.ex. des bagarres, un feu, un décès), les données enregistrées doivent être gardées outre les 100 jours, surtout pour des raisons de responsabilité de l'Etablissement ou des agents et agentes de détention envers les personnes détenues, placées ou internées.

CHAPITRE 4

La personne détenue ou privée de sa liberté en raison d'une sanction pénale

1. Droits et devoirs

Art. 38 à 43 Droits et devoirs

Les articles 38 à 43 reprennent les articles 43 à 48 de l'avant-projet. Ces dispositions fixent les droits et les devoirs généraux des personnes détenues ou privées de leur liberté en raison d'une sanction pénale, pour lesquelles le terme de «personnes concernées» est utilisé à des fins de lisibilité. L'article 38 rappelle qu'elles bénéficient de tous les droits que leur confèrent cette loi ou d'autres dispositions légales et aborde la question de leur restriction. L'exercice de leurs droits ne peut ainsi être restreint que dans la mesure exigée par le but de la privation de liberté et la bonne marche de l'établissement. Cette disposition fait référence au principe de proportionnalité qui s'applique à toute activité de l'Etat (VALLOTON André / VIREDAZ Baptiste, art. 74 CP, n° 16, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (édit.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Bâle 2009).

La loi rappelle ensuite que les personnes concernées n'ont pas seulement des droits, mais aussi des devoirs. On retrouve parmi eux l'obligation de prendre part à l'organisation de l'exécution ainsi qu'à la réalisation de son but. Cette participation doit être active, en échange de quoi un soutien adéquat leur est offert.

Aux termes de l'article 81 CP, la personne détenue est astreinte au travail, à part pendant la détention avant jugement et le placement à des fins d'assistance. Le travail, la formation et le perfectionnement doivent être traités de manière égale. Une formation ou un perfectionnement peut donc être effectué à la place du travail obligatoire.

Les droits et les devoirs décrits dans les présentes dispositions concernent toutes les personnes détenues ou privées de leur liberté en raison d'une sanction pénale. Seul le travail à l'extérieur, à savoir un travail hors des bâtiments surveillés de l'Etablissement, n'entre en principe pas en question pour les personnes internées.

L'article 43 précise les principes énoncés à l'article 84 CP, qui traite des relations avec le monde extérieur. La Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 (RS 0.191.02) est l'un des textes internationaux importants en matière de droit de visite. En particulier, l'article 36 de ladite Convention régit la communication entre les ressortissants et ressortissantes d'un pays et les membres du Consulat de celui-ci. L'autorité compétente pour rendre l'autorisation est le Ministère public.

L'article 43 règle finalement la question des allègements de régime. Sont notamment considérés comme motifs particuliers au sens de l'article 43 al. 1 les affaires personnelles, fon-

damentales ou juridiques qui ne souffrent aucun délai et qui exigent la présence de la personne détenue.

Le droit complémentaire relatif aux différents points énoncés ci-dessus sera fixé dans une ordonnance du Conseil d'Etat conformément à l'article 51 du projet.

Art. 44 Traitement des données personnelles

Cet article traite de la tenue des dossiers administratifs des personnes concernées par l'Etablissement. L'article 68 traite lui de la communication des données. Le dossier administratif est tenu, en principe, par les responsables de l'exécution alors que le dossier de santé est géré par le service infirmier propre à l'Etablissement. L'accès à ce dossier de santé doit être limité en fonction des tâches à accomplir. A titre d'exemple, la personne qui donne les médicaments aux personnes concernées doit avoir accès aux données qui sont nécessaires pour accomplir cette tâche de manière sûre pour la personne concernée.

2. Droit disciplinaire

Art. 45 à 47 Droit disciplinaire

Le droit disciplinaire a pour fonction première de faire respecter l'ordre, mais vise également un but pédagogique: inciter la personne concernée à adopter un comportement conforme à l'ordre juridique.

L'article 91 al. 3 CP dispose que les cantons édictent des dispositions disciplinaires en matière d'exécution des peines et des mesures. Ces dispositions définissent les éléments constitutifs des infractions disciplinaires, la nature des sanctions et les critères de leur fixation ainsi que la procédure applicable.

Les sanctions disciplinaires pouvant être prononcées à l'égard des personnes concernées sont énumérées au premier alinéa de l'article 46. Cette liste est conforme à l'article 91 al. 2 CP. Le principe de légalité s'applique de manière stricte à la définition des sanctions disciplinaires et les cantons ne peuvent infliger aucune autre sanction disciplinaire que celles prévues par le droit fédéral (FAVRE Dominique, art. 91 CP, n° 6, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (édit.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Bâle 2009).

L'article 46 al. 2 est une expression du principe de la proportionnalité. Le droit disciplinaire étant rattaché au droit administratif, l'exercice du pouvoir disciplinaire, notamment pour ce qui est du choix des mesures ou sanctions, est subordonné au respect du principe de la proportionnalité, qui régit les modalités de la détention (FAVRE, art. 91 CP, n° 5, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (édit.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Bâle 2009).

Les arrêts en cellule forte sont limités à 20 jours, puisqu'au-delà un contrôle judiciaire est nécessaire (arrêt du Tribunal

fédéral 6b_34/2009). Cette durée est largement suffisante, dans la mesure où en pratique, ces arrêts n'excèdent pas 10 jours.

Art. 48 à 50 Protection juridique

L'article 48 (art. 53 de l'avant-projet) est conforme à la LEB.

A l'instar d'autres cantons, Fribourg a créé un droit de plainte (art. 49 du projet) auprès d'une autorité exécutive, qui s'analyse comme une voie de plainte auprès d'une autorité de surveillance (FAVRE, art. 91 CP, n° 71, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (édit.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Bâle 2009).

L'article 50 al. 2 prévoit que le motif d'inopportunité, c'est-à-dire essentiellement les erreurs d'appréciation peu graves, ne peut être invoqué (cf. aussi art. 78 du code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991; CPJA; RSF 150.1). Il est justifié de laisser à l'autorité décisionnelle un certain pouvoir d'appréciation en la matière, motivée autant par la situation juridique particulière des personnes concernées que par le souci d'éviter des recours abusifs. Cela dit, il reste que l'abus et l'excès du pouvoir d'appréciation pourront toujours être invoqués en tant que violations du droit.

Art. 51 Droit complémentaire

Cet article prévoit un renvoi à l'ordonnance d'application du Conseil d'Etat pour fixer des règles complémentaires sur le statut des personnes concernées, concernant notamment leur accueil, leurs relations avec l'extérieur, le droit de visite en particulier, le service intérieur, etc.

Art. 52 Prévention

La prévention, notamment en matière de santé, est une des tâches des établissements de détention. C'est la raison pour laquelle une disposition y relative a été intégrée dans le projet de loi. Il s'agit ici d'une mise en œuvre des dispositions visant le respect des droits fondamentaux et de la dignité des personnes concernées.

Le risque de suicide étant réel lors d'une privation de liberté, l'alinéa 2 prévoit des mesures concrètes de prévention dans ce sens.

3. L'assistance médicale, psychosociale, religieuse et spirituelle

Art. 53 Organisation

Cette disposition, comme les suivantes, correspondent à l'article 29 ss. de l'avant-projet, qui étaient regroupés dans un chapitre concernant la personne détenue ou internée.

Les dispositions légales en vigueur ne font pas de distinction entre l'organisation des prestations médicales somatiques et psychiatriques. Ainsi, la loi sur les Etablissements de Bellechasse prévoit l'engagement de personnel chargé de tâches médicales (art. 11 al. 1 let. c). En outre, l'alinéa 2 de l'article 11 LEB précise que les Etablissements de Bellechasse peuvent confier l'accomplissement de certaines tâches à des tiers, notamment dans les domaines des soins médicaux. Selon l'article 46 du règlement des détenus des Etablissements de Bellechasse, *«les détenus malades ou blessés ont droit à une assistance médicale, assurée, en principe sur demande, par du personnel des Etablissements ou par un médecin extérieur agréé par les Etablissements (ci-après: le médecin des Etablissements)»*.

Dans la pratique, Bellechasse dispose aujourd'hui d'un service infirmier propre, qui assure l'assistance médicale de base des personnes concernées. Pendant longtemps, ce sont des médecins privés – somatiques mais aussi psychiatriques – de la région qui ont fourni, sur mandat, les prestations médicales aux personnes concernées et fonctionné comme médecins des Etablissements. Comme il est devenu de plus en plus difficile de trouver des médecins privés prêts à assumer de telles charges dans la région, une collaboration a été mise sur pied avec l'HFR, site de Meyriez.

Pour ce qui concerne la Prison centrale, le règlement des prisons prévoit que l'établissement dispose d'un infirmier ou d'une infirmière de prison (art. 5 al. 1 let. c). Selon l'article 5 al. 2 du règlement, *«la Direction de la sécurité et de la justice confie à un ou plusieurs médecins de prison la tâche de gérer le service médical des prisons, en collaboration avec l'infirmier ou l'infirmière de prison»*. Plusieurs médecins expérimentés assurent actuellement la prise en charge somatique des personnes concernées, selon un système de tournus qui fonctionne à la satisfaction des responsables de la Prison centrale.

Depuis plusieurs années, les besoins en prestations de psychiatrie forensique se sont fortement accrus en raison notamment de l'augmentation du nombre de mesures thérapeutiques institutionnelles, avec pour corollaire une hausse des traitements psychiatriques imposés, et de l'évolution de la population carcérale, qui présente de plus en plus souvent des troubles mentaux. En outre, des expertises psychiatriques sont fréquemment requises pour évaluer la dangerosité des personnes condamnées avant tout allègement dans l'exécution de la peine ou de la mesure.

Au vu de cette évolution, le Réseau fribourgeois de soins en santé mentale (RFSM), établissement de droit public qui se définit comme le pôle cantonal de compétences médicales, infirmières et psychosociales spécialisé en santé mentale, a créé le Centre de psychiatrie forensique (CPF), appelé à répondre notamment aux besoins croissants de la justice pénale. Une collaboration fructueuse a pu se développer entre le CPF et les acteurs et actrices du domaine péniten-

taire. Aussi bien les Etablissements de Bellechasse que le SASPP et le SProb ont conclu des conventions bilatérales avec le RFSM pour bénéficier des prestations du CPF.

L'article 53 al. 1 du projet prévoit un système souple et ouvert pour l'organisation de la prise en charge somatique et psychiatrique des personnes concernées, tout en marquant une préférence de principe pour la collaboration avec des entités publiques telles que le RFSM pour les prestations psychiatriques ou les différents sites de l'Hôpital fribourgeois (HFR) pour les prestations somatiques. La formulation de l'article 53 al. 1 présente l'avantage qu'elle restera valable même si la médecine pénitentiaire connaît des évolutions importantes ces prochaines années, ce qui est probable selon les experts et expertes.

L'article 53 al. 2 maintient l'infirmier propre de l'Etablissement, indispensable pour assurer la prise en charge médicale de base des personnes concernées au quotidien. Chaque site de l'Etablissement (Bellechasse et Prison centrale) disposera de son équipe infirmière propre.

Art. 54 Principes

Selon l'alinéa 1 de cet article, les personnes concernées ont droit à des soins adéquats mais n'ont pas, pour autant, le libre choix du ou de la médecin (cf. art. 53 également) ni de la structure hospitalière ou ambulatoire (cf. al. 4). Le principe d'équivalence de soins, tel que défini par les directives de l'Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM; Exercice de la médecine auprès de personnes détenues, 2015) doit être respecté. L'alinéa 6, qui prévoit l'obligation pour la personne concernée d'être assurée contre les risques de la maladie et des accidents, est un rappel de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal; RS 832.10) et de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA; RS 832.20). L'Etat doit s'assurer que ces obligations sont respectées. L'autorité de placement effectue une évaluation en fonction de la durée prévisible de l'incarcération et des éventuels coûts médicaux susceptibles d'être pris en charge. Dans certains cas, le paiement des frais médicaux effectifs peut s'avérer moins onéreux pour l'autorité de placement que l'affiliation systématique ou le paiement rétroactif de certaines primes.

L'avant-projet prévoyait une disposition concernant la grève de la faim. Celle-ci doit être définie comme un refus conscient et persistant d'une personne en pleine possession de ses facultés psychiques de s'alimenter, totalement ou partiellement, dans le but de protester ou d'obtenir quelque chose qu'elle n'a pas pu obtenir par d'autres moyens. Suite aux résultats de la consultation, il a semblé pertinent de ne pas prévoir une disposition spécifique pour la grève de la faim. S'il existe un danger de mort ou de conséquences graves pour la personne en grève de la faim, la situation doit être gérée de la même

manière qu'une autre situation d'urgence, voire que d'autres situations de premier recours (consentement de la personne concernée, capacité de discernement, volonté présumée, appel au médecin, etc.).

Art. 55 Assistance sociale

Actuellement, la Prison centrale et les Etablissements de Bellechasse disposent de leur propre service social pour les personnes en exécution de sanctions pénales. Pour des raisons historiques, le Service de probation assure le service social pour les personnes détenues avant jugement. Le projet de loi propose de ne plus faire de distinction entre les personnes en détention avant jugement et celles en exécution de sanctions pénales en prévoyant qu'à l'avenir, elles seront toutes prises en charge par le service social de l'Etablissement. La collaboration entre celui-ci et le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation sera toutefois nécessaire, par exemple dans le cadre de l'évaluation de la situation d'un prévenu pour des mesures de substitution à l'adresse du Ministère Public ou du Tribunal des mesures de contrainte. Il conviendra de mettre en place des processus pour que le service social de l'Etablissement transmette les informations nécessaires à l'autorité de placement.

L'encadrement psychosocial par le service social de l'Etablissement se concentre surtout sur les problèmes personnels et les besoins des personnes au sein de l'Etablissement (addiction, santé, financiers etc.), mais également sur des questions personnelles en vue d'une libération. Par contre, le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, en tant qu'autorité de placement, continuera à traiter les questions d'ordre social en lien avec l'exécution des sanctions pénales.

Art. 56–57 Assistance religieuse et spirituelle

Le droit à l'assistance religieuse et spirituelle n'implique pas pour la personne concernée le droit de choisir un aumônier ou une aumônière. Il implique le devoir pour l'Etablissement d'organiser un tel service précieux pour le fonctionnement des structures pénitentiaires. Selon l'alinéa 2, l'Etablissement peut avoir recours à des prestations de tiers pour couvrir ces besoins, comme cela est déjà le cas.

CHAPITRE 5 **Les établissements et les structures non pénitentiaires**

Art. 58 Règles applicables

Cet article correspond à l'article 59 de l'avant-projet. Les autorités d'exécution des peines et des mesures se voient contraintes de placer des personnes condamnées en particulier celles qui se trouvent sous le coup d'une mesure thé-

rapeutique institutionnelle dans des institutions spécialisées capables de prendre en charge des personnes avec des profils pathologiques particuliers. Pour ces situations notamment, il importe de prévoir une base légale qui définit un cadre.

CHAPITRE 6

Exécution des peines privatives de liberté et des mesures

1. Phases d'exécution et libération

Art. 59 Buts de l'exécution

L'article 59 du projet (art. 60 de l'avant-projet) reprend l'article 75 al. 1 du code pénal et rappelle quels sont les buts et principes de l'exécution. Cela comprend aussi l'exécution anticipée de la peine.

L'article 59 al. 4 est une référence au nouveau concept de gestion des risques. Développé scientifiquement et appliqué avec succès depuis des années par le canton de Zurich, repris peu à peu par les concordats ou par les cantons, le système ROS vise à identifier et à suivre au plus près l'évolution des personnes condamnées présentant un risque de récidive dans le domaine des délits de violence et des délits sexuels, tout au long de leur parcours pénal. ROS est conçu en tant que processus continu en quatre étapes (tri – évaluation – planification – suivi). Il permet de déclencher un signal d'alerte en cas d'évolution négative de certains paramètres durant toutes les phases de l'exécution des sanctions et dans tous les établissements, y compris pendant la probation, et d'y réagir rapidement. Le concept prévoit l'utilisation de moyens de travail standardisés et un lexique spécialisé uniforme, ce qui crée une meilleure compréhension commune des cas. Avec l'introduction du concept ROS, la gestion des risques doit être conçue comme un processus continu et servir de fil conducteur dans toutes les étapes d'exécution et pour tous les établissements d'exécution des peines et mesures, y compris la probation.

Art. 60 Transmission des jugements et des dossiers pénaux

Cet article est un rappel de l'article 160 de la loi sur la justice.

Art. 61 Placement et mandats

L'article 61 al. 1 a trait à la décision de placement. A préciser que cette (première) décision de placement des personnes condamnées est une mesure relative à l'exécution (art. 4 al. 2 CPJA), qui n'est, en principe, pas une décision susceptible de recours conformément à l'article 113 CPJA.

Le Service doit dans ce cadre tenir compte notamment des coûts. Cela signifie que lors de la détermination du lieu du placement, il doit aussi être attentif à cet aspect, en compa-

rant les tarifs des différentes institutions ou établissements susceptibles de recevoir la personne concernée. Cet article donne enfin la compétence au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation de délivrer des mandats d'arrêt et d'amener. Conformément à l'article 208 CPP, le mandat d'amener contient la mention de l'autorisation expresse donnée à la police de recourir à la force si nécessaire et de pénétrer dans les bâtiments, les habitations et les autres locaux non publics pour exécuter le mandat.

Art. 62 Détention pour des motifs de sûreté

Selon une jurisprudence récente du Tribunal fédéral (arrêt du 11 février 2015 / 6B_227/2014), le TF explique que le prononcé d'un internement par le tribunal compétent sur le fond (art. 62c al. 4 CP) suppose absolument que la mesure institutionnelle ordonnée au préalable par l'autorité d'exécution ait été levée (p.ex. pour cause d'échec selon l'art. 62c al. 1 let. a CP) par ladite autorité dans une décision exécutoire. Par conséquent, il peut arriver qu'un temps d'attente sépare la fin de la mesure thérapeutique institutionnelle du début de l'internement. S'agissant de certains auteur-e-s, ceci peut signifier un danger potentiel pour la collectivité publique, d'où un besoin d'ordonner à l'encontre desdits auteur-e-s une détention pour des motifs de sûreté (v. art. 221 et 229 CPP). Actuellement, c'est le Tribunal compétent pour prononcer l'internement qui ordonne une détention pour motifs de sûreté sur la base du CPP. L'article 62 du projet prévoit d'accorder cette compétence également au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation.

Cette mesure est réservée uniquement aux cas d'urgence et s'il n'y a pas d'autres possibilités d'éviter un danger à autrui par la personne détenue. Autrement dit, il s'agit d'une mesure à ordonner exceptionnellement. Le droit d'être entendu de l'intéressé-e doit être respecté et les motifs de détention de l'article 221 CPP doivent être examinés (cf. ATF 1B_18/2015 du 4 février 2015, consid. 2.2.4).

Il ne s'agit pas d'un cas d'application de l'article 440 CPP qui traite de la détention pour des motifs de sûreté en vue de garantir l'exécution d'une peine ou d'une mesure qui n'a pas encore commencé.

Art. 63–67 Exécution de la peine ou de la mesure

Ces dispositions (art. 64–68 de l'avant-projet) décrivent les différentes phases de l'exécution des sanctions pénales.

L'article 66 al. 2 est une nouvelle référence au niveau concept de gestion des risques. Dans le cadre de ROS, la planification de l'exécution doit être orientée vers les risques et axée sur les besoins individuels. Elle est effectuée sur la base d'un document intitulé «aperçu du cas», qui indique quel partenaire de travail (établissements de privation de liberté, thérapeutes,

personnel d'encadrement, etc.) doit traiter quels problèmes dans quels délais. Ce document sert également à l'élaboration des plans d'exécution.

Les interventions prévues par la planification sont mises en œuvre par le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, en collaboration avec les partenaires de travail, et dans les limites des possibilités pratiques d'exécution.

Le plan d'exécution de la peine ou de la mesure est établi avec l'établissement de détention en collaboration avec la personne détenue, placée ou internée ou son représentant ou sa représentante légale. Il comprend en particulier l'assistance offerte, les perspectives de travail, de formation ou de perfectionnement. Il porte aussi sur la réparation du dommage, sur les relations avec le monde extérieur et sur la préparation de la libération.

Art. 68 Communication des données

Suite aux tragiques affaires de récidives dans les cantons de Genève et Vaud, la Conférence latine des Chefs de départements de justice et police a adopté une recommandation le 31 octobre 2013 relative à l'échange d'informations et à la non-opposabilité du secret médical et/ou de fonction en rapport avec la dangerosité d'une personne détenue et pouvant avoir une incidence sur son évaluation ou sur les conditions d'allègement dans l'exécution.

Cet article traite de la communication des données en général. Il fait suite à la recommandation citée ci-dessus. Les autorités sont désignées au sens large puisque la communication des données peut être nécessaire au-delà des frontières cantonales. L'échange d'information des données médicales en milieu carcéral est quant à lui réglé aux articles suivants du projet de loi.

L'échange d'informations peut également s'effectuer par un accès à des outils informatiques ou par voie électronique, en limitant les droits d'accès et les informations accessibles au minimum nécessaire.

Art. 69 Secret professionnel et devoir d'information

Cet article fait également suite à la recommandation du 31 octobre 2013 relative à l'échange d'informations et à la non-opposabilité du secret médical et/ou fonction en rapport avec la dangerosité d'un détenu et pouvant avoir une incidence sur son évaluation ou sur les conditions d'allègement dans l'exécution. De plus, il concrétise les principes régissant l'exécution des sanctions pénales en Suisse, approuvés par la CCDJP le 13 novembre 2014 (cf. point 2.3. relatif à l'échange d'informations).

Suite aux résultats de la consultation, les articles 32 et 33 de l'avant-projet traitant du secret professionnel et des informa-

tions à transmettre ont été inclus dans le contexte général de l'exécution des sanctions pénales et ne concernent donc pas uniquement l'Etablissement de détention fribourgeois.

L'article 69 ne fait pas de différence entre secret médical et secret professionnel, le premier étant une forme spécifique du dernier.

L'alinéa 1 ancre le principe du secret professionnel, dont le respect n'est pas contesté. Il existe toutefois des situations dans lesquelles les professionnel-le-s doivent être libérés du secret. De plus, un devoir d'information aux autorités compétentes ainsi qu'à l'Etablissement peut intervenir exceptionnellement.

Jusqu'à présent, le canton de Fribourg n'a pas observé de difficultés particulières concernant le devoir d'information prévu dans les conventions qui lient le RFSM et les différentes entités en charge de l'exécution des sanctions pénales. Cela dit, il convient de profiter de cette importante réforme pour ancrer les différents principes dans la loi. Il est évident que la procédure de levé du secret médical doit être suivie en cas de refus de divulgation par la personne détenue, placée ou internée. L'alinéa 2 du présent article renvoie ainsi à l'article 90 de la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan; RSF 821.0.1).

Concernant l'alinéa 3, il ne convient pas de spécifier dans la loi les faits importants; il s'agit d'une pratique qui doit s'établir. L'importance des faits se mesure en lien avec le danger que pourrait induire le non-transfert des informations pour la sécurité de la personne détenue, placée ou internée ou toute autre personne de son entourage. Il convient en outre de souligner que l'article 90a al. 3 LSan réserve déjà les dispositions du droit fédéral et cantonal concernant l'obligation ou le droit d'informer une autorité ou de témoigner en justice.

Art. 70 Libération du secret médical en cas d'assistance de probation

Cet article est un pendant de l'article précédent. Il traite de la libération du secret médical et l'échange de renseignements pour les personnes sous mandat de probation. Il fait également suite à la Recommandation du 31 octobre 2013 de la Conférence des Chefs des départements de justice et police. Contrairement à l'avant-projet, le projet de loi réunit les médecins, psychologues et tout autre intervenant ou toute autre intervenante thérapeutique ou de soins sous le terme des professionnel-le-s de la santé.

Art. 71 Information lors de traitements ordonnés

L'article 71 du projet (art. 33 de l'avant-projet) prévoit un échange d'information dans les cas de traitements ordonnés au sens des articles 56 à 64 CP. Il importe en effet que les renseignements en matière de suivi et d'évolution du traitement soient fournis sur demande de l'autorité d'exécution des

sanctions pénales pour qu'elle puisse disposer des renseignements nécessaires pour rendre une décision notamment en matière d'élargissement de régime d'une personne détenue.

2. Frais

Art. 72 Participation de la personne condamnée aux frais

La personne condamnée qui subit de la semi-détention participe aux frais d'exécution de sa sanction conformément à l'article 10 de la décision du Concordat latin sur la détention pénale des adultes du 25 septembre 2008 relative à l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention. Le Conseil d'Etat peut arrêter les modalités de la participation aux frais d'exécution des autres régimes de détention.

Art. 73 Participation de la personne placée en détention provisoire ou pour des motifs de sûreté aux frais

Selon un arrêt du 16 octobre 2013 (501 2012 148 et 149; RFJ 2013, p. 188), le Tribunal cantonal fribourgeois a constaté que les frais de détention avant jugement ne pouvaient plus être mis à la charge de la personne prévenue condamnée, suite à l'introduction du nouveau code de procédure pénale (CPP), l'article 422 al. 2 CPP (v. ég. les art. 124 LJ et 35 RJ) consacré aux débours ne faisant pas mention de ces frais. Il a laissé ouverte la question de savoir si un canton pouvait créer une base légale pour percevoir ce genre de frais, alors que l'article 422 CPP ne mentionne pas les frais de détention avant jugement parmi les débours qui peuvent être mis à la charge du prévenu condamné. Toutefois, dans un arrêt postérieur du 5 novembre 2015 (ATF 6B_877/2014; consid. 9.5.2) le Tribunal fédéral a estimé que tel ne pouvait pas être le cas. Reste que, selon le même arrêt, en cas de condamnation à une peine privative de liberté sans sursis, les frais de la détention avant jugement imputée sur cette peine devraient pouvoir être mis à la charge de la personne condamnée dans la même mesure que les frais d'exécution de peine proprement dits, à savoir qu'une participation peut être exigée conformément à l'article 380 al. 2 CP. Cela dit, le projet prévoit une nouvelle disposition légale cantonale pour que ces frais puissent, dans une certaine mesure, être à nouveau facturés aux personnes condamnées ayant subi de la détention avant jugement.

3. Procédure et voies de droit

Art. 74 Généralités

Il convient de statuer que toute la procédure, et non pas seulement les recours, est régie par le CPJA.

L'alinéa 2 énonce le principe général qui prévaut actuellement, à savoir que les décisions du Service sont attaquables

devant la Direction avant de pouvoir être portées devant le Tribunal cantonal.

L'alinéa 3 est la conséquence d'une récente jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'aménagement des voies de recours contre les décisions de l'autorité en charge de procéder à l'examen de la libération conditionnelle d'une peine, d'une mesure thérapeutique institutionnelle ou de l'interne-ment ou de la levée d'une mesure thérapeutique (art. 62d al. 1 CP; ATF 139 I 51).

Selon le Tribunal fédéral, il est admissible de considérer le SASPP – i.e. une autorité administrative – comme l'«autorité compétente» aux termes de l'article susmentionné, pour autant que ses décisions puissent ensuite faire l'objet d'un recours devant une autorité judiciaire dotée d'un plein pouvoir d'examen. Le TF relève néanmoins dans un *obiter dictum* que la procédure prévue dans ce contexte par la législation fribourgeoise est susceptible dans certains cas d'entrer en conflit avec le respect du délai d'une année fixé par l'article 62d alinéa 1 CP, dans la mesure où un recours contre la décision du SASPP doit d'abord être porté devant la Direction (recours hiérarchique au sein de l'administration) avant que la décision attaquée puisse effectivement être examinée par le Tribunal cantonal.

Dans un arrêt du 21 avril 2015 (ATF 6B_285/2015), le TF, saisi d'un recours, a constaté une violation de l'article 62d alinéa 1 CP par le canton de Fribourg, dans la mesure où le refus d'une libération conditionnelle décidé par le SASPP a été confirmé par le Tribunal cantonal plus d'une année après la décision. Le TF a invité en conséquence le canton de Fribourg à mettre en œuvre une procédure permettant le respect du délai d'un an posé par la disposition en question. En tout état de cause, la suppression du recours devant la Direction, qu'il est ici proposé d'introduire, permettrait de faire accélérer le contrôle de la décision relative à la libération conditionnelle.

L'alinéa 3 permet de transcrire dans la loi une jurisprudence du Tribunal fédéral. Dans l'ATF du 14 février 2013 (139 I 51) et dans l'arrêt du 16 décembre 2013 (n° 6B_664/2013), le Tribunal fédéral a reconnu la qualité pour recourir du Ministère public dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures. Le Tribunal a ainsi considéré que le Ministère public avait également pour tâche de s'assurer que l'exécution des peines soit uniforme et conforme au droit, du moins dans la mesure où la sécurité publique, qu'il est aussi chargé de défendre, est en jeu. Ainsi, le Tribunal fédéral a reconnu la qualité pour recourir au Ministère public en matière de libération conditionnelle et d'octroi de sorties à un détenu réputé dangereux. Il convient désormais d'ancrer clairement dans la loi cette compétence du Ministère public. A noter que cette solution a également été adoptée dans le canton de Vaud suite à la tragique affaire «Marie».

Art. 75 Frais

Cet article précise que les décisions rendues d'office par le Service ne donnent pas lieu à des frais (al. 1), contrairement aux décisions qui sont sollicitées en-dehors du cours ordinaire de l'exécution de la sanction (al. 2).

Art. 76 Effet suspensif

L'effet suspensif accordé au recours porté contre une décision de l'autorité d'exécution des peines a joué un rôle dans la tragique affaire qui a endeuillé le canton de Vaud en 2013. Le projet prévoit dès lors qu'en principe, le recours contre une décision du Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation n'est en principe pas pourvu d'un effet suspensif. Le Service peut toutefois l'accorder pour de justes motifs.

CHAPITRE 7**Dispositions finales****Art. 77 à 79** Dispositions transitoires

Trois différents points de la réforme nécessitent un règlement transitoire prévu aux articles 77 à 79.

Art. 80 Abrogation

La nouvelle loi abroge formellement uniquement la loi sur les Etablissements de Bellechasse. Toutefois, les dispositions d'applications qui en découleront abrogeront les différentes ordonnances et règlements suivants qui seront devenus désuets, à savoir: l'Ordonnance concernant l'application des sanctions pénales (RSF 340.12), l'Ordonnance concernant l'exécution des peines sous la forme de journées séparées (RSF 340.21), l'Ordonnance sur l'exécution du travail d'intérêt général (RSF 340.23), l'Ordonnance concernant la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité (RSF 340.32), l'Ordonnance concernant le Service de probation (RSF 340.42), l'Arrêté fixant le statut des visiteurs des détenus (RSF 340.43), le Règlement des détenus des Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.12), le Règlement de maison du foyer La Sapinière (RSF 341.1.121), le Règlement concernant la durée du travail et l'horaire de certaines catégories de collaborateurs rattachés aux Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.13), l'Ordonnance fixant le prix de pension des personnes placées à des fins d'assistance aux Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.16), l'Arrêté concernant l'habillement, l'équipement et l'armement du personnel des Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.19), le Règlement des prisons (RSF 341.2.11), l'Ordonnance fixant le prix facturé pour une journée de détention dans les prisons (RSF 341.2.16).

Art. 81 à 83 Modifications

Trois lois doivent être modifiées compte tenu de la nouvelle législation prévue.

Art. 84 Entrée en vigueur

L'entrée en vigueur sera proposée par le Conseil d'Etat. La date visée est toutefois le 1^{er} janvier 2018 pour donner le temps nécessaires aux différentes entités d'organiser leur fusion, et pour faire adopter l'ordonnance d'application. Il paraît également important que cette entrée en vigueur coïncide avec l'introduction de la réforme du droit des sanctions au niveau fédéral.



Botschaft 2015-DSJ-244

28. Juni 2016

**des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gesetzes über den Straf- und Massnahmenvollzug (SMVG)**

1. Notwendigkeit der Revision	18
1.1. Überblick dank einzigem Gesetz	18
1.2. Modernisierung der Vollzugsorganisation als Antwort auf neue Herausforderungen	19
1.3. Lehren aus jüngsten Dramen und Verbesserung des Risikomanagements	19
2. Strukturanalyse und zukünftige Herausforderungen	19
2.1. Freiburger Besonderheiten	19
2.2. Revision des Sanktionenrechts und Einführung von ROS	19
3. Wichtigste Punkte der Reform	19
3.1. Vollzugsorganisation	20
3.1.1. Zusammenlegung der Abteilung «Straf- und Massnahmenvollzug» mit dem Amt für Bewährungshilfe	20
3.1.2. Zusammenfassung der Haftanstalten in einer autonomen Einheit	20
3.1.3. Gewährleistung der Koordination durch die Direktion	21
3.2. Straf- und Massnahmenvollzugsverfahren	21
3.2.1. Ein Gesetz, eine Verordnung	21
3.2.2. Änderungen im Strafvollzug	21
4. Rückblick	21
5. Auswirkungen	22
6. Ergebnisse der Vernehmlassung	22
7. Kommentar zu den einzelnen Artikeln	22

1. Notwendigkeit der Revision

1.1. Überblick dank einzigem Gesetz

Heute sind die Organisation des Justizvollzugs und die Modalitäten des Straf- und Massnahmenvollzugs in ca. fünfzehn verschiedenen kantonalen Erlassen geregelt¹. Tatsächlich ist

¹ Das Gesetz über die Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.1), die Verordnung über den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen (SGF 340.12), die Verordnung über den tageweisen Strafvollzug (SGF 340.21), die Verordnung über die Vollstreckung der gemeinnützigen Arbeit (SGF 340.23), die Verordnung über die beratende Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit (SGF 340.32), die Verordnung über das Amt für Bewährungshilfe (SGF 340.42), der Beschluss über die rechtliche Stellung der Besucher von Gefangenen (SGF 340.43), das Reglement über die Gefangenen der Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.12), das Hausreglement für das Heim Tannenhof (SGF 341.1.121), das Reglement über die Arbeitsdauer und die Arbeitszeit bestimmter Kategorien von Mitarbeitern der Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.13), die Verordnung über den Pensionspreis der Per-

die Gesetzgebung infolge der Entwicklungen und Gesetzesänderungen auf Bundesebene beträchtlich angewachsen. Dieser Umstand erschwert nicht nur die Arbeit der Justizvollzugsfachleute sondern könnte auch die Kohärenz und Effizienz beeinträchtigen. Deshalb ist es unbedingt notwendig, einen neuen gesetzlichen Rahmen zu entwerfen, der auf reiflicher Überlegung und einem Gesamtbild beruht. Ausserdem gilt es, die Gesetzgebung zu vereinfachen, indem die Verfahren und die Kompetenzen der verschiedenen Akteurinnen und Akteure des Justizvollzugs klar definiert werden.

sonen, für die eine fürsorgliche Unterbringung in den Anstalten von Bellechasse angeordnet wurde (SGF 341.1.16), der Beschluss über die Bekleidung, die Ausrüstung und die Bewaffnung des Personals der Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.19), das Gefängnisreglement (SGF 341.2.11), die Verordnung zur Festsetzung des Preises pro Hafttag in den Gefängnissen (SGF 341.2.16).

1.2. Modernisierung der Vollzugsorganisation als Antwort auf neue Herausforderungen

Die Strafanstalten von Bellechasse stellen in der Vollzugskette eines der wichtigsten Glieder dar und zwar aufgrund ihrer wichtigen Rolle im Strafvollzug, aber auch aufgrund ihrer Grösse in Sachen Budget, Personal und Infrastruktur. Doch das Gesetz, das den Betrieb dieser bedeutenden Konkordatsanstalt regelt, ist beinahe 20 Jahre alt¹. Ihr Autonomiestatus beruht auf einer langen Tradition des Kantons Freiburg, die eine direktere Verwaltung des riesigen landwirtschaftlichen Betriebs und seiner zahlreichen Gebäude erlaubt.

Dieser Status darf jedoch nicht die Umsetzung einer umfassenden Vollzugspolitik und die Nutzung von Synergien auf operationeller Ebene verhindern. Das Wachstum der Gefängnisbevölkerung, ihre soziologische Entwicklung, die Bewältigung von Sicherheitsrisiken, aber auch die grossen finanziellen Herausforderungen in Zusammenhang mit dem Vollzugssystem stellen immer umfangreichere und komplexere Aufgaben dar, denen sich die kantonalen Strafvollzugsbehörden stellen müssen. Die Vereinigung der Strafanstalten unter einem Dach (s. 3.1.1) und die Zusammenlegung des Amtes für Straf- und Massnahmenvollzug mit dem Amt für Bewährungshilfe (s. 3.1.2) werden ebenfalls zur Bewältigung dieser Herausforderungen beitragen.

1.3. Lehren aus jüngsten Dramen und Verbesserung des Risikomanagements

Zwischen 2009 und 2013 haben in der Strafvollzugswelt mehrere, von rückfälligen Straftätern begangene Morde in den Kantonen Aargau, Waadt und Genf zu reden gegeben. Die Ereignisse haben Behörden und Öffentlichkeit daran erinnert, wie wichtig eine minutiöse Führung und Organisation des Strafvollzugs ist. Der vorliegende Entwurf berücksichtigt die Lehren, die aus diesen Fällen gezogen wurden, namentlich in den Bereichen Verfahrensgestaltung und Datenaustausch. Ausserdem soll das neue Gesetz einen geeigneten Rahmen für die Einführung des Konzeptes risikoorientierter Sanktionenvollzug (ROS) bieten.

2. Strukturanalyse und zukünftige Herausforderungen

2.1. Freiburger Besonderheiten

Die Organisation des Kantons Freiburg ist in der Schweizer Strafvollzugslandschaft in dreierlei Hinsicht einzigartig:

- > Die beiden grossen Strafanstalten, die Anstalten von Bellechasse und das Zentralgefängnis, haben sehr verschiedene Rechtsformen.

- > Die Anstalten von Bellechasse sind eine selbständige öffentlich-rechtliche Anstalt.
- > Das Zentralgefängnis ist eine Abteilung des Amtes für Straf- und Massnahmenvollzug.
- > Der Kanton Freiburg verfügt über kein Amt für Strafvollstreckung und -vollzug.

Das Organigramm ist heute kompliziert und wenig kohärent. Die verschiedenen Vollzugsämter und -einrichtungen, die zusammenarbeiten müssen, sind hierarchisch nicht verbunden und haben nicht dieselbe Rechtsform. Dies trifft insbesondere auf die beiden grossen Haftanstalten zu. So unterstehen die autonomen Anstalten von Bellechasse direkt dem Staatsrat, während das Zentralgefängnis eine Abteilung des Amtes für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) ist. Letzteres hat zudem keine eigene Verbindung zum Grossen Rat, während der Verwaltungskommission der Anstalten von Bellechasse auch Grossrätinnen und Grossräte angehören.

Seit einigen Jahren arbeitet die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) an den Grundlagen für eine umfassende kantonale Vollzugspolitik. Es finden regelmässig Koordinationssitzungen zwischen der SJD, den Anstalten von Bellechasse (AB), dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) und dem Amt für Bewährungshilfe (BHA) statt mit dem Ziel, eine gemeinsame Strategie und gemeinsame Leitlinien zu entwickeln und so die strukturelle Segmentierung im kantonalen Vollzug zu überwinden.

2.2. Revision des Sanktionenrechts und Einführung von ROS

Die Reform des Sanktionenrechts wird voraussichtlich 2018 in Kraft treten. Sie umfasst namentlich die Einführung der elektronischen Fussfessel, die Wiedereinführung der Kurzstrafen und die neuerliche Anwendung der gemeinnützigen Arbeit als Vollzugsform für strafrechtliche Sanktionen.

Die Anwendung des neuen Risikomanagement-Konzeptes ROS wird grosse Veränderungen mit sich bringen, welche neue Pflichtenhefte und die Einführung neuer Arbeitsprozesse erfordern (s. 1.3).

3. Wichtigste Punkte der Reform

Der Gesetzesentwurf ist in zwei grosse Teile gegliedert. Der erste Teil ist der eigentlichen Vollzugsorganisation gewidmet, der zweite Teil befasst sich mit dem Strafvollzugsverfahren.

Die vorgeschlagene Neuorganisation soll einen Rahmen bieten für die Umsetzung einer Strategie, mit der den Bedürfnissen des Justizvollzugs entsprochen wird und die eine effiziente und rationelle Führung der Einheiten ermöglicht.

¹ Gesetz vom 2. Oktober 1996 über die Anstalten von Bellechasse (ABelG), <http://bdlf.fr.ch/frontend/versions/86?locale=de>

Dabei sollen die Geschichte und die politische Kultur des Kantons Freiburg angemessen berücksichtigt werden.

3.1. Vollzugsorganisation

3.1.1. Zusammenlegung der Abteilung «Straf- und Massnahmenvollzug» mit dem Amt für Bewährungshilfe

Es wurde festgestellt, dass die Abteilung, die für den Straf- und Massnahmenvollzug zuständig ist, namentlich im Personalbereich (Verwaltungspersonal, Kriminologie) mehr Ähnlichkeiten und Potential zur Zusammenarbeit mit dem Amt für Bewährungshilfe aufweist als mit dem Zentralgefängnis, das einen ganz anderen Auftrag hat.

Es ist deshalb geplant, die Abteilung «Gefängnisse» von der Abteilung «Straf- und Massnahmenvollzug» zu trennen und ein neues Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe zu schaffen, das für ebendiesen Straf- und Massnahmenvollzug und die Bewährungshilfe zuständig wäre.

Dieses neue Amt wird einen optimalen Rahmen für die Einführung des neuen Risikomanagement-Konzepts ROS bilden, da es die Begleitung von straffälligen Personen während der gesamten Dauer des Strafverfahrens und des Strafvollzugs bis zu der Phase gewährleistet, in der sie unter Bewährungshilfe stehen. Die soziale Wiedereingliederung dieser Personen wird also ein wichtiges Ziel des neuen Amtes bleiben.

Die Abteilung «Gefängnisse», also das Zentralgefängnis (die Bezirksgefängnisse wurden in den letzten Jahren alle geschlossen), wird mit den Anstalten von Bellechasse verbunden und bildet mit diesen die neue Freiburger Strafanstalt.

3.1.2. Zusammenfassung der Haftanstalten in einer autonomen Einheit

a) Eine einzige Einheit

Das Zentralgefängnis und die Anstalten von Bellechasse erfüllen verschiedene Vollzugsaufgaben, die einander jedoch ergänzen. Ersteres dient hauptsächlich der Untersuchungshaft und Letztere gewährleisten den Strafvollzug. Dennoch haben sie ähnliche Bedürfnisse in Bezug auf das Sicherheitspersonal sowie das medizinisch und sozial tätige Personal.

Der Entwurf sieht deshalb vor, die beiden Einrichtungen in einer einzigen Einheit mit dem Namen Freiburger Strafanstalt zusammenzufassen. Dies erlaubt eine effizientere und kohärentere Verwaltung der Ressourcen (einheitlicher Status für die Fachpersonen für Justizvollzug, einheitliche Uniform, Professionalisierung der Rekrutierungsverfahren, mehr Mobilität und Flexibilität), eine einfachere Suche nach pragmatischen Lösungen im Umgang mit schwierigen

Gefangenen und schliesslich die Nutzung von Synergien, insbesondere in den Bereichen Informatik, Sicherheit und medizinische Versorgung.

Auch auf strategischer Ebene werden die beiden vereinten Einheiten ihre Kräfte konzentrieren können, um die Vollzugspolitik, die der Staatsrat festlegen wird, umzusetzen und um die Unterbringung von Beschuldigten und Gefangenen unter Freiburger Aufsicht sicherzustellen. Dazu werden sie eng mit dem Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe zusammenarbeiten, das in Zukunft in der Verwaltungskommission der Freiburger Strafanstalt vertreten sein wird. Die Direktion, die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist (die Direktion), heute die SJD, wird in der Koordination eine wichtigere Rolle spielen, bei allfälligen Streitfällen zwischen den beiden Einheiten entscheiden und Weisungen geben können (s. 3.1.3).

b) Beibehaltung des Autonomiestatus

Der Autonomiestatus der Anstalten von Bellechasse stellt unter den Schweizer Haftanstalten eine Besonderheit dar. Nur die interkantonale Anstalt Bostadel in Menzingen (ZG) verfügt über dieselbe rechtliche Struktur, da sie von den Kantonen Basel und Zug gemeinsam verwaltet wird.

Im Kanton Freiburg ist diese Verwaltungsform jedoch besonders häufig und geschätzt, denn es existieren nicht weniger als fünfzehn autonome Einrichtungen¹.

Ausserdem nimmt die Direktion der Anstalten von Bellechasse diesen Status, der ihr eine gewisse Flexibilität bei der Verwaltung des zweitgrössten Landwirtschaftsbetriebes der Schweiz einräumt, als sehr motivierend wahr. Der Autonomiestatus erlaubt auch die Führung einer Kostenrechnung, in der die effektiven Kosten klar erkennbar sind. Dies ist in anderen Kantonen nicht der Fall, da die verschiedenen Leistungen der Haftanstalten in den Rechnungen verschiedener Einheiten erscheinen. Aus diesen Gründen wird vorgeschlagen, den Autonomiestatus beizubehalten und ihn unter dem Dach der Freiburger Strafanstalt auch dem Zentralgefängnis zu verleihen.

c) Neue Führungsstruktur

Angesichts der Zusammenfassung der Anstalten von Bellechasse und des Zentralgefängnisses unter einem Dach verdient die Führungsstruktur eine umfassende Neuorganisation.

So werden die neuen Anstalten von einem Direktionsrat unter dem Vorsitz der Direktorin oder des Direktors der Anstalt geführt, in dem ein Sitz speziell für das Zentralgefängnis reserviert ist.

¹ S. Verordnung vom 9. Juli 2002 zur Bezeichnung der Verwaltungseinheiten der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei, in Kraft seit 01.01.2003

d) *Veränderte Zusammensetzung der Verwaltungskommission*

Die heutige Verwaltungskommission hat eine Doppelrolle. Sie erfüllt aufgrund ihrer Kompetenzen die Funktion eines Verwaltungsrats und aufgrund ihrer Zusammensetzung gleichzeitig die Funktion einer Kommission des Grossen Rates.

In diesem sich ständig verändernden Milieu, das mit grossen Herausforderungen konfrontiert ist (Kostenkontrolle, Entwicklung der Gefängnisbevölkerung, Angemessenheit der Arbeitsplätze, Sicherheitsanforderungen), müssen Behörden und Anstaltsdirektion auf eine Kommission zählen können, die namentlich aus Strafvollzugs- oder Managementexperten besteht. Es ist deshalb vorgesehen, dass der Staatsrat drei Expertinnen oder Experten ernennt. Der Grosse Rat wird seinerseits drei seiner Mitglieder bestimmen können, die in der Kommission Einsitz nehmen sollen. Die Kommission steht weiterhin unter der Leitung der Staatsrätin oder des Staatsrats, die oder der für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist. Um eine bessere Koordination und einen besseren Informationsfluss zu gewährleisten, wird jedoch vorgeschlagen, dass die Vorsteherin oder der Vorsteher des Amtes für Justizvollzug und Bewährungshilfe an den Sitzungen der Kommission teilnimmt. Schliesslich wird weiterhin eine Personalvertreterin oder ein Personalvertreter die Personalkommission in dieser neuen Kommission vertreten.

3.1.3. Gewährleistung der Koordination durch die Direktion

Der Entwurf sieht nicht die Schaffung eines Amtes für Freiheitsentzug vor, das allen Einheiten im Bereich Freiheitsentzug vorstünde. Stattdessen ist vorgesehen, die verschiedenen Einheiten zu koordinieren, Synergien zu nutzen und wenn nötig Anweisungen zu geben. Die Direktion wird die Verantwortung für den allgemeinen ordentlichen Betrieb der verschiedenen Einheiten gegenüber dem Staatsrat wahrnehmen, der die Oberaufsicht ausüben und die kantonale Vollzugspolitik umsetzen wird.

Sie wird ausserdem für eine gute Weiterentwicklung der interkantonalen Vereinbarungen und eine gute Zusammenarbeit mit jenen Stellen sorgen, die sich im Einflussbereich des Strafvollzugs befinden, d. h. Polizei, Staatsanwaltschaft, Amt für Bevölkerung und Migration und Gerichtsbehörden. Sie wird zuhanden des Staatsrats alle strategischen Dossiers in Zusammenhang mit dem Strafvollzug vorbereiten.

3.2. Straf- und Massnahmenvollzugsverfahren

3.2.1. Ein Gesetz, eine Verordnung

Dieser fachlichere Teil, der auf eidgenössischer und internationaler Ebene stärker geregelt ist, erfährt weniger grundle-

gende Änderungen. Eine Herausforderung besteht darin zu entscheiden, was im Gesetz festgelegt und was im Rahmen einer Verordnung geregelt werden soll. Heute, da es kein eigentliches Gesetz über den Straf- und Massnahmenvollzug gibt, ist die Mehrheit der Bestimmungen in Verordnungen zu finden. Die Gesetzgebung muss zudem auf den neusten Stand gebracht sowie klarer und lesbarer gemacht werden.

3.2.2. Änderungen im Strafvollzug

Von den wichtigsten Änderungen, die in diesem Kapitel vorgeschlagen werden, sind folgende zu nennen:

- a) Risikomanagement: Erlass des notwendigen gesetzlichen Rahmens für die Einführung von ROS;
- b) Abschaffung der Beschwerde an die Direktion bei Ablehnung einer bedingten Entlassung;
- c) Einführung des Arztgeheimnisses entsprechend der Empfehlung des Konkordat über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen;
- d) Beteiligung von Personen in Untersuchungshaft an den Kosten ihres Freiheitsentzugs.

4. Rückblick

Das Reformprojekt läuft in der Sicherheits- und Justizdirektion bereits seit 2013. Neben den verschiedenen direkt betroffenen Verantwortlichen der Direktion hat der für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Staatsrat beschlossen, die folgenden Experten und Fachleute auf dem Gebiet anzuhören:

- > Andreas Werren, Berater, Zürich
- > Henri Nuoffer, ehemaliger Direktor der Anstalten von Bellechasse und ehemaliger Generalsekretär der LKJPD, Freiburg
- > Thomas Noll, Direktor des Schweizerischen Ausbildungszentrums für das Strafvollzugspersonal, Freiburg
- > Annette Keller, Direktorin der Anstalten Hindelbank (Strafanstalt für Frauen im Kanton Bern) und Präsidentin des Vorstands des Schweizerischen Ausbildungszentrums für das Strafvollzugspersonal
- > Joseph Jutzet, ehemaliger Vorsteher des Amtes für Strafvollzug

Auf der Grundlage dieser Gespräche arbeitete das Generalsekretariat der SJD einen Entwurf 0 aus und schickte diesen im Sommer in eine interne Vorvernehmlassung bei den direkt betroffenen Einheiten, d. h. bei AB, ASMVG, BHA und Zentralgefängnis. Für den Gesetzesentwurf wurden die wichtigsten Bemerkungen aus dieser internen Vorvernehmlassung berücksichtigt.

5. Auswirkungen

Der Gesetzesentwurf setzt einen gesetzlich und organisatorisch klareren und kohärenteren Rahmen, um den Anforderungen der eidgenössischen und interkantonalen Gesetzgebung zu entsprechen, wird jedoch selbst nicht zu grösseren Neuausgaben führen. Die Bundesreformen, die in den nächsten Jahren in Kraft treten, d. h. die Einführung der elektronischen Fussfessel, die Wiedereinführung der Kurzstrafen und die neuerliche Anwendung der gemeinnützigen Arbeit als Vollzugsform für strafrechtliche Sanktionen, könnten hingegen finanzielle Auswirkungen auf den Personal- und Ausrüstungsbereich (elektronische Fussfesseln) haben. Erwähnenswert ist auch die Annahme des neuen Risikomanagement-Konzepts, das vom Bundesamt für Justiz anerkannt wurde und das immer mehr Kantone einführen.

Auf der anderen Seite dürfte das neue Gesetz die Nutzung von Synergien erlauben, welche die finanziellen Auswirkungen zumindest teilweise aufwiegen. So dürfte die Annäherung der beiden Strafanstalten in einer einzigen, autonomen Einheit beachtliche Synergieeffekte bei den Ankäufen generieren, die zusammengefasst werden können (z. B. Uniformen, Sicherheitsausrüstung, Software usw.). Auf der Personalebene wird diese Zusammenlegung auch eine bessere Effizienz und Leistungsfähigkeit ermöglichen, indem Doppelspurigkeiten und besondere Anstrengungen vermieden werden, die heute für die Koordination von anstaltsübergreifenden Projekten nötig sind (z. B. in den Bereichen Informatik, medizinische Versorgung, Sicherheit usw.). Die Anhebung der Pensionspreise auf Konkordatebene wird die Rechnung der neuen Struktur ebenfalls entlasten.

Ausserdem wird die Zusammenlegung der Abteilung «Straf- und Massnahmenvollzug» mit dem Amt für Bewährungshilfe einen rationelleren Personaleinsatz ermöglichen (Kriminologen, Juristen, Verwaltungsangestellte usw.). Die Räumlichkeiten der beiden Einheiten befinden sich heute in miteinander verbundenen Gebäuden, was eine Zusammenlegung ohne Umzug erlaubt. Allerdings ist langfristig die Konzentration des ganzen Personals in staatseigenen Gebäude wünschenswert, damit Synergieeffekte noch besser genutzt werden können, aber auch um die Ziele des Staatsrats in der Bodenpolitik umzusetzen.

Die Direktion erhält erweiterte Kompetenzen und Aufgaben in der Koordination. Da sie jedoch in Zukunft keine Beschwerden über die Ablehnung von bedingten Entlassungen mehr beurteilen muss, wird ihre Arbeitslast sinken. Die Belastung wird daher nur teilweise an das Kantonsgericht übergehen, da dieses sie bereits in zweiter Instanz beurteilt.

Zusammengefasst sind die grössten Mehrausgaben, die im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs zu erwarten sind, auf unausweichliche Entwicklungen zurückzuführen, die unabhängig vom vorliegenden Entwurf erfolgen.

Der Gesetzesentwurf betrifft die aktuelle Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden nicht. Aus organisatorischer Sicht und insbesondere durch die Einführung von ROS kann der Entwurf positive Auswirkungen auf den sozialen Aspekt der nachhaltigen Entwicklung haben. Er steht im Einklang mit der Verfassung und ist mit dem Bundesrecht und dem europäischen Recht vereinbar.

6. Ergebnisse der Vernehmlassung

Im Vernehmlassungsverfahren haben sich 25 Einheiten zum Gesetzesvorentwurf geäussert. Die Vereinheitlichung des Justizvollzugs und die Zusammenfassung der verschiedenen, auf mehrere Gesetze und Reglemente verstreuten Bereiche wurden mehrheitlich begrüsst. Die Aufhebung des Arztgeheimnisses, die Zwangsernährung, der Auftrag der Ämter bei der Verminderung der Rückfallgefahr und die gesellschaftliche Wiedereingliederung gaben Anlass zu Fragen und Bemerkungen. Aufgrund dieser Kommentare wurden die Bestimmungen zur Zwangsernährung gestrichen und jene zum Berufsgeheimnis verfeinert.

Nach der Vernehmlassung wurde die Struktur des Gesetzes vereinfacht. Es gibt keine Titel mehr und die Kapitel wurden teilweise neu gegliedert. Manche Artikel wurden verschoben, um ihren Inhalt oder ihre Bedeutung klarzumachen. So wurden die Bestimmungen zur Freiburger Strafanstalt sowie jene zu den Gefangenen und Verwahrten besser verteilt.

7. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

Dieser Artikel legt den Gegenstand des Gesetzes fest. Das Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch (EGStGB; SGF 31.1) gilt weiterhin für den Vollzug von Geldstrafen und Bussen, sofern es sich nicht um Freiheitsstrafen, therapeutische Massnahmen, Verwahrungen oder strafrechtliche freiheitsbeschränkende Strafen handelt.

Die Formulierung von Absatz 1 ist allgemein genug, dass sie bereits jetzt die elektronische Überwachung einschliesst. Diese Form der freiheitsbeschränkenden Strafe soll am 1. Januar 2018 eingeführt werden.

Der Begriff «Massnahmen» umfasst nicht nur die stationären therapeutischen Massnahmen, sondern auch ambulante Behandlungen im Sinne von Artikel 63 des Schweizerischen Strafgesetzbuchs vom 21. Dezember 1937 (StGB; SR 311.0) und die Verwahrung.

Die gemeinnützige Arbeit wird bewusst nicht erwähnt, weil sie ab Inkrafttreten der Änderung des Sanktionenrechts, welche die eidgenössischen Räte beschlossen haben, nicht mehr eine Strafe im eigentlichen Sinn sein wird, sondern eine Vollzugsform.

Unter dem Begriff «Untersuchungshaft» in Absatz 2 schliesslich wird sowohl die Untersuchungshaft im engeren Sinn als auch die Sicherheitshaft im Sinne der Artikel 212 ff. der Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (StPO; SR 312.0) verstanden.

Art. 2 Geltungsbereich

Absatz 1 dieses Artikels bedarf keines besonderen Kommentars.

Zu Absatz 2 ist auszuführen, dass Personen, die zu einer ambulanten Massnahme verurteilt wurden, ihre Sanktion in einem anderen Kanton verbüssen können, wenn sie ausserhalb des Kantons Freiburg wohnen oder bei einer Therapeutin oder einem Therapeuten an diesem anderen Ort in Behandlung sind. Sie unterstehen jedoch weiterhin der Freiburger Behörde.

Bei Absatz 3 ist hervorzuheben, dass fürsorgerisch untergebrachte Personen nur in seltenen Ausnahmen in Strafanstalten eingewiesen werden und zwar in Fällen, in denen keine geeignetere Lösung gefunden werden konnte. Dies kann namentlich bei solchen Personen der Fall sein, die für sich selbst oder für andere eine besondere Gefahr darstellen. Das Schweizerische Bundesgericht erlaubt den Vollzug von fürsorgerischen Unterbringungen in Haftanstalten denn auch nur unter strengen Bedingungen. Es handelt sich in der Regel um eine Ultima Ratio, die zeitlich begrenzt ist. Absatz 3 stellt eine Aktualisierung von Artikel 3 Abs. 1 ABelG infolge der entsprechenden Rechtsprechung des Schweizerischen Bundesgerichts dar (s. BGE vom 10. Oktober 2007, 5A_519/2007).

Art. 3 Eidgenössisches und kantonales Recht

Die rechtlichen Bestimmungen des Konkordats über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen sind in den Partnerkantonen direkt anwendbar. Darin unterscheidet sich das Konkordat der lateinischen Schweiz von den Deutschschweizer Konkordaten.

Art. 4 Grundrechte

Dieser Artikel wurde neu in das Kapitel 1 aufgenommen. Er entspricht Artikel 10 Abs. 2 des Vorentwurfs. Der Grundsatz betreffend den Schutz der Grundrechte gilt für alle Behörden und nicht nur die Strafanstalten. Das Einfügen dieses Artikels verändert die Nummern der folgenden Artikel im Vergleich zum Vorentwurf.

2. KAPITEL **Zuständige Behörden**

Art. 5 Staatsrat

Dieser Artikel (Art. 4 des Vorentwurfs) definiert die Aufgaben und Befugnisse des Staatsrats. Er hält fest, dass der Staatsrat die Oberaufsicht über die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen ausübt, entsprechend Art. 4 Abs. 1 Bst. e des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1). Der Begriff «Oberaufsicht» wurde gewählt, weil die Direktion gemäss dem Gesetzesentwurf über besondere Befugnisse der Aufsicht über die Anstalt verfügt (s. unten: Art. 13 des Vorentwurfs), was bereits mehrheitlich den Tatsachen entspricht und so formalisiert werden kann. Die Bestimmungen orientieren sich an den Bestimmungen über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (s. Art. 4 und 5 des Gesetzes vom 23. Juni 2005 über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIGG; SGF 911.10.1)).

Unter «Strafvollzugspolitik» wird die Festlegung der Ziele und Prioritäten verstanden, die in einem bestimmten Zeitraum (z. B. zwei Jahre) im Bereich des Justizvollzugs verfolgt werden sollen. Dies umfasst sowohl strukturelle wie auch infrastrukturelle Aspekte. Es geht darum, die Herausforderungen zu bestimmen, die bei der Betreuung von Personen in Haft oder unter Bewährungshilfe angegangen werden sollen. Dabei handelt es sich beispielsweise um neue Formen von Angriffen und Gefahren, die Resozialisierung, die Kostenkontrolle durch die Einführung von Verfahren, die Nutzung von Synergien oder die Zusammenarbeit mit anderen Stellen sowie die Anpassung der verfügbaren Haftplätze an die Bedürfnisse der Strafverfolgungs- und Strafvollzugsbehörden.

Die Befugnisse des Staatsrats in Bezug auf die Freiburger Strafanstalt werden in Artikel 13 im Kapitel 3 ausgeführt, der ihnen gewidmet ist.

Art. 6 Direktion

Dieser Artikel legt die Aufgaben und Befugnisse der für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständigen Direktion im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs fest. Dies ist im weiten Sinne zu verstehen und umfasst nicht nur alles, was den Straf- und Massnahmenvollzug betrifft, sondern auch was die Strafanstalten und die Bewährungshilfe angeht. Die Direktion arbeitet die kantonale Strafvollzugspolitik aus und schlägt sie dem Staatsrat vor.

In Absatz 3 wird angegeben, dass die Direktion im Allgemeinen mit den Kantonen zusammenarbeitet. Sie vertritt den Kanton im Konkordat der lateinischen Schweiz über den

strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen und in der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD). Zur Untersuchungshaft gibt es kein Konkordat, weshalb nur bilaterale Vereinbarungen mit anderen Kantonen möglich sind. Es ist nicht ausgeschlossen, dass Freiburg auch mit dem Kanton Bern zusammenarbeitet, obwohl dieser nicht dem Konkordat der lateinischen Schweiz angehört. Absatz 4 verankert die Pflicht und die Kompetenz der Direktion, sich von der guten Koordination zwischen dem Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe einerseits und der Freiburger Strafanstalt andererseits zu überzeugen, im Gesetz. Ohne ein eigentliches Amt für Strafvollzug ist diese Rolle äusserst wichtig.

Art. 7 Amt

Dieser Artikel verankert die Zusammenlegung der aktuellen Abteilung, die für die Vollstreckung der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist, mit dem Amt für Bewährungshilfe, die unter Punkt 3.1.1 dieses Berichts begründet wird.

Gemäss Absatz 1 ist nunmehr das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe die zuständige Behörde und die Vollzugsbehörde im Sinne des Strafgesetzbuchs (s. namentlich Art. 59 Abs. 4, 60 Abs. 4, 62 Abs. 3 StGB). Zurzeit bezeichnet das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständige Direktion. Die verschiedenen Kompetenzen des Amtes für Straf- und Massnahmenvollzug und des Amtes für Bewährungshilfe werden diesen hingegen in Verordnungen übertragen.

Dies wird im Wesentlichen weiterhin der Fall sein, was eine grössere Flexibilität ermöglicht. Diese ist notwendig im Hinblick auf die relativ umfangreichen Gesetzesänderungen, die beim Strafvollzug anstehen. Die Einführung des Amtes auf Gesetzesebene erlaubt seine Positionierung in Bezug auf die anderen Einheiten, die im Bereich des Justizvollzugs tätig sind. Die Vorsteherin oder der Vorsteher des Amtes wird Mitglied der Verwaltungskommission der Strafanstalt sein.

Die Bewährungshilfe wird wahrscheinlich zu einer Abteilung des neuen Amtes neben derjenigen für den Justizvollzug. Sie wird mindestens über die gleichen Mittel wie heute verfügen, damit sie ihre entscheidende Rolle für die öffentliche Sicherheit wahrnehmen kann, indem sie die Betreuung von Straftätern sicherstellt, sie anleitet und sie bei der erfolgreichen Eingliederung oder Wiedereingliederung in die Gesellschaft unterstützt. Wenn es nötig erscheint, muss dies in enger Zusammenarbeit mit dem Sozialdienst der Strafanstalt geschehen. Aus diesem Grund sieht der Gesetzesentwurf auch explizit vor, dass das Amt die Begleitung der Personen gewährleistet, für die eine Ersatzmassnahme angeordnet wurde (Abs. 4).

Art. 8 Kommission

Artikel 75a StGB bestimmt, dass eine Kommission aus Vertreterinnen und Vertretern der Strafverfolgungsbehörden, der Vollzugsbehörden und der Psychiatrie die Gemeingefährlichkeit einer gefangenen Person beurteilt, wenn es um die Verlegung in eine offene Strafvollzugsanstalt oder die Gewährung von Vollzugserleichterungen geht (namentlich um die Gewährung von Urlauben, die Bewilligung des Arbeits- oder Wohnexternats oder die bedingte Entlassung) und die Vollzugsbehörde die Frage der Gemeingefährlichkeit der gefangenen Person nicht eindeutig beantworten kann.

Gemeingefährlichkeit ist anzunehmen, wenn die Gefahr besteht, dass die gefangene Person flieht und eine weitere Straftat begeht, durch die sie oder er die physische, psychische oder sexuelle Integrität einer anderen Person schwer beeinträchtigt (Art. 75a Abs. 3 StGB).

Alle Verurteilungen zu mehr als 2 Jahren Haft müssen der genannten Kommission zur Prüfung vorgelegt werden.

Es ist wünschenswert, dass die Kommissionsmitglieder auch in den Bereichen Bewährungshilfe und soziale Wiedereingliederung Erfahrung haben. Diese Kompetenzen sind Teil der Erfahrung im Bereich Strafvollzug (Abs. 2).

Zurzeit basiert die Einsetzung der Kommission einzig auf einer Verordnung. Mit Artikel 8 des Gesetzesentwurfs (Art. 7 im Vorentwurf) werden die Grundsätze dazu auf Gesetzesebene geregelt.

Absatz 5 sieht die Möglichkeit vor, der Kommission Fälle zu übertragen, für die ein anderer Kanton oder ein anderes Konkordat zuständig ist. Sie behandelt bereits heute die französischsprachigen Fälle des Konkordats der Nordwest- und Innerschweiz, dem der Kanton Bern angehört.

Art. 9 Gerichtsbehörden

In dieser Bestimmung wird daran erinnert, dass die Gerichtsbehörden auch nach der Verurteilung einer Person Entscheide zu treffen haben. Sie spielen deshalb auch im eigentlichen Strafvollzug eine Rolle.

3. KAPITEL **Freiburger Strafanstalt**

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 10 Status

Die Freiburger Strafanstalt wird die neue autonome Einheit mit eigener Rechtspersönlichkeit sein, deren Erweiterung unter Punkt 3.1.2. ausgeführt wird. Die verschiedenen Standorte behalten jedoch die Namen, unter denen sie seit ihrer Gründung bekannt sind, also die heutigen Anstal-

ten von Bellechasse in Sugiez und das Zentralgefängnis in Freiburg, die in Abs. 2 dieses Artikels aufgeführt sind. Die Beibehaltung dieser Bezeichnungen ist insofern wichtig, als sich die Anstalten von Bellechasse einer gewisse Bekanntheit erfreuen, die für den Verkauf der Produkte aus ihrem landwirtschaftlichen Betrieb wichtig ist. Es wird hingegen darauf verzichtet, im Gesetz die Namen der Gebäude aufzulisten, in denen die verschiedenen Hafttypen untergebracht sind, d. h. das Zellengebäude für den geschlossenen Vollzug, der Pavillon für den offenen Vollzug, das VSV-Gebäude für den vorzeitigen Strafvollzug oder die «Maison des falaises» für die Halbgefängenschaft usw.

Artikel 10 des Entwurfs hält fest, dass der Staatsrat die Oberaufsicht über die Freiburger Strafanstalt ausübt, entsprechend Art. 4 Abs. 1 Bst. e des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1).

Absatz 3 hält fest, dass die Strafanstalt gemäss Art. 97 Abs. 1 Bst. b des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und Art. 2 des Gesetzes über die Gemeindesteuern von den Steuern befreit ist. Dies bedeutet eine Änderung gegenüber der heutigen Situation, in welcher die Anstalten von Bellechasse von den direkten Steuern befreit, aber den Liegenschafts- und Handänderungssteuern unterstellt sind. Im Gegensatz zu anderen steuerbefreiten Einrichtungen (wie z. B. die KGV) erzielt die Freiburger Strafanstalt keine Einnahmen aus seinen Gebäuden, die grösstenteils landwirtschaftlich oder als Unterkunft für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter genutzt werden. Es ist deshalb nicht sinnvoll, sie der Liegenschaftsteuer zu unterstellen.

Art. 11 Aufgaben

Dieser Artikel bedarf keines besonderen Kommentars. Er legt die Aufgaben der Freiburger Strafanstalt fest.

Art. 12 Beziehungen zu anderen Einheiten

Die Anstalt hat einen Autonomiestatus, doch sie stellt auch ein wichtiges Glied in der Vollzugskette dar und muss als solche eine zentrale Rolle in der kantonalen Vollzugspolitik einnehmen. Ihre Unabhängigkeit ist vor allem aus operativen Gründen gerechtfertigt (Landwirtschaft, Verwaltung von über 80 Gebäuden).

Absatz 2 stellt klar, dass die Anstalt darauf achtet, den Bedürfnissen der Strafverfolgungs- und Strafvollzugsbehörden zu entsprechen. Die Zusammenlegung aller Freiburger Strafanstalten in einer gemeinsamen Einheit führt zu einer grösseren Verantwortung der Anstalt, die nunmehr darauf zu achten hat, dass dem Bedarf des Kantons Freiburg gegenüber anderen Konkordatskantonen der Vorzug gegeben wird.

Zudem muss sie sicherstellen, dass der Bedarf der Freiburger Staatsanwaltschaft als Erstes gedeckt wird.

2. Externe Organisation

Art. 13 Staatsrat

Entsprechend Artikel 4 Abs. 1 Bst. b SVOG, listet Artikel 13 ausdrücklich die Befugnisse auf, die der Staatsrat in Bezug auf die Verwaltung und den Status der Anstalt ausübt. Es ist ebenfalls vorgesehen, dass der Staatsrat wie beim Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg bei der Ausübung seiner Aufgaben vorgängig die Verwaltungskommission der Anstalt anhört.

Art. 14 Direktion

Artikel 14 des Gesetzesentwurfs besagt, dass die Direktion die Aufsicht über die Anstalt im Sinne von Artikel 61 Abs. 1 SVOG ausübt. Das bedeutet, dass die Geschäfte, welche die Anstalt dem Staatsrat vorlegt, von der Direktion vorgestellt werden müssen, die bei dieser Gelegenheit ihre Meinung kundtun kann, und dass die Verwaltung der Anstalt weiterhin der Aufsicht dieser Direktion unterliegt. Wie in Artikel 5 Abs. 2 LIGG vorgesehen und unter Anwendung der in Artikel 61 Abs. 2 SVOG genannten Möglichkeit überträgt Artikel 14 Abs. 2 des Entwurfs der Direktion einige Zusatzaufgaben, namentlich in Zusammenhang mit der Aufsicht über die Anstalt. Dazu gehören insbesondere die Genehmigung des Organigramms, der Geschäftsführung der Anstalt und gegebenenfalls die Möglichkeit, Anweisungen zu geben. Die Direktion erhält die Kompetenz, alle Mitglieder des Direktionsrats der Anstalt mit Ausnahme der Direktorin oder des Direktors anzustellen. Entsprechend der Personalgesetzgebung des Staates muss die Anstellung der Mitglieder des Direktionsrats der Anstalt jedoch vom Staatsrat genehmigt werden (s. Art. 8 Bst. d des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1)).

Artikel 14 Abs. 2 Bst. g des Entwurfs ermächtigt die Direktion dazu, Verträge, welche die Anstalt binden, zu genehmigen. Die Direktion kann ihrerseits fallweise der Direktorin oder dem Direktor der Anstalt die Kompetenz übertragen, solche Verträge abzuschliessen (Art. 14 Abs. 3 des Entwurfs). In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass der Staatsrat diese Verträge unterzeichnen muss, wenn dadurch der Staat selbst gebunden wird. Wenn also Verträge, welche die Anstalt binden, politische Auswirkungen haben könnten (Auswirkung auf den Vollzug von interkantonalen Verträgen usw.), sind diese als Verträge anzusehen, die den Kanton binden, und müssen folglich dem Staatsrat vorgelegt werden. Vorbehalten bleibt Artikel 100 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, der vorsieht, dass der Grosse Rat den Beitritt des Kantons zu interkantonalen und internationalen Verträgen genehmigt.

Art. 15–18 Verwaltungskommission

Mit Artikel 15–18 wird die neue Verwaltungskommission mit veränderter Zusammensetzung eingesetzt (s. Punkt 3.1.2, Bst. d). Es handelt sich dabei um ein wertvolles Instrument des Staatsrats, der Direktion und der Direktorin oder des Direktors der Anstalt bei Grundsatzfragen, die den Straf- und Massnahmenvollzug sowie die Organisation und Verwaltung der Anstalt betreffen.

Wie dies heute bei der Subkommission Strafvollzug der Verwaltungskommission der Anstalten von Bellechasse der Fall ist, kann die neue Verwaltungskommission Gespräche mit Gefangenen und mit dem Personal organisieren (Art. 15 Abs. 2). Das entsprechende Verfahren kann in der Verordnung beschrieben werden, die in Zukunft die Organisation und Arbeitsweise der Kommission regeln wird (Art. 16 Abs. 7).

Der Staatsrat legt die Vergütung der Kommissionsmitglieder per Beschluss fest und berücksichtigt dabei die Rolle, die Befugnisse und die Verantwortung der Verwaltungskommission (Art. 17 Abs. 2).

Die Befugnisse der Verwaltungskommission werden in Artikel 18 des Entwurfs aufgelistet. Hervorzuheben ist, dass die Direktion die Kommission um eine Stellungnahme zu den Geschäften ersucht, die dem Staatsrat vorgelegt werden (s. Art. 13 des Entwurfs).

3. Interne Organisation

Art. 19–21 Organe der Anstalt

Im Interesse der Flexibilität wird die genaue Zusammensetzung des Direktionsrats im Gesetzesentwurf nicht genau definiert. Die Idee ist, dass dem Rat die Verantwortlichen der verschiedenen Kompetenzbereiche Sicherheit, Resozialisierung, Produktion, Landwirtschaft, Untersuchungshaft und Personal angehören.

4. Personal

Art. 22 Dienstverhältnis

Diese Bestimmung erinnert daran, dass das Personal der Anstalt unter Vorbehalt anders lautender Bestimmungen dem StPG unterstellt ist. Damit wird Artikel 10 des heutigen Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse aufgenommen.

Art. 23 Aus- und Weiterbildung

Diese Bestimmung verlangt von den mit der Aufsicht und Betreuung der Gefangenen betrauten Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die Grundausbildung des Schweizerischen Ausbildungszentrums für das Strafvollzugspersonal in Freiburg zu absolvieren.

Der Absatz zur Weiterbildung ist neu. Er betont ihre Bedeutung in diesem sensiblen Bereich. Die Weiterbildungskurse werden ebenfalls vom Ausbildungszentrum in Freiburg angeboten.

Ausnahmen von den in diesem Artikel aufgeführten Grundsätzen sind möglich, wenn eine Mitarbeiterin oder ein Mitarbeiter beispielsweise über 50 Jahre alt ist und über grosse Erfahrung in den für sein Pflichtenheft wichtigen Bereichen verfügt.

Art. 24 Bekleidung und Bewaffnung

Wie in Artikel 32 des Entwurfs vorgesehen wird die Aufrechterhaltung der Sicherheit grundsätzlich von den mit der Aufsicht und Betreuung der Gefangenen betrauten Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Anstalt gewährleistet. Sie haben zu diesem Zweck die Eigenschaft von Beamtinnen und Beamten mit Polizeigewalt. Heute tragen die Fachpersonen für Justizvollzug im Innern der Anstalt keine Waffen, um zu verhindern, dass diese gegen sie gerichtet werden können. Es kann sich jedoch als notwendig erweisen, Sicherheitsangestellte für die externe Bewachung des Anstaltsareals zu bewaffnen. Der Staatsrat wird in einer Ausführungsverordnung die Liste der erlaubten Waffen und die Bedingungen, die mit dem Tragen dieser Waffen verbunden sind, erlassen.

Art. 25 Dienstausweis

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 18 des heutigen Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse aufgenommen.

Art. 26 Verfügbarkeit ausser Dienst

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 16 des heutigen Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse aufgenommen.

Art. 27 Personalkommission

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 21 des heutigen Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse aufgenommen.

Art. 28 Vereidigung

Gemäss Artikel 29 StPG bestimmt der Staatsrat, welche Personalkategorien einen Eid leisten oder ein feierliches Versprechen abgeben müssen. Die Spezialgesetze bleiben vorbehalten. Da dies auch beim Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei der Fall ist (Art. 19 PolG; SGF 551.1), schlägt der Gesetzesentwurf vor, die Verankerung dieser Pflicht im Gesetz beizubehalten. Zudem wird klargestellt, dass die Vereidigung wie bisher in einer gemeinsamen Zeremonie stattfindet, um die Verpflichtung stärker zu betonen.

Art. 29 Disziplinalgewalt der Direktorin oder des Direktors

Die in diesem Artikel behandelte Disziplinalgewalt charakterisiert das besondere Arbeitsverhältnis zwischen dem Staat und bestimmten Mitarbeitenden. Diese Regelung ist im StPG ausdrücklich vorbehalten und bildet einen expliziten Unterschied zu den allgemeinen Konsequenzen, die mit der Verletzung einer Dienstpflicht durch eine Angestellte oder einen Angestellten einhergehen (Art. 75 Abs. 2 StPG). Während Verletzungen der Dienstpflicht gewöhnlich eine Sanktion in Form einer Änderung oder Beendigung des Dienstverhältnisses nach sich ziehen (Art. 75 Abs. 1 StPG; s. auch Art. 32, 33, 34, 38, 44 und 52 StPG), unterliegen bestimmte, in der Spezialgesetzgebung genannte Personalkategorien zudem einem besonderen System von Disziplinar massnahmen.

Dies trifft zum Beispiel auf Beamtinnen und Beamten mit Polizeigewalt zu, die einer besonderen Regelung des PolG (Art. 5 Abs. 2 PolG; SGF 551.1) oder auch des geltenden Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse (Art. 12 Abs. 1 ABelG; SGF 341.1.1) unterstehen. Diese Gesetze sehen für diese Personalkategorie ein Disziplinarverfahren vor, das auch in Artikel 29 des Entwurfs (Art. 28 im Vorentwurf; s. Art. 25 PolG; Art. 20 ABelG) vorgeschlagen wird. Diese Sonderregelung ist durch die weitreichenden Befugnisse gerechtfertigt, die diese Personalkategorie gegenüber den ihrer Behörde unterstehenden Bürgerinnen und Bürgern ausüben darf. Diese Befugnisse unterliegen im Übrigen einem Eid oder einem feierlichen Versprechen, das ebenfalls im StPG vorbehalten ist (Art. 29 Abs. 1 StPG; Art. 19 PolG; Art. 14 ABelG). Mit diesem Gesetzesentwurf werden die Mitarbeitenden des Zentralgefängnisses erneut dieser Disziplinalgewalt unterstellt.

Die Verfahren des StPG, namentlich die Einholung der Stellungnahme beim Personalamt gemäss Artikel 12 Bst. a) oder e), sind dennoch einzuhalten, obwohl der Gesetzesentwurf Sanktionen vorsieht, die nicht im StPG enthalten sind.

5. Haushaltsführung

Art. 30–31 Haushaltsführung

Mit diesen Artikeln (Art. 57 und 58 im Vorentwurf) werden die aktuellen Bestimmungen des Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse übernommen. Artikel 30 entspricht dabei mehr oder weniger Artikel 36 Abs. 2 ABelG. Bisher gab es keinen Leistungsauftrag. Gemäss Artikel 2 Abs. 2 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1) sind nur Ausnahmen von den Artikeln 34–37 möglich.

6. Ordnung und Sicherheit

Art. 32 Allgemeine Bestimmungen

Die Artikel 32–37 nehmen die Artikeln 37–42 des Vorentwurfs wieder auf. Mit dem Verweis auf die mit der Aufsicht und Betreuung betrauten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter als Beamtinnen und Beamte mit Polizeigewalt wird Artikel 12 des aktuellen Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse übernommen. In dieser Eigenschaft dürfen die Beamtinnen und Beamten bewaffnet sein und von ihrer Waffe Gebrauch machen.

Die Direktion der Anstalt umfasst nicht nur die Direktorin oder den Direktor, sondern auch das Mitglied des Direktionsrats im Präsenz-/Pikettdienst, das dringende Entscheidungen treffen kann.

Art. 33 Zwangsmassnahmen

Unter Zwangsmassnahmen werden namentlich Identitätskontrollen, die Durchsuchung von Personen oder Fahrzeugen, körperlicher Zwang usw. verstanden. Diese Massnahmen können gegen Gefangene oder Drittpersonen, d. h. gegen Besucherinnen und Besucher oder Personen, die sich aus anderen Gründen auf dem Areal der Anstalt aufhalten, ergriffen werden. Diese Bestimmungen behandelt die Regelung nicht im Detail. Sie enthält einen Verweis auf die Ausführungsverordnung des Staatsrats.

Art. 34 Besondere Sicherheitsmassnahmen

Die in diesem Artikel erwähnten Gewaltanwendungen können gegen die gefangene Person selbst oder gegen Dritte gerichtet sein.

Art. 35–37 Videoüberwachung

Als Videoüberwachung gilt jede mit technischen Hilfsmitteln durchgeführte Beobachtung von Personen oder Sachen mit dem Ziel der Überwachung (Art. 1 Abs. 3 des Gesetzes vom 7. Dezember 2010 über die Videoüberwachung; SGF 17.3).

Die Videoüberwachung stellt einen Eingriff in die Grundrechte, namentlich die Achtung der Privatsphäre, dar (Art. 12 KV). Artikel 38 Abs. 1 KV sieht vor, dass Einschränkungen von Grund- und Sozialrechten einer gesetzlichen Grundlage bedürfen. Schwere Einschränkungen müssen gesetzlich vorgesehen sein. Das vorliegende Gesetz bildet nunmehr eine ausreichende gesetzliche Grundlage für eine Einschränkung der Privatsphäre von Gefangenen durch Videoüberwachung.

Die Forderung der Verhältnismässigkeit ist ebenfalls erfüllt, da nur die Disziplinarzellen, die Sicherheitszellen, die Gemeinschaftsräume und der Aussenraum der Anstalten

videoüberwacht werden dürfen, die gewöhnlichen Zellen hingegen nicht. Ausserdem müssen die Gefangenen über eine laufende Überwachung informiert werden.

Artikel 37 Abs. 1 sieht dieselbe Frist vor wie Artikel 4 Abs. 1 Bst. e des Gesetzes über die Videoüberwachung, also 30 Tage. Bei ausserordentlichen Ereignissen (z. B. Schlägerei, Feuer, Todesfall) dürfen die gespeicherten Daten über die 100 Tage hinaus aufbewahrt werden, dies vor allem aus Gründen der Haftbarkeit der Anstalt und der Fachpersonen für Justizvollzug gegenüber den gefangenen, eingewiesenen und verwahrten Personen.

4. KAPITEL

Gefangene und Personen, die sich aufgrund einer strafrechtlichen Sanktion im Freiheitsentzug befinden

1. Rechte und Pflichten

Art. 38–43 Rechte und Pflichten

Die Artikel 38–43 nehmen die Artikel 43–48 des Vorentwurfs auf. In diesen Bestimmungen werden die allgemeinen Rechte und Pflichten der Gefangenen und der Personen, die sich aufgrund einer strafrechtlichen Sanktion im Freiheitsentzug befinden, festgehalten. Für eine bessere Lesbarkeit wird dafür der Ausdruck «betroffene Personen» verwendet. Artikel 38 erinnert daran, dass sie über alle Rechte verfügen, die ihnen dieses Gesetz oder andere Gesetzesbestimmungen einräumen, und behandelt die Frage ihrer Einschränkung. Die Rechte der betroffenen Personen dürfen demnach nur soweit eingeschränkt werden, als es der Zweck des Freiheitsentzugs und die Anstaltsordnung erfordern. Diese Bestimmung verweist auf den Grundsatz der Verhältnismässigkeit, der für jede Tätigkeit des Staates gilt (VALLOTON André / VIREDAZ Baptiste, Art. 74 StGB, N16, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (Hrsg.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Basel 2009).

Anschliessend erinnert das Gesetz daran, dass die betroffenen Personen nicht nur Rechte, sondern auch Pflichten haben. Darunter fällt die Pflicht, an der Vollzugsorganisation und an der Umsetzung der Vollzugsziele mitzuwirken. Die Mitwirkung muss aktiv sein. Im Gegenzug wird den Gefangenen adäquate Unterstützung angeboten.

Nach dem Wortlaut von Artikel 81 StGB sind Gefangene zur Arbeit verpflichtet; davon ausgenommen sind Personen in Untersuchungshaft und in fürsorglicher Unterbringung. Arbeit, Weiterbildung und Fortbildung sind gleich zu behandeln. Anstelle der obligatorischen Arbeit kann also eine Weiterbildung oder eine Fortbildung besucht werden.

Die in diesen Bestimmungen beschriebenen Rechte und Pflichten betreffen sowohl Gefangene wie auch Personen, die

sich aufgrund einer strafrechtlichen Sanktion im Freiheitsentzug befinden. Einzig die Arbeit ausserhalb der Anstalt, also ausserhalb der überwachten Gebäude der Anstalt kommt für Verwahrte grundsätzlich nicht in Frage.

Artikel 43 führt die Grundsätze von Artikel 84 StGB aus, der den Beziehungen zur Aussenwelt gewidmet ist. Das Wiener Übereinkommen über konsularische Beziehungen vom 24. April 1963 (SR 0.191.02) gehört zu den wichtigen internationalen Texten in Sachen Besuchsrecht. So regelt insbesondere Artikel 36 dieses Übereinkommens die Kommunikation zwischen Angehörigen eines Staates und dessen Konsularbeamten. Die für entsprechende Bewilligungen zuständige Behörde ist die Staatsanwaltschaft.

Artikel 43 des Vorentwurfs regelt die Frage der Vollzugsöffnungen. Als besondere Gründe im Sinne von Artikel 43 Abs. 1 gelten persönliche, existenzhaltende oder rechtliche Angelegenheiten, die keinen Aufschub dulden und die Anwesenheit der gefangenen Person erfordern.

Die Ausführungsbestimmungen zu den oben aufgeführten Punkten werden gemäss Artikel 51 des Entwurfs in einer Verordnung des Staatsrats festgelegt.

Art. 44 Bearbeitung von Personendaten

Dieser Artikel betrifft die Führung der Verwaltungsakte der betroffenen Personen durch die Anstalt. Die Weitergabe von Daten ist in Artikel 68 geregelt. Die Verwaltungsakte wird grundsätzlich von den Vollzugsverantwortlichen geführt, während für die Gesundheitsakte der Pflegedienst der Anstalt zuständig ist. Der Zugang zu dieser Gesundheitsakte muss entsprechend der zu erfüllenden Aufgaben beschränkt sein. Beispielsweise muss die Person, die den betroffenen Personen die Medikamente abgibt Zugang zu den Daten haben, die notwendig sind, um bei der Erfüllung dieser Aufgabe die Sicherheit der betroffenen Person zu gewährleisten.

2. Disziplinarrecht

Art. 45–47 Disziplinarrecht

Hauptzweck des Disziplinarrechts ist es, die Einhaltung der Anstaltsordnung zu erreichen. Es hat aber auch einen pädagogischen Zweck: Die betroffene Person soll dazu bewegt werden, ein rechtskonformes Verhalten anzunehmen.

Artikel 91 Abs. 3 StGB bestimmt, dass die Kantone für den Straf- und Massnahmenvollzug Disziplinarbestimmungen erlassen. Diese Bestimmungen definieren die Disziplinarbestände, die Sanktionen und die Kriterien ihrer Zumessung sowie das anwendbare Verfahren.

Die Disziplinarmaßnahmen, die gegen betroffene Personen verhängt werden können, sind im ersten Absatz von Artikel 46 aufgelistet. Die Liste entspricht Artikel 91 Abs. 2 StGB.

Der Grundsatz der Rechtmässigkeit wird bei Disziplinar-massnahmen streng ausgelegt, und die Kantone können nur jene Disziplinarstrafen verhängen, die im Bundesrecht vorgesehen sind (FAVRE Dominique, Art. 91 StGB, N6, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (Hrsg.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Basel 2009).

Artikel 46 Abs. 2 ist Ausdruck des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit. Da das Disziplinarrecht zum Verwaltungsrecht gehört, ist bei der Ausübung der Disziplinar-gewalt – namentlich was die Zumessung von Massnahmen oder Strafen betrifft – der Grundsatz der Verhältnismässigkeit einzuhalten, der die Haftmodalitäten bestimmt (FAVRE, Art. 91 StGB, N5, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (Hrsg.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Basel 2009).

Der scharfe Zellenarrest ist auf 20 Tage beschränkt, denn darüber hinaus ist eine gerichtliche Beurteilung erforderlich (Bundesgerichtsurteil 6b_34/2009). Diese Dauer reicht bei Weitem aus, da der Arrest in der Praxis nicht mehr als 10 Tage dauert.

Art. 48–50 Rechtsschutz

Artikel 48 (Art. 53 im Vorentwurf) entspricht dem ABelG.

Wie andere Kantone hat auch Freiburg das Recht auf Beschwerde (Art. 49 des Entwurfs) bei einer Exekutivbe-hörde vorgesehen, das als Möglichkeit der Beschwerde bei einer Aufsichtsbehörde verstanden werden kann (FAVRE, Art. 91 StGB, N71, in: Roth Robert / Moreillon Laurent (Hrsg.), *Commentaire romand – Code pénal I*, Basel 2009).

Artikel 50 Abs. 2 sieht vor, dass die Rüge der Unangemes-senheit, d. h. hauptsächlich geringfügige Beurteilungsfehler, nicht erhoben werden kann (s. auch Art. 78 des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege; VRG; SGF 150.1). Es ist gerechtfertigt, der Entscheidbehörde in dieser Sache einen gewissen Ermessensspielraum zuzuge-stehen, sowohl um der besonderen rechtlichen Situation der betroffenen Personen Rechnung zu tragen, als auch um missbräuchliche Beschwerden zu verhindern. Auch in die-sem Fall gilt, dass ein Missbrauch oder eine Überschreitung des Ermessens als Rechtsverletzung geltend gemacht werden können.

Art. 51 Ergänzendes Recht

Dieser Artikel verweist auf die Ausführungsverordnung des Staatsrats, in der ergänzende Bestimmungen zum Status der betroffenen Personen erlassen werden sollen, namentlich was deren Empfang, ihre Beziehungen zur Aussenwelt, das Besuchsrecht im Einzelnen, den Innendienst usw. angeht.

Art. 52 Prävention

Prävention ist namentlich im Gesundheitsbereich eine Auf-gabe der Strafanstalten. Deshalb wurde eine entsprechende Bestimmung in den Gesetzesentwurf aufgenommen. Es han-delt sich dabei um die Umsetzung der Bestimmungen zum Schutz der Grundrechte und der Würde der betroffenen Per-sonen.

Da die Suizidgefahr während eines Freiheitsentzugs real ist, sieht Absatz 2 dafür konkrete Präventionsmassnahmen vor.

3. Medizinische, psychosoziale, religiöse und spirituelle Betreuung

Art. 53 Organisation

Diese und die folgenden Bestimmungen entsprechen den Artikeln 29 ff. des Vorentwurfs, die in einem Kapitel zu den gefangenen und verwahrten Personen zusammengefasst waren.

Die geltenden Gesetzesbestimmungen unterscheiden in der Organisation nicht zwischen medizinisch-somatischen und psychiatrischen Dienstleistungen. So sieht das Gesetz über die Anstalten von Bellechasse die Anstellung von Perso-nal mit medizinischen Aufgaben vor (Art. 11 Abs. 1 Bst. c). Absatz 2 von Artikel 11 ABelG sieht zudem vor, dass die Anstalten von Bellechasse gewisse Aufgaben, insbesondere im Bereich der medizinischen Versorgung, Dritten über-tragen können. Gemäss Artikel 46 des Reglements über die Gefangenen der Anstalten von Bellechasse haben «*kranke oder verletzte Insassen Anspruch auf medizinische Versorgung, die, in der Regel auf Verlangen, durch das Personal der Anstal-ten oder durch einen von den Anstalten zugelassenen Arzt von ausserhalb (Anstaltsarzt) gewährleistet wird*».

In der Praxis verfügt Bellechasse heute über einen eigenen Pflegedienst, der die medizinische Grundversorgung der betroffenen Personen sicherstellt. Lange Zeit wurden private Ärzte der Region mit der – somatischen und psychiatrischen – Behandlung der betroffenen Personen beauftragt und fun-gierten so als Anstaltsärzte. Da es immer schwieriger wurde, private Ärzte aus der Region zu finden, die bereit waren, diese Aufgabe zu übernehmen, wurde die Zusammenarbeit mit dem HFR in Meyriez aufgenommen.

Für das Zentralgefängnis sieht das Gefängnisreglement vor, dass die Anstalt über eine Krankenschwester oder einen Krankenpfleger verfügt (Art. 5 Abs. 1 Bst. c). Gemäss Artikel 5 Abs. 2 des Reglements beauftragt «*die Sicherheits- und Justizdirektion eine oder mehrere Ärztinnen oder Ärzte mit der Leitung des Gesundheitsdienstes der Gefängnisse; diese Personen arbeiten mit der Krankenschwester oder mit dem Krankenpfleger des Gefängnisses zusammen*». Zurzeit gewährleisten mehrere erfahrene Ärzte die somatische Behandlung der betroffenen Personen in einem Turnus, der

zur Zufriedenheit der Verantwortlichen des Zentralgefängnisses funktioniert.

Seit mehreren Jahren steigt der Bedarf an forensisch-psychiatrischen Leistungen, namentlich infolge der zunehmenden stationären therapeutischen Massnahmen stark an. Als Folge davon nehmen die verordneten psychiatrischen Behandlungen und die Zahl der Gefangenen, die immer häufiger psychische Störungen aufweisen, zu. Zudem werden häufig psychiatrische Gutachten verlangt, um die Gefährlichkeit der Verurteilten vor jeder Öffnung des Vollzugs einer Strafe oder Massnahme zu prüfen.

Angesichts dieser Entwicklung hat das Freiburger Netzwerk für die Pflege im Bereich psychische Gesundheit (FNPG) das Zentrum für forensische Psychiatrie (ZFP) gegründet, das den wachsenden Bedarf der Strafjustiz abdecken soll. Das FNPG ist eine öffentlich-rechtliche Einrichtung, die sich als medizinisches, pflegerisches und psychosoziales Kompetenzzentrum bezeichnet, das auf psychische Gesundheit spezialisiert ist. Zwischen dem ZFP und den Akteurinnen und Akteuren des Justizvollzugs konnte sich eine fruchtbare Zusammenarbeit entwickeln. Sowohl die Anstalten von Bellechasse wie auch das ASMVG und das BHA haben bilaterale Verträge mit dem FNPG über die Leistungen des ZFP abgeschlossen.

Artikel 53 Abs. 1 des Entwurfs sieht für die Organisation der somatischen und psychiatrischen Betreuung der betroffenen Personen ein flexibles und offenes System vor, bei dem jedoch grundsätzlich die Zusammenarbeit mit öffentlichen Einrichtungen wie dem FNPG (für psychiatrische Leistungen) oder den verschiedenen Standorten des Freiburger Spitals (HFR) (für somatische Leistungen) vorgezogen wird. Die Formulierung von Artikel 53 Abs. 1 hat den Vorteil, dass sie auch dann noch gültig bleibt, wenn die Gefängnismedizin in den nächsten Jahren tiefgreifende Veränderungen erfährt, was laut Expertinnen und Experten sehr wahrscheinlich ist.

Artikel 53 Abs. 2 behält den eigenen Pflegedienst der Anstalt bei, der für die tägliche medizinische Grundversorgung der betroffenen Personen unabdingbar ist. Jeder Standort der Anstalt (Bellechasse und das Zentralgefängnis) wird über ein eigenes Pflegedienstteam verfügen.

Art. 54 Grundsätze

Gemäss Absatz 1 dieses Artikels haben die betroffenen Personen Anrecht auf eine angemessene medizinische Versorgung, sie können jedoch weder die Ärztin oder den Arzt (s. auch Art. 53) noch das Spital oder den Ort einer ambulanten Behandlung frei wählen (s. Abs. 4). Der Grundsatz der Gleichwertigkeit der Behandlung, wie er in den Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften definiert ist (SAMW; Ausübung der ärztlichen Tätigkeit bei inhaftierten Personen, 2015), muss eingehalten

werden. Absatz 6 sieht vor, dass die betroffenen Personen gegen Krankheit und Unfälle versichert sein müssen, und erinnert damit an das Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG; SR 832.10) und das Bundesgesetz vom 20. März 1981 über die Unfallversicherung (UVG; SR 832.20). Der Staat muss sicherstellen, dass diese Pflichten erfüllt sind. Die Einweisungsbehörde klärt die voraussichtliche Haftdauer und die allenfalls zu übernehmenden medizinischen Kosten ab. In manchen Fällen kann die Übernahme der tatsächlichen Arztkosten für die Einweisungsbehörden weniger kostspielig sein als die systematische Anmeldung bei der Krankenversicherung oder die rückwirkende Zahlung gewisser Prämien.

Der Vorentwurf sah eine Bestimmung zum Hungerstreik vor. Dieser ist zu definieren als die bewusste und anhaltende, teilweise oder vollständige Weigerung einer Person im Vollbesitz ihrer geistigen Kräfte, Nahrung zu sich zu nehmen, mit dem Ziel, zu protestieren oder etwas zu erreichen, das sie mit anderen Mitteln nicht erreichen konnte. Aufgrund der Vernehmlassungsergebnisse schien es jedoch angebracht, keine besondere Bestimmung für den Hungerstreik vorzusehen. Wenn sich für eine Person im Hungerstreik Lebensgefahr oder schwerwiegende Konsequenzen abzeichnen, ist die Situation gleich anzugehen wie andere Notsituationen, oder selbst Situationen in der Grundversorgung (Einwilligung der betroffenen Person, Urteilsfähigkeit, mutmasslicher Wille, Beizug einer Ärztin oder eines Arztes usw.).

Art. 55 Soziale Betreuung

Heute verfügen das Zentralgefängnis und die Anstalten von Bellechasse über einen eigenen Sozialdienst für Personen im Justizvollzug. Aus historischen Gründen stellt das Amt für Bewährungshilfe den Sozialdienst für Personen in Untersuchungshaft sicher. Der Gesetzesentwurf schlägt vor, zwischen Personen in Untersuchungshaft und solchen im Justizvollzug keinen Unterschied mehr zu machen, indem er vorsieht, dass sie in Zukunft alle vom Sozialdienst der Anstalt betreut werden. Die Zusammenarbeit zwischen diesem Dienst und dem Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe wird dennoch nötig sein, beispielsweise bei der Beurteilung der Situation einer beschuldigten Person für die Staatsanwaltschaft oder das Zwangsmassnahmengericht im Hinblick auf Ersatzmassnahmen. Es werden Prozesse definiert werden müssen, damit der Sozialdienst der Anstalt der Einweisungsbehörde die nötigen Informationen zukommen lässt.

Die psychosoziale Betreuung des Sozialdienstes der Anstalt konzentriert sich vor allem auf die persönlichen Probleme und die Bedürfnisse der Personen in der Anstalt (Sucht, Gesundheit, Finanzen usw.), aber auch auf persönliche Fragen im Hinblick auf eine Freilassung. Das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe wird hingegen als Einweisungsbehörde weiterhin soziale Fragen in Zusammenhang mit dem Justizvollzug behandeln.

Art. 56–57 Religiöse und spirituelle Betreuung

Das Recht auf religiöse und spirituelle Betreuung bedeutet nicht, dass betroffene Personen ihre Seelsorgerin oder ihren Seelsorger frei wählen dürfen. Es bedeutet, dass die Anstalt diesen, für den Betrieb der Vollzugsanstalten wertvollen Dienst organisieren muss. Gemäss Absatz 2 kann die Anstalt dazu auf die Dienste von Dritten zurückgreifen, wie dies bereits der Fall ist.

5. KAPITEL

Anstalten und vollzugsexterne Einrichtungen

Art. 58 Anwendbare Vorschriften

Dieser Artikel entspricht Artikel 59 des Vorentwurfs. Die Vollzugsbehörden sehen sich oft gezwungen, verurteilte Personen – insbesondere solche, für die eine stationäre therapeutische Massnahme angeordnet wurde – in Spezialeinrichtungen unterzubringen, die Personen mit besonderen pathologischen Profilen betreuen können. Gerade für diese Situationen muss ein rechtlicher Rahmen geschaffen werden.

6. KAPITEL

Vollzug von Freiheitsstrafen und Massnahmen

1. Vollzugsphase und Entlassung

Art. 59 Vollzugsziele

Artikel 59 des Entwurfs (Art. 60 des Vorentwurfs) übernimmt Artikel 75 Abs. 1 StGB und erinnert an die Grundsätze und Ziele des Vollzugs. Diese gelten auch für den vorzeitigen Strafvollzug.

Artikel 59 Abs. 4 ist ein Verweis auf das neue Risikomanagement-Konzept. Der wissenschaftlich entwickelte ROS-Ansatz wird vom Kanton Zürich seit Jahren erfolgreich angewendet und nach und nach von den Konkordaten und Kantonen übernommen. Er hat zum Ziel, verurteilte Personen mit Rückfallgefahr in den Bereichen Sexual- und Gewaltdelikte zu identifizieren und ihre Entwicklung während der gesamten Dauer des Strafverfahrens und des Strafvollzugs eng mitzuverfolgen. ROS ist als durchgängiger Prozess in vier Schritten konzipiert (Triage – Abklärung – Planung – Verlauf). Es erlaubt das Auslösen eines Alarmsignals in allen Vollzugsphasen und -einrichtungen inklusive Bewährungshilfe und eine rasche Reaktion. Das Konzept sieht die Verwendung von standardisierten Arbeitsinstrumenten und einer einheitlichen Fachsprache vor, wodurch das gemeinsame Fallverständnis verbessert wird. Mit der Einführung des ROS-Konzeptes ist das Risikomanagement als kontinuierlicher Prozess zu verstehen, der als Leitfaden in allen Vollzugsphasen und für alle Straf- und Massnahmenvollzugseinrichtungen, einschliesslich der Bewährungshilfe dient.

Art. 60 Übermittlung der strafrechtlichen Urteile und Akten

Dieser Artikel ist ein Hinweis auf Artikel 160 des Justizgesetzes.

Art. 61 Einweisung und Aufträge

Artikel 61 Abs. 1 betrifft den Einweisungsentscheid. Es ist klarzustellen, dass dieser (erste) Einweisungsentscheid für verurteilte Personen einen Vollstreckungsentscheid (Art. 4 Abs. 2 VRG) darstellt, gegen den gemäss Artikel 113 VRG grundsätzlich keine Beschwerde erhoben werden kann.

Das Amt muss dabei namentlich die Kosten berücksichtigen. Das bedeutet, dass es bei der Wahl des Einweisungsortes auch diesen Aspekt beachten muss, indem es die Tarife der verschiedenen möglichen Institutionen und Einrichtungen vergleicht. Schliesslich gibt der Artikel dem Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe die Kompetenz, Haft- und Vorführungsbefehle auszustellen. Gemäss Artikel 208 StPO enthält der Vorführungsbefehl die ausdrückliche Ermächtigung der Polizei, zum Vollzug wenn nötig Gewalt anzuwenden sowie Häuser, Wohnungen und andere nicht allgemein zugängliche Räume zu betreten.

Art. 62 Sicherheitshaft

In seiner jüngeren Rechtsprechung (Urteil vom 11. Februar 2015 / 6B_227/2014) führte das Bundesgericht aus, dass die Anordnung einer Verwahrung durch das in der Hauptsache zuständige Gericht (Art. 62c Abs. 4 StGB) zwingend voraussetzt, dass die von der Vollzugsbehörde vorgängig angeordnete stationäre Massnahme von dieser Behörde in einem rechtskräftigen Entscheid aufgehoben wurde (z. B. wegen Aussichtslosigkeit gemäss Art. 62c Abs. 1 Bst. a StGB). Es kann deshalb vorkommen, dass zwischen dem Ende der stationären therapeutischen Massnahme und dem Beginn der Verwahrung eine Wartezeit entsteht. Bei einigen Straftätern kann dies eine potenzielle Gefahr für die Allgemeinheit bedeuten, weshalb in diesen Fällen das Bedürfnis besteht, eine Sicherheitshaft anzuordnen (s. Art. 221 und 229 StPO). Heute ordnet in solchen Fällen das Gericht, das für das Urteil der Verwahrung zuständig ist, eine Sicherheitshaft auf der Grundlage der StPO an. Artikel 62 des Entwurfs sieht vor, auch das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe mit dieser Kompetenz auszustatten.

Diese Massnahme ist einzig für Notfälle und für Fälle vorbehalten, in denen eine Gefährdung Dritter durch die gefangene Person nicht anders verhindert werden kann. Anders gesagt handelt es sich um eine Massnahme, die nur ausnahmsweise anzuordnen ist. Der Anspruch auf rechtliches Gehör der betroffenen Person und die Haftgründe von Artikel 221 StPO sind zu prüfen (s. BGE 1B_18/2015 vom 4. Februar 2015, Erw. 2.2.4).

Es handelt sich nicht um eine Anwendung von Artikel 440 StPO; dieser behandelt die Sicherheitshaft zur Sicherung des Vollzugs einer Strafe oder Massnahme, die noch nicht begonnen hat.

Art. 63–67 Vollzug von Strafen und Massnahmen

In diesen Bestimmungen (Art. 64–68 des Vorentwurfs) werden die verschiedenen Phasen des Straf- und Massnahmenvollzugs beschrieben.

Artikel 66 Abs. 2 ist ein weiterer Verweis auf das neue Risikomanagement-Konzept. Mit ROS soll die Vollzugsplanung risikoorientiert sein und sich nach den individuellen Bedürfnissen richten. Die Planung erfolgt auf der Grundlage eines Dokuments mit dem Titel «Fallübersicht», das angibt, welcher Arbeitspartner (Haft Einrichtung, Therapeuten, Betreuungspersonal usw.) in welchem Zeitraum welche Problembereiche bearbeiten wird. Das Dokument dient auch als Basis bei der Ausarbeitung der Vollzugspläne.

Die in der Planung vorgesehenen Arbeitsschritte werden vom Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe in Zusammenarbeit mit den Arbeitspartnern und in den Grenzen der praktischen Möglichkeiten des Vollzugs umgesetzt.

Der Vollzugsplan für Strafen und Massnahmen wird mit der Strafanstalt und in Zusammenarbeit mit der gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person oder ihrer rechtlichen Vertretung ausgearbeitet. Er umfasst insbesondere die angebotene Betreuung sowie die Perspektiven zu Arbeit, Fort- und Weiterbildung. Zudem behandelt er die Wiedergutmachung des Schadens, die Beziehungen zur Aussenwelt und die Vorbereitung auf die Freilassung.

Art. 68 Weitergabe von Daten

Nach den tragischen Rückfällen in den Kantonen Genf und Waadt hat die Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren der lateinischen Schweiz am 31. Oktober 2013 eine Empfehlung über den Informationsaustausch und die Nichtanwendung des Arzt- und/oder Amtsgeheimnisses im Zusammenhang mit der Gefährlichkeit einer gefangenen Person, die einen Einfluss auf seine Beurteilung oder die Bedingungen für eine Vollzugsöffnung haben könnte, verabschiedet.

Dieser Artikel betrifft die Weitergabe von Daten im Allgemeinen. Er befolgt die obige Empfehlung. Die Behörden werden im weiten Sinn genannt, da auch eine Weitergabe von Daten über die Kantongrenzen hinweg nötig sein kann. Der Austausch von medizinischen Daten im Haftbereich ist hingegen in den folgenden Artikeln des Gesetzesentwurfs geregelt.

Der Informationsaustausch kann auch über den Zugriff auf ein Informatikwerkzeug oder auf elektronischem Weg erfol-

gen, indem die Zugangsrechte und die zugänglichen Informationen auf das notwendige Minimum beschränkt werden.

Art. 69 Berufsgeheimnis und Informationspflicht

Dieser Artikel folgt der Empfehlung vom 31. Oktober 2013 über den Informationsaustausch und die Nichtanwendung des Arzt- und/oder Amtsgeheimnisses im Zusammenhang mit der Gefährlichkeit eines Gefangenen, die einen Einfluss auf seine Beurteilung oder die Bedingungen für eine Vollzugsöffnung haben könnte. Zudem führt es die Grundlagen für den schweizerischen Sanktionenvollzug näher aus, welche die KKJPD am 13. November 2014 beschlossen hat (s. Punkt 2.3. zum Informationsaustausch).

Aufgrund der Vernehmlassungsergebnisse wurden die Artikel 32 und 33 des Vorentwurfs zum Berufsgeheimnis und zur Weitergabe von Informationen auf den allgemeinen Kontext des Justizvollzugs bezogen und betreffen somit nicht nur die Freiburger Strafanstalt.

Artikel 69 unterscheidet nicht zwischen dem Arztgeheimnis und dem Berufsgeheimnis, da Ersteres eine Spezialform von Letzterem ist.

Absatz 1 verankert den Grundsatz des Berufsgeheimnisses, dessen Wahrung nicht bestritten wird. Es gibt jedoch Situationen, in denen Fachpersonen vom Berufsgeheimnis befreit werden müssen. Zudem kann ausnahmsweise eine Informationspflicht gegenüber den zuständigen Behörden und der Anstalt bestehen.

Bisher hat der Kanton Freiburg in Zusammenhang mit der Informationspflicht, die in den Verträgen mit dem FNPG und den verschiedenen Einheiten des Strafvollzugs vorgesehen ist, keine besonderen Schwierigkeiten beobachtet. Trotzdem sollte diese umfassende Reform dazu genutzt werden, die verschiedenen Grundsätze im Gesetz zu verankern. Es ist offensichtlich, dass das Verfahren zur Aufhebung des Arztgeheimnisses befolgt werden muss, wenn eine gefangene, eingewiesene oder verwahrte Person die Auskunft verweigert. Deshalb verweist Absatz 2 dieses Artikels auf Artikel 90 des Gesundheitsgesetzes vom 16. November 1999 (GesG; SGF 821.0.1).

Was Absatz 3 betrifft ist es nicht angebracht, die wichtigen Tatsachen im Gesetz auszuführen; die entsprechende Praxis muss sich erst entwickeln. Die Wichtigkeit der Tatsachen hängt von der Gefahr ab, welche die Nicht-Weitergabe der Informationen für die gefangene, eingewiesene oder verwahrte Person oder für andere Personen aus ihrem Umfeld zur Folge haben könnte. Es wird zudem darauf hingewiesen, dass Artikel 90a Abs. 3 GesG bereits einen Vorbehalt zu den eidgenössischen und kantonalen Bestimmungen enthält, die das Recht oder die Pflicht zur Information einer Behörde oder zur Aussage vor Gericht vorsehen.

Art. 70 Befreiung vom Arztgeheimnis bei Bewährungshilfe

Dieser Artikel ist ein Pendant zum vorhergehenden Artikel. Er behandelt die Befreiung vom Arztgeheimnis und den Informationsaustausch bei Personen die unter Bewährungshilfe stehen. Der Artikel folgt ebenfalls der Empfehlung der Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren der lateinischen Schweiz vom 31. Oktober 2013. Im Gegensatz zum Vorentwurf, fasst der Gesetzesentwurf Ärzte, Psychologen und alle übrigen Therapeutinnen und Therapeuten unter dem Begriff Gesundheitsfachpersonen zusammen.

Art. 71 Information bei angeordneten Behandlungen

Artikel 71 des Entwurfs (Art. 33 im Vorentwurf) sieht einen Informationsaustausch bei angeordneten Behandlungen im Sinne von Artikel 5664 StGB vor. Es ist wichtig, dass die Vollzugsbehörde auf Antrag Auskunft über Verlauf und Fortschritt der Behandlung erhält, damit sie über alle nötigen Informationen verfügt, um einen Entscheid zu fällen, namentlich im Hinblick auf Vollzugsöffnungen für eine gefangene Person.

2. Kosten

Art. 72 Kostenbeteiligung von Verurteilten

Verurteilte Personen in Halbgefangenschaft beteiligen sich gemäss Artikel 10 des Beschlusses des Konkordats über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen vom 25. September 2008 über den Vollzug von Strafen in Form der Halbgefangenschaft an den Kosten des Strafvollzugs. Der Staatsrat kann Modalitäten der Beteiligung anderer Hafttypen an den Vollzugskosten erlassen.

Art. 73 Kostenbeteiligung von Personen in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft

In einem Urteil vom 16. Oktober 2013 (501 2012 148 und 149; FZR 2013, S. 188) hielt das Freiburger Kantonsgericht fest, dass die Kosten der Untersuchungshaft nicht mehr der verurteilten beschuldigten Person auferlegt werden können, seit die neue Strafprozessordnung (StPO) und damit Artikel 422 Abs. 2 StPO (s. auch Art. 124 JG und 35 JR) eingeführt wurde, in dem diese Kosten nicht mehr als Auslagen aufgeführt werden. Es liess die Frage offen, ob ein Kanton eine Gesetzesgrundlage schaffen kann, um diese Art Kosten in Rechnung zu stellen, wenn Artikel 422 StPO die Kosten der Untersuchungshaft nicht unter den Auslagen aufführt, die verurteilten Beschuldigten verrechnet werden können. In einem früheren Entscheid vom 5. November 2015 (BGE 6B_877/2014; Erw. 9.5.2) urteilte das Bundesgericht jedoch, dass dies nicht möglich sei. Es bleibt anzumerken, dass es

gemäss demselben Entscheid bei einer Verurteilung zu einer unbedingten Freiheitsstrafe möglich sein sollte, die Kosten der Untersuchungshaft, welche dieser Strafe angerechnet wird, der verurteilten Person aufzuerlegen, da die eigentlichen Vollzugskosten bzw. eine Beteiligung daran gemäss Artikel 380 Abs. 2 StGB eingefordert werden können. Der Entwurf sieht deshalb eine neue kantonale Bestimmung vor, mit der diese Kosten den verurteilten Personen, die in Untersuchungshaft genommen wurden, in gewissem Umfang wieder auferlegt werden können.

3. Verfahren und Rechtsmittel

Art. 74 Allgemeine Bestimmungen

Es ist festzulegen, dass sich das gesamte Verfahren und nicht nur die Beschwerde nach dem VRG richtet.

Absatz 2 enthält den aktuell geltenden allgemeinen Grundsatz, wonach die Entscheide des Amtes zuerst bei der Direktion angefochten werden, bevor sie ans Kantonsgericht weitergezogen werden können.

Absatz 3 ist die Folge eines jüngeren Bundesgerichtsurteils über die Möglichkeiten der Beschwerde gegen die Entscheide der Behörde, die für die Prüfung einer bedingten Entlassung aus einer Strafe, einer stationären therapeutischen Massnahme oder einer Verwahrung oder der Aufhebung einer therapeutischen Massnahme zuständig ist (Art. 62d Abs. 1 StGB; BGE 139 I 51).

Gemäss Bundesgericht ist es zulässig, dass das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) – d. h. eine Verwaltungsbehörde – zur «zuständigen Behörde» im Sinne des vorgenannten Artikels bestimmt wird, sofern anschliessend ein Rechtsmittel mit voller Kognition bei einer Gerichtsbehörde offensteht. Das BGer betont jedoch in einem Obiter Dictum, dass das Freiburger Verfahren in diesem Kontext in manchen Fällen in Konflikt geraten könnte mit der Einhaltung des Beurteilungsabstands von einem Jahr gemäss Artikel 62d Abs. 1 StGB, da die Beschwerde gegen den Entscheid des ASMVG zuerst bei der Direktion angefochten werden muss (Beschwerdehierarchie in der Verwaltung), bevor der angefochtene Entscheid tatsächlich vom Kantonsgericht beurteilt werden kann.

In einem Urteil vom 21. April 2015 (BGE 6B_285/2015) stellte das BGer in einem Beschwerdefall eine Verletzung von Artikel 62d Abs. 1 StGB durch den Kanton Freiburg fest, weil das Kantonsgericht einen Entscheid des ASMVG über die Verweigerung einer bedingten Entlassung über ein Jahr nach dem Entscheid bestätigt hatte. In der Folge lud das BGer den Kanton Freiburg ein, ein Verfahren einzuführen, das die Einhaltung des Beurteilungsabstands von einem Jahr erlaubt, der in der genannten Bestimmung festgelegt ist. Auf alle Fälle würde die hiermit vorgeschlagene Aufhebung der

Beschwerde bei der Direktion erlauben, die Kontrolle von Entscheiden über bedingte Entlassungen zu beschleunigen.

Mit Absatz 3 wird eine Rechtsprechung des Bundesgerichts im Gesetz verankert. In einem Urteil vom 14. Februar 2013 (BGE 139 I 51) und im Urteil vom 16. Dezember 2013 (6B_664/2013) gestand das Bundesgericht der Staatsanwaltschaft zu, im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs Beschwerde zu erheben. Das BGer war also der Ansicht, dass die Staatsanwaltschaft auch die Aufgabe habe, für einen einheitlichen und rechtskonformen Strafvollzug zu sorgen, zumindest wenn die öffentliche Sicherheit, deren Verteidigung ihr ebenfalls obliegt, auf dem Spiel steht. Damit anerkannte das Bundesgericht die Beschwerdebefugnis der Staatsanwaltschaft bei bedingten Entlassungen und Ausgängen von Gefangenen, die als gefährlich eingestuft werden. Diese Befugnis der Staatsanwaltschaft soll nun klar im Gesetz verankert werden. Der Kanton Waadt hat nach dem tragischen Fall «Marie» ebenfalls diese Lösung gewählt.

Art. 75 Kosten

Dieser Artikel stellt klar, dass die von Amtes wegen gefällten Entscheide des Amtes keine Kosten zur Folge haben (Abs. 1), im Gegensatz zu Entscheiden, die ausserhalb des Verlaufs des ordentlichen Straf- und Massnahmenvollzugs verlangt werden (Abs. 2).

Art. 76 Aufschiebende Wirkung

Die aufschiebende Wirkung der Beschwerde gegen einen Entscheid der Strafvollzugsbehörde spielte eine Rolle bei dem tragischen Fall, der den Kanton Waadt 2013 bewegte. Der Entwurf sieht nun vor, dass eine Beschwerde gegen einen Entscheid des Amtes für Justizvollzug und Bewährungshilfe grundsätzlich keine aufschiebende Wirkung hat. Das Amt kann sie jedoch aus wichtigen Gründen gewähren.

7. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 77–79 Übergangsbestimmungen

Drei Punkte der Reform erfordern die in Artikel 77–79 vorgesehenen Übergangsbestimmungen.

Art. 80 Aufhebung bisherigen Rechts

Mit dem neuen Gesetz wird formell einzig das Gesetz über die Anstalten von Bellechasse aufgehoben. Allerdings werden die daraus folgenden Ausführungsbestimmungen folgende, in Zukunft veralteten Verordnungen und Reglemente aufheben und zwar die Verordnung über den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen (SGF 340.12), die Verordnung

über den tageweisen Strafvollzug (SGF 340.21), die Verordnung über die Vollstreckung der gemeinnützigen Arbeit (SGF 340.23), die Verordnung über die beratende Kommission für die bedingte Straferlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit (SGF 340.32), die Verordnung über das Amt für Bewährungshilfe (SGF 340.42), den Beschluss über die rechtliche Stellung der Besucher von Gefangenen (SGF 340.43), das Reglement über die Gefangenen der Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.12), das Hausreglement für das Heim Tannenhof (SGF 341.1.121), das Reglement über die Arbeitsdauer und die Arbeitszeit bestimmter Kategorien von Mitarbeitern der Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.13), die Verordnung über den Pensionspreis der Personen, für die eine fürsorgliche Unterbringung in den Anstalten von Bellechasse angeordnet wurde (SGF 341.1.16), den Beschluss über die Bekleidung, die Ausrüstung und die Bewaffnung des Personals der Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.19), das Gefängnisreglement (SGF 341.2.11), die Verordnung zur Festsetzung des Preises pro Hafttag in den Gefängnissen (SGF 341.2.16).

Art. 81–83 Änderung bisherigen Rechts

Aufgrund der neuen Gesetzgebung müssen drei Gesetze geändert werden.

Art. 84 Inkrafttreten

Der Staatsrat wird das Datum des Inkrafttretens vorschlagen. Es wird jedoch der 1. Januar 2018 angestrebt, um den verschiedenen Einheiten genügend Zeit für die Zusammenlegung zu geben und um die Ausführungsverordnung verabschieden zu lassen. Es wird zudem als wichtig erachtet, dass das Inkrafttreten mit der Einführung der Reform des Sanktionenrechts auf Bundesebene zusammenfällt.

Loi

du

sur l'exécution des peines et des mesures (LEPM)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 372 à 380a du code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP);
Vu les articles 234 à 236 et 439 à 444 du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (CPP);
Vu la loi du 31 mai 2010 sur la justice (LJ);
Vu le concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (concordat latin sur la détention pénale des adultes) et ses dispositions d'application;
Vu le message 2015-DSJ-244 du Conseil d'Etat du 28 juin 2016;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi règle l'exécution anticipée et l'exécution des peines privatives de liberté, des mesures thérapeutiques, de l'internement et des peines restrictives de liberté relevant du droit pénal prononcées à l'encontre des personnes adultes ainsi que l'assistance de probation.

² Elle règle toutes les formes de détention avant et après jugement.

Gesetz

vom

über den Straf- und Massnahmenvollzug (SMVG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 372–380a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs vom 21. Dezember 1937 (StGB);
gestützt auf die Artikel 234–236 und 439–444 der Schweizerischen Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (StPO);
gestützt auf das Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (JG);
gestützt auf das Konkordat vom 10. April 2006 über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Konkordat der lateinischen Schweiz über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen) und seine Vollzugsbestimmungen;
nach Einsicht in die Botschaft 2015-DSJ-244 des Staatsrats vom 28. Juni 2016;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz regelt den vorzeitigen und den ordentlichen Vollzug von Freiheitsstrafen, therapeutischen Massnahmen, Verwahrungen und strafrechtlichen freiheitsbeschränkenden Strafen an Erwachsenen und die Bewährungshilfe.

² Es regelt alle Formen der Haft vor und nach einer Verurteilung.

³ Elle règle le statut, l'organisation et les tâches de l'Etablissement de détention fribourgeois.

⁴ La législation spéciale pour les personnes mineures est réservée.

Art. 2 Champ d'application

¹ Les dispositions de la présente loi relatives à l'exécution des sanctions pénales s'appliquent:

- a) aux personnes condamnées par les autorités fribourgeoises;
- b) aux personnes condamnées par les autorités d'un autre canton ou de la Confédération mais dont l'exécution de la sanction est confiée au canton de Fribourg.

² Les dispositions de la présente loi relatives à l'exécution des sanctions pénales avant et après jugement s'appliquent à toutes les personnes détenues sur le territoire fribourgeois ou en exécution d'une sanction pénale sous autorité fribourgeoise.

³ Sauf disposition spéciale, la loi s'applique également au placement à des fins d'assistance, dans la mesure où il a exceptionnellement lieu dans un établissement de détention fribourgeois.

⁴ La législation sur les personnes étrangères relative aux mesures de contrainte est réservée.

Art. 3 Droit fédéral et intercantonal

Les dispositions du droit fédéral sur l'exécution des peines et mesures ainsi que celles du concordat latin sur la détention pénale des adultes sont réservées.

Art. 4 Droits fondamentaux

Les autorités et les établissements sont tenus de veiller au respect des droits fondamentaux et de la dignité de la personne détenue, placée ou internée.

CHAPITRE 2

Autorités compétentes

Art. 5 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance dans le domaine de l'application et de l'exécution des sanctions pénales.

³ Es regelt den Status, die Organisation und die Aufgaben der Freiburger Strafanstalt.

⁴ Die Spezialgesetzgebung für Minderjährige bleibt vorbehalten.

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Die Bestimmungen dieses Gesetzes zum Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen gelten:

- a) für Personen, die von den Freiburger Behörden verurteilt wurden;
- b) für Personen, die von den Behörden eines anderen Kantons oder des Bundes verurteilt wurden, deren Sanktion jedoch vom Kanton Freiburg vollzogen wird.

² Die Bestimmungen dieses Gesetzes zum Vollzug der Sanktionen vor und nach einer Verurteilung gelten für alle Personen, die auf Freiburger Kantonsgebiet inhaftiert sind oder die sich im Vollzug einer strafrechtlichen Sanktion unter Freiburger Aufsicht befinden.

³ Soweit es nichts anderes bestimmt, gilt das Gesetz auch für die fürsorgliche Unterbringung, wenn diese ausnahmsweise in einer Freiburger Strafanstalt erfolgt.

⁴ Die Bestimmungen der Gesetzgebung über die Ausländerinnen und Ausländer zum Vollzug von Zwangsmassnahmen bleiben vorbehalten.

Art. 3 Eidgenössisches und kantonales Recht

Die bundesrechtlichen Bestimmungen über den Straf- und Massnahmenvollzug und die Bestimmungen des Konkordats der lateinischen Schweiz über den strafrechtlichen Freiheitsentzug an Erwachsenen bleiben vorbehalten.

Art. 4 Grundrechte

Die Behörden und Einrichtungen sorgen für den Schutz der Grundrechte und der Würde der inhaftierten, eingewiesenen und verwahrten Personen.

2. KAPITEL

Zuständige Behörden

Art. 5 Staatsrat

¹ Der Staatsrat übt in Angelegenheiten der Vollstreckung und des Vollzugs von strafrechtlichen Sanktionen die Obergewalt aus.

² Il dispose des attributions suivantes:

- a) il fixe les dispositions d'exécution de la présente loi;
- b) il conclut des conventions avec d'autres cantons sur la construction et l'exploitation communes d'établissements d'exécution, sous réserve des conventions soumises au referendum financier;
- c) il définit, sur la proposition de la Direction chargée de l'application et de l'exécution des sanctions pénales, la politique pénitentiaire cantonale;
- d) il approuve l'engagement du ou de la chef-fe du service responsable de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, sur la proposition de la Direction chargée de l'application et de l'exécution des sanctions pénales;
- e) il nomme les membres de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité;
- f) il assume en outre les tâches qui lui sont réservées par la loi.

Art. 6 Direction

¹ La Direction chargée de l'application et de l'exécution des sanctions pénales (ci-après: la Direction) exerce la surveillance de l'application de la présente loi.

² Elle propose au Conseil d'Etat la politique pénitentiaire cantonale.

³ Elle collabore avec les cantons en matière d'exécution des peines et mesures et de détention avant jugement.

⁴ Elle s'assure de la bonne coordination entre le service responsable de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, d'une part, et l'Etablissement de détention fribourgeois, d'autre part.

⁵ Elle nomme les personnes représentant le canton au sein des différents organes concordataires.

⁶ Elle accomplit toutes les tâches qui lui sont réservées par la loi et exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à une autre autorité ou unité administrative.

Art. 7 Service

¹ Le service responsable de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (ci-après: le Service) est, sauf disposition contraire, l'autorité compétente et l'autorité d'exécution au sens du code pénal suisse et du code de procédure pénale suisse.

² Er hat folgende Befugnisse:

- a) Er erlässt die Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz.
- b) Er schliesst mit anderen Kantonen Verträge über den gemeinsamen Bau und Betrieb von Vollzugseinrichtungen ab; Verträge, die dem Finanzreferendum unterliegen, bleiben vorbehalten.
- c) Er legt auf Antrag der Direktion, die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist, die kantonale Strafvollzugspolitik fest.
- d) Er genehmigt auf Antrag der Direktion, die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist, die Anstellung der Vorsteherin oder des Vorstehers des Amtes, das für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe verantwortlich ist.
- e) Er ernennt die Mitglieder der beratenden Kommission für die bedingte Straftlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit.
- f) Er erfüllt zudem die Aufgaben, die ihm das Gesetz überträgt.

Art. 6 Direktion

¹ Die Direktion, die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist (die Direktion), übt die Aufsicht über die Anwendung dieses Gesetzes aus.

² Sie beantragt dem Staatsrat die kantonale Strafvollzugspolitik.

³ Sie arbeitet in Angelegenheiten des Straf- und Massnahmenvollzugs und der Untersuchungshaft mit den anderen Kantonen zusammen.

⁴ Sie vergewissert sich der guten Koordination zwischen dem Amt, das für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe verantwortlich ist, einerseits und der Freiburger Strafanstalt andererseits.

⁵ Sie ernennt die kantonalen Vertreterinnen und Vertreter für die verschiedenen Konkordatsorgane.

⁶ Sie erfüllt alle Aufgaben, die ihr das Gesetz überträgt, und übt alle Zuständigkeiten aus, die nicht einer anderen Behörde oder Verwaltungseinheit übertragen werden.

Art. 7 Amt

¹ Soweit das Gesetz nichts anderes bestimmt, ist das Amt, das für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe verantwortlich ist (das Amt), die zuständige Behörde und die Vollzugsbehörde im Sinne des Schweizerischen Strafgesetzbuchs und der Schweizerischen Strafprozessordnung.

² Il accomplit toutes les fonctions de l'autorité de placement et d'exécution, à moins qu'une loi ne prévoise expressément la compétence d'un autre organe. Si nécessaire, il peut requérir le soutien de la Police cantonale.

³ Il accomplit les tâches prévues par le code pénal suisse en matière d'assistance de probation, de règles de conduite et d'assistance sociale facultative. A cet effet, il assure le suivi des auteur-e-s d'infractions dans le but de prévenir la commission de nouvelles infractions et de favoriser l'intégration sociale de ces personnes.

⁴ Il assure le suivi des personnes faisant l'objet d'une mesure de substitution.

⁵ Il lui appartient de renseigner les autorités judiciaires ou administratives sur des faits qui, survenant au cours de l'exécution d'une peine ou d'une mesure, sont de nature à entraîner une décision de leur part.

⁶ Les collaborateurs et collaboratrices du Service prêtent serment ou font la promesse solennelle devant le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales.

⁷ Le Conseil d'Etat fixe, par ordonnance, les tâches, l'organisation et le fonctionnement du Service.

Art. 8 Commission

¹ La Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité (ci-après: la CLCED) est composée de sept membres et sept membres suppléants nommés par le Conseil d'Etat. Elle se constitue elle-même et fixe son organisation et son fonctionnement dans un règlement.

² Les membres de la CLCED sont choisis en fonction de leurs compétences et de leur expérience dans les domaines de la justice, de l'exécution des sanctions pénales et de la santé psychique.

³ La CLCED donne son avis au Service:

- a) avant que celui-ci ne décide de la libération conditionnelle de la personne condamnée à une peine de plus de deux ans (art. 86 CP), à une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 62 al. 1 et 62d CP) ou à l'internement (art. 64a al. 1, 64b et 64c CP);
- b) avant que celui-ci ne décide de la levée d'une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 62c al. 1 et 62d CP).

² Es erfüllt alle Aufgaben einer Einweisungs- und Vollzugsbehörde, es sei denn, ein Gesetz sehe ausdrücklich die Zuständigkeit einer anderen Stelle vor. Bei Bedarf kann es die Unterstützung der Kantonspolizei anfordern.

³ Es erfüllt die Aufgaben, die das Schweizerische Strafgesetzbuch in den Bereichen Bewährungshilfe, Weisungen und freiwillige soziale Betreuung vorsieht. Zu diesem Zweck gewährleistet es die Begleitung der straffälligen Personen, um ihre gesellschaftliche Integration zu fördern und neue Straftaten zu verhindern.

⁴ Es gewährleistet die Begleitung der Personen, für die eine Ersatzmassnahme angeordnet wurde.

⁵ Es hat die Aufgabe, die Gerichts- und Verwaltungsbehörden über Vorfälle zu informieren, die sich während des Vollzugs einer Strafe oder Massnahme ereignen und die von ihnen einen Entscheid erfordern.

⁶ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Amtes leisten vor der Vorsteherin oder dem Vorsteher der Direktion, die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist, den Eid oder das feierliche Versprechen.

⁷ Der Staatsrat legt die Aufgaben, die Organisation und den Betrieb des Amtes auf dem Verordnungsweg fest.

Art. 8 Kommission

¹ Der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit (die KBSAG) gehören sieben Mitglieder und sieben stellvertretende Mitgliedern an, die vom Staatsrat ernannt werden. Sie konstituiert sich selbst und legt ihre Organisation und Arbeitsweise in einem Reglement fest.

² Die Mitglieder der KBSAG werden aufgrund ihrer Kompetenzen und ihrer Erfahrung in den Bereichen Justiz, Justizvollzug und psychische Gesundheit gewählt.

³ Die KBSAG nimmt zuhanden des Amtes Stellung:

- a) bevor dieses die bedingte Entlassung einer Person anordnet, die zu einer Strafe von mehr als zwei Jahren (Art. 86 StGB), zu einer stationären therapeutischen Massnahme (Art. 62 Abs. 1 und 62d StGB) oder zur Verwahrung (Art. 64a Abs. 1, 64b und 64c StGB) verurteilt wurde;
- b) bevor dieses die Aufhebung einer stationären therapeutischen Massnahme (Art. 62c Abs. 1 und 62d StGB) anordnet.

⁴ Elle apprécie le caractère dangereux de la personne ayant commis un crime visé à l'article 64 al. 1 CP lorsqu'il est question d'un placement dans un établissement d'exécution des peines ouvert ou de l'octroi d'allègements dans l'exécution (art. 75a al. 1 CP et 90 al. 4^{bis} CP) et pour tout autre cas où il subsiste un doute sérieux sur la dangerosité de la personne détenue ou condamnée.

⁵ Elle peut examiner, sur demande, les cas qui relèvent de la compétence d'un autre canton ou d'un autre concordat. Les modalités sont réglées par convention.

Art. 9 Autorités judiciaires

¹ Toutes les décisions postérieures au jugement qui incombent au ou à la juge sont prises par l'autorité judiciaire compétente.

² Le ou la juge qui connaît de la nouvelle infraction exerce les compétences prévues notamment aux articles 62a al. 1, 63a al. 3 et 89 al. 1 CP.

CHAPITRE 3

L'Etablissement de détention fribourgeois

1. Généralités

Art. 10 Statut

¹ L'Etablissement de détention fribourgeois (ci-après: l'Etablissement) réunit les structures pénitentiaires du canton de Fribourg. Il dispose d'un statut de droit public et est doté de la personnalité juridique. Il est rattaché administrativement à la Direction, sous la haute surveillance du Conseil d'Etat.

² Il est autonome, dans les limites de la loi. Son siège est à Bellechasse, commune de Mont-Vully.

³ Il est exempt d'impôts.

Art. 11 Tâches

¹ L'Etablissement assure la garde, l'hébergement, la prise en charge et le traitement des personnes détenues qui lui sont confiées et participe à la réalisation des objectifs assignés à l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures.

² Il se conforme aux décisions prises par les autorités compétentes.

⁴ Sie klärt die Gemeingefährlichkeit von Personen ab, die ein Verbrechen nach Artikel 64 Abs. 1 StGB begangen haben, wenn die Einweisung in eine offene Strafanstalt oder die Bewilligung von Vollzugsöffnungen zur Diskussion stehen (Art. 75a Abs. 1 und 90 Abs. 4^{bis} StGB), und in allen übrigen Fällen, in denen ernste Zweifel an der Ungefährlichkeit einer inhaftierten oder verurteilten Person bestehen.

⁵ Sie kann auf Antrag Fälle behandeln, für die ein anderer Kanton oder ein anderes Konkordat zuständig ist. Die Modalitäten werden in einer Vereinbarung festgelegt.

Art. 9 Gerichtsbehörden

¹ Alle richterlichen Entscheide nach einer Verurteilung werden von der zuständigen Gerichtsbehörde getroffen.

² Das Gericht, das bei neuen Straftaten entscheidet, übt namentlich die Zuständigkeiten nach den Artikeln 62a Abs. 1, 63a Abs. 3 und 89 Abs. 1 StGB aus.

3. KAPITEL

Freiburger Strafanstalt

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 10 Status

¹ In der Freiburger Strafanstalt (die Anstalt) sind die Vollzugseinrichtungen des Kantons Freiburg zusammengefasst. Sie hat die Rechtsform einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit. Sie ist der Direktion administrativ zugewiesen und untersteht der Oberaufsicht des Staatsrats.

² Sie ist innerhalb der gesetzlichen Grenzen autonom. Ihr Sitz befindet sich in Bellechasse, Gemeinde Mont-Vully.

³ Sie ist von den Steuern befreit.

Art. 11 Aufgaben

¹ Die Anstalt gewährleistet die Bewachung, Unterbringung, Betreuung und Behandlung der Gefangenen in ihrem Gewahrsam und trägt zur Umsetzung der Ziele für den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen bei.

² Sie hält sich an die Entscheide, die von den zuständigen Behörden getroffen werden.

³ Il collabore avec les autorités, institutions et organes ayant à connaître de la situation de la personne détenue, en leur fournissant à cet égard toutes les informations utiles et en leur soumettant toutes les propositions opportunes.

Art. 12 Relations avec les autres entités

¹ L'Etablissement applique la politique pénitentiaire définie par le Conseil d'Etat ainsi que les directives et instructions émises par la Direction.

² Il met notamment en œuvre les conventions adoptées par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat ou la Direction.

³ Il veille à répondre aux besoins des autorités de poursuites pénales et d'exécution des peines.

2. Organisation externe

Art. 13 Conseil d'Etat

Sur la proposition de la Direction et après avoir consulté préalablement la Commission administrative, le Conseil d'Etat dispose des attributions suivantes:

- a) il adopte le budget, les comptes et le rapport d'activité de l'Etablissement;
- b) il nomme le directeur ou la directrice de l'Etablissement et les membres de la Commission administrative.

Art. 14 Direction

¹ La Direction exerce la surveillance sur l'Etablissement, qui lui est rattaché administrativement.

² Elle dispose notamment des compétences suivantes:

- a) elle approuve le règlement d'organisation et les autres règlements internes de l'Etablissement;
- b) elle veille à une exécution conforme des objectifs déterminés dans la politique pénitentiaire cantonale et concordataire;
- c) elle veille à ce que l'exécution des différentes formes de privations de liberté soit conforme aux dispositions légales et concordataires;
- d) elle assure le suivi des affaires de l'Etablissement et peut, à cet effet, donner des instructions;

³ Sie arbeitet mit den Behörden, Einrichtungen und Organen zusammen, welche die Situation der Gefangenen kennen müssen, indem sie ihnen alle dazu notwendigen Informationen liefert und ihnen gegebenenfalls Vorschläge unterbreitet.

Art. 12 Beziehungen zu anderen Einheiten

¹ Die Anstalt vollzieht die vom Staatsrat beschlossene Strafvollzugspolitik sowie die Richtlinien und Weisungen der Direktion.

² Sie setzt insbesondere die Verträge um, die der Grosse Rat, der Staatsrat oder die Direktion abschliessen.

³ Sie achtet darauf, den Bedürfnissen der Strafverfolgungs- und Strafvollzugsbehörden zu entsprechen.

2. Externe Organisation

Art. 13 Staatsrat

Auf Antrag der Direktion und nach vorgängiger Anhörung der Verwaltungskommission hat der Staatsrat folgende Befugnisse:

- a) Er beschliesst den Voranschlag, die Rechnung und den Tätigkeitsbericht der Freiburger Strafanstalt.
- b) Er ernennt die Direktorin oder den Direktor der Anstalt und die Mitglieder der Verwaltungskommission.

Art. 14 Direktion

¹ Die Direktion übt die Aufsicht über die Anstalt aus, die ihr administrativ zugewiesen ist.

² Sie hat namentlich folgende Kompetenzen:

- a) Sie genehmigt das Organisationsreglement und die übrigen internen Reglemente der Anstalt.
- b) Sie sorgt für eine korrekte Umsetzung der Ziele, die in der Strafvollzugspolitik des Kantons und der Konkordate festgelegt sind.
- c) Sie sorgt dafür, dass die verschiedenen Formen des Freiheitsentzugs entsprechend den gesetzlichen und konkordatsrechtlichen Bestimmungen vollzogen werden.
- d) Sie gewährleistet den geordneten Betrieb der Anstalt und kann entsprechende Weisungen erteilen.

- e) elle engage les membres du Conseil de direction de l'Etablissement, à l'exception du directeur ou de la directrice;
- f) elle approuve l'organigramme de l'Etablissement;
- g) elle approuve les conventions qui engagent l'Etablissement;
- h) elle soumet au Conseil d'Etat les projets de budgets annuels et de comptes ainsi que le rapport d'activité de l'Etablissement.

³ Elle peut déléguer au directeur ou à la directrice de l'Etablissement la compétence de conclure des conventions qui engagent l'Etablissement.

Art. 15 Commission administrative
a) Rôle

¹ La Commission administrative est l'organe consultatif du Conseil d'Etat et de l'Etablissement pour les questions touchant à l'exécution des sanctions pénales au sein de l'Etablissement ainsi qu'à l'organisation et à la gestion de celui-ci.

² Elle peut mener des entretiens avec les personnes détenues et le personnel de l'Etablissement.

³ Elle approuve le règlement de la Commission du personnel, conformément à l'article 27 al. 2 de la présente loi.

Art. 16 b) Composition et organisation

¹ La Commission administrative se compose de neuf membres.

² En font partie d'office le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales, qui la préside, le ou la chef-fe du Service ainsi qu'un représentant ou une représentante du personnel.

³ Trois membres sont nommés par le Conseil d'Etat et choisis en fonction de leurs compétences et de leur expérience dans le domaine pénitentiaire ou de la gestion.

⁴ Le Grand Conseil nomme trois député-e-s en fonction de leurs compétences dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales.

⁵ Le directeur ou la directrice et les membres du Conseil de direction de l'Etablissement participent aux séances de la Commission administrative avec voix consultative.

⁶ Le secrétariat de la Commission administrative est assuré par la Direction.

⁷ Pour le surplus, son organisation et son fonctionnement sont précisés par ordonnance.

e) Sie stellt die Mitglieder des Direktionsrats der Anstalt an, mit Ausnahme der Direktorin oder des Direktors der Anstalt.

f) Sie genehmigt das Organigramm der Anstalt.

g) Sie genehmigt Verträge, welche die Anstalt verpflichten.

h) Sie unterbreitet dem Staatsrat den jährlichen Voranschlags- und Rechnungsentwurf sowie den Tätigkeitsbericht der Anstalt.

³ Sie kann der Direktorin oder dem Direktor der Anstalt die Zuständigkeit übertragen, Verträge abzuschliessen, welche die Anstalt verpflichten.

Art. 15 Verwaltungskommission
a) Aufgabe

¹ Die Verwaltungskommission ist das beratende Organ des Staatsrats und der Anstalt in allen Fragen, die den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen in der Anstalt sowie deren Organisation und Verwaltung betreffen.

² Sie kann Gespräche mit den Gefangenen und mit dem Personal der Anstalt führen.

³ Sie genehmigt das Reglement der Personalkommission gemäss Artikel 27 Abs. 2 dieses Gesetzes.

Art. 16 b) Zusammensetzung und Organisation

¹ Der Verwaltungskommission gehören neun Mitglieder an.

² Die Direktionsvorsteherin oder der Direktionsvorsteher, die oder der für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist und der Verwaltungskommission vorsteht, die Vorsteherin oder der Vorsteher des Amtes, das für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe verantwortlich ist, sowie eine Personalvertreterin oder ein Personalvertreter gehören ihr von Amtes wegen an.

³ Drei Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt und nach ihren Kompetenzen und ihrer Erfahrung im Strafvollzugs- oder Managementbereich gewählt.

⁴ Der Grosse Rat ernannt drei Grossrätinnen oder Grossräte nach ihren Kompetenzen im Strafvollzugsbereich.

⁵ Die Direktorin oder der Direktor und die Mitglieder des Direktionsrats der Anstalt nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen der Verwaltungskommission teil.

⁶ Das Sekretariat der Verwaltungskommission wird von der Direktion geführt.

⁷ Organisation und Arbeitsweise der Verwaltungskommission werden im Übrigen in einer Verordnung festgelegt.

Art. 17 c) Durée du mandat et rétribution

¹ La loi réglant la durée des fonctions publiques accessoires est applicable aux membres de la Commission administrative.

² La rétribution de ces derniers est fixée par le Conseil d'Etat.

Art. 18 d) Attributions

¹ La Commission administrative exerce la surveillance de l'Etablissement et donne son préavis au Conseil d'Etat sur:

- a) le choix du directeur ou de la directrice, les opérations immobilières, les projets de constructions ainsi que toute autre décision que doit prendre le Conseil d'Etat au sujet de l'Etablissement;
- b) les budgets, les comptes et le rapport annuel d'activité et de gestion.

² Elle donne son préavis à la Direction sur l'organigramme et l'engagement des membres du Conseil de direction de l'Etablissement, à l'exception du directeur ou de la directrice.

³ Elle peut donner son avis au Conseil d'Etat, à la Direction ou au Conseil de direction de l'Etablissement sur d'autres questions de portée générale ou sur des points spécifiques, à la demande de ces instances ou de sa propre initiative.

3. *Organisation interne*

Art. 19 Organes de l'Etablissement

a) Généralités

Les organes de l'Etablissement sont:

- a) le Conseil de direction;
- b) le directeur ou la directrice de l'Etablissement.

Art. 20 b) Composition du Conseil de direction

Le Conseil de direction de l'Etablissement se compose du directeur ou de la directrice, qui le préside, et des responsables des différentes entités organisationnelles définies dans l'organigramme.

Art. 21 c) Compétences

¹ Les compétences du Conseil de direction et du directeur ou de la directrice de l'Etablissement sont fixées dans un règlement approuvé par la Direction.

Art. 17 c) Amtsdauer und Vergütung

¹ Für die Mitglieder der Verwaltungskommission gilt das Gesetz betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter.

² Ihre Vergütung wird vom Staatsrat festgelegt.

Art. 18 d) Befugnisse

¹ Die Verwaltungskommission übt die Aufsicht über die Anstalt aus und nimmt zuhanden des Staatsrats Stellung:

- a) zur Wahl der Direktorin oder des Direktors der Anstalt, zu Grundstücksgeschäften, zu Bauprojekten und zu allen übrigen Entscheiden des Staatsrats, welche die Anstalt betreffen;
- b) zu den Voranschlägen und Rechnungen und zum jährlichen Tätigkeits- und Verwaltungsbericht.

² Sie nimmt zuhanden der Direktion Stellung zum Organigramm und zur Anstellung der Mitglieder des Direktionsrats der Anstalt, mit Ausnahme der Direktorin oder des Direktors.

³ Sie kann dem Staatsrat, der Direktion oder dem Direktionsrat der Anstalt auf deren Anfrage oder aus eigener Initiative ihre Meinung zu weiteren allgemeinen Fragen oder zu bestimmten Punkten bekanntgeben.

3. *Interne Organisation*

Art. 19 Organe der Anstalt

a) Allgemeine Bestimmungen

Die Organe der Anstalt sind:

- a) der Direktionsrat;
- b) die Direktorin oder der Direktor der Anstalt.

Art. 20 b) Zusammensetzung des Direktionsrats

Dem Direktionsrat der Anstalt gehören die Direktorin oder der Direktor der Anstalt, die oder der ihm vorsteht, und die Verantwortlichen der verschiedenen, im Organigramm festgelegten Organisationseinheiten an.

Art. 21 c) Zuständigkeit

¹ Die Zuständigkeiten des Direktionsrats und der Direktorin oder des Direktors der Anstalt werden in einem von der Direktion genehmigten Reglement festgelegt.

² Le Conseil de direction et le directeur ou la directrice de l'Établissement consultent la Direction avant de prendre des décisions importantes.

4. *Personnel*

Art. 22 Statut

Le statut du personnel de l'Établissement est régi par la législation sur le personnel de l'État, sous réserve des dispositions qui suivent.

Art. 23 Formation de base et formation continue

¹ Les collaborateurs et collaboratrices chargés de la surveillance et de l'encadrement sont au bénéfice de la formation nécessaire à l'exercice de leur fonction.

² Les personnes qui ne sont pas encore au bénéfice de la formation nécessaire à l'exercice de leur fonction doivent, en principe, suivre cette formation en cours d'emploi.

³ Les cadres et les collaborateurs et collaboratrices au bénéfice de la formation de base doivent, en principe, également suivre en cours d'emploi les formations continues nécessaires à leur domaine de compétences.

⁴ La législation d'exécution peut prévoir des exceptions à ces principes.

Art. 24 Habillement et armement

¹ Les collaborateurs et collaboratrices chargés de la surveillance et de l'encadrement portent un uniforme ou un habit de service.

² La liste des armes autorisées et les conditions pour leur port sont définies par ordonnance.

Art. 25 Légitimation

Les collaborateurs et collaboratrices de l'Établissement sont munis d'une carte de légitimation qu'ils présentent à la demande de tiers.

Art. 26 Disponibilité hors service

En cas de nécessité, le personnel de l'Établissement peut être engagé pendant un congé ou, exceptionnellement, pendant les vacances.

² Der Direktionsrat und die Direktorin oder der Direktor der Anstalt konsultieren die Direktion, bevor sie wichtige Entscheide treffen.

4. *Personal*

Art. 22 Dienstverhältnis

Das Dienstverhältnis des Anstaltspersonals richtet sich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal; folgende Bestimmungen bleiben vorbehalten.

Art. 23 Aus- und Weiterbildung

¹ Die mit der Aufsicht und Betreuung der Gefangenen betrauten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter verfügen über erforderliche Ausbildung für die Ausübung ihrer Tätigkeit.

² Diejenigen, die noch nicht über die erforderliche Ausbildung für die Ausübung ihrer Tätigkeit verfügen, absolvieren diese grundsätzlich berufs begleitend.

³ Die Kader und die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die über die Grundausbildung verfügen, besuchen grundsätzlich ebenfalls berufs begleitend die Weiterbildungen, die für ihren Kompetenzbereich notwendig sind.

⁴ In der Ausführungsgesetzgebung können Ausnahmen von diesen Grundsätzen vorgesehen werden.

Art. 24 Bekleidung und Bewaffnung

¹ Die mit der Aufsicht und Betreuung der Gefangenen betrauten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter tragen eine Uniform oder Dienstkleidung.

² Die Liste der erlaubten Waffen und die Bedingungen, die mit dem Tragen dieser Waffen verbunden sind, werden in einer Verordnung festgelegt.

Art. 25 Dienstausweis

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Anstalt verfügen über einen Dienstausweis, den sie Dritten auf Verlangen vorweisen.

Art. 26 Verfügbarkeit ausser Dienst

Wenn nötig kann das Personal der Anstalt während eines Urlaubs oder ausnahmsweise während der Ferien zum Dienst aufgeboden werden.

Art. 27 Commission du personnel

¹ Les collaborateurs et collaboratrices de l'Etablissement élisent une Commission du personnel qui a pour tâche de les représenter auprès de la direction de l'Etablissement et de la Commission administrative.

² Le règlement de la Commission du personnel est établi par la Commission administrative, après consultation du personnel de l'Etablissement.

Art. 28 Assermentation

¹ Les collaborateurs et collaboratrices de l'Etablissement prêtent serment ou font la promesse solennelle devant le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice en charge de l'application et de l'exécution des sanctions pénales, lors d'une cérémonie organisée périodiquement.

² Le directeur ou la directrice de l'Etablissement prête serment ou fait la promesse solennelle devant le Conseil d'Etat.

Art. 29 Pouvoir disciplinaire du directeur ou de la directrice

¹ Le directeur ou la directrice de l'Etablissement a compétence pour prononcer, à l'encontre du personnel de l'Etablissement, les sanctions du blâme et de l'amende.

² La procédure devant le directeur ou la directrice de l'Etablissement est orale; le prononcé disciplinaire est confirmé par écrit, avec indication des motifs et des voies de droit.

³ La décision du directeur ou de la directrice de l'Etablissement peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours auprès de la Direction.

5. *Gestion financière*

Art. 30 En général

¹ Le statut financier de l'Etablissement est régi par les dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Toutefois, le Conseil d'Etat peut, dans le cadre d'un mandat de prestations, attribuer à l'Etablissement une autonomie de gestion comprenant des dérogations à ces dispositions.

Art. 31 Ressources financières

¹ Les ressources financières de l'Etablissement sont:

Art. 27 Personalkommission

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Anstalt wählen eine Personalkommission mit dem Auftrag, sie gegenüber der Direktion der Anstalt und der Verwaltungskommission zu vertreten.

² Das Reglement der Personalkommission wird nach Anhörung des Anstalts-personals von der Verwaltungskommission erlassen.

Art. 28 Vereidigung

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Anstalt legen in einer regelmässig stattfindenden Zeremonie vor der Vorsteherin oder dem Vorsteher der Direktion, die für die Vollstreckung und den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen zuständig ist, den Eid oder das feierliche Versprechen ab.

² Die Direktorin oder der Direktor der Anstalt legt vor dem Staatsrat den Eid oder das feierliche Versprechen ab.

Art. 29 Disziplinalgewalt der Direktorin oder des Direktors

¹ Die Direktorin oder der Direktor der Anstalt ist befugt, gegenüber dem Personal der Anstalt die Disziplinarstrafen des Verweises und der Busse auszusprechen.

² Das Verfahren vor der Direktorin oder dem Direktor der Anstalt ist mündlich; der Disziplinaentscheid wird unter Angabe der Gründe und der Rechtsmittel schriftlich bestätigt.

³ Der Entscheid der Direktorin oder des Direktors der Anstalt kann innert dreissig Tagen mit Beschwerde bei der Direktion angefochten werden.

5. *Haushaltsführung*

Art. 30 Allgemeine Bestimmungen

¹ In finanzieller Hinsicht ist die Anstalt den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterstellt.

² Der Staatsrat kann der Anstalt jedoch im Rahmen eines Leistungsauftrags eine gewisse Verwaltungsautonomie gewähren, die Abweichungen von diesen Bestimmungen gestattet.

Art. 31 Finanzielle Mittel

¹ Die finanziellen Mittel der Anstalt sind:

- a) les pensions encaissées conformément aux dispositions concordataires légales et réglementaires;
- b) le produit des exploitations et des ateliers;
- c) le produit des prestations fournies à des tiers;
- d) le produit de la réalisation des biens;
- e) les subventions fédérales;
- f) le produit des émoluments et des amendes disciplinaires;
- g) les dons et les legs.

² Le prix de pension des personnes détenues ou internées est fixé par les dispositions concordataires.

³ Le Conseil d'Etat fixe le prix de pension des personnes placées à des fins d'assistance.

6. *Ordre et sécurité*

Art. 32 Dispositions générales

¹ Le Conseil de direction édicte les directives nécessaires au maintien de la sécurité.

² Le maintien de la sécurité est, en principe, assuré par les collaborateurs et collaboratrices chargés de la surveillance et de l'encadrement de l'Etablissement. Ils revêtent à cet effet la qualité d'agents et agentes de la force publique.

³ En cas de difficultés, la direction de l'Etablissement peut faire appel à la Police cantonale.

Art. 33 Mesures de contrainte

¹ Les collaborateurs et collaboratrices chargés de la surveillance et de l'encadrement peuvent prendre, à l'encontre des personnes détenues et de tiers, des mesures de contrainte, à condition que celles-ci soient exigées par les circonstances et qu'elles obéissent au principe de proportionnalité. Le directeur ou la directrice de l'Etablissement en est informé-e.

² Le directeur ou la directrice de l'Etablissement doit être avisé-e au plus vite de toute mesure prise à l'encontre de tiers. Il en va de même en cas de recours à la contrainte physique à l'égard de personnes détenues.

- a) die Pensionsbeiträge gemäss den Konkordats-, Gesetzes- und Reglementsbestimmungen;
- b) der Ertrag der Betriebe und Werkstätten;
- c) der Ertrag aus Leistungen, die für Dritte erbracht werden;
- d) der Ertrag aus der Verwertung von Vermögenswerten;
- e) die Bundesbeiträge;
- f) der Ertrag aus Gebühren und Disziplinarbussen;
- g) Schenkungen und Vermächtnisse.

² Der Pensionspreis der Gefangenen und Verwahrten wird in den Konkordatsbestimmungen festgelegt.

³ Der Staatsrat setzt den Pensionspreis der fürsorglich untergebrachten Personen fest.

6. *Ordnung und Sicherheit*

Art. 32 Allgemeine Bestimmungen

¹ Der Direktionsrat erlässt die nötigen Richtlinien zur Aufrechterhaltung der Sicherheit.

² Die Aufrechterhaltung der Sicherheit wird grundsätzlich von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Anstalt gewährleistet, die mit der Aufsicht und Betreuung der Gefangenen beauftragt sind. Sie haben zu diesem Zweck die Eigenschaft von Beamtinnen und Beamten mit Polizeigewalt.

³ Bei Schwierigkeiten kann die Direktion der Anstalt die Kantonspolizei beiziehen.

Art. 33 Zwangsmassnahmen

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die mit der Aufsicht und Betreuung der Gefangenen beauftragt sind, können gegenüber Gefangenen und Dritten Zwangsmassnahmen ergreifen, sofern diese sich aufgrund der Umstände als notwendig erweisen und verhältnismässig sind. Die Direktorin oder der Direktor der Anstalt wird darüber informiert.

² Die Direktorin oder der Direktor der Anstalt wird schnellstmöglich über alle Massnahmen informiert, die gegenüber Dritten ergriffen werden. Dasselbe gilt, wenn bei Gefangenen körperlicher Zwang angewendet wird.

³ Le Conseil d'Etat règle les mesures de contrainte qui peuvent être prises à l'encontre des personnes détenues et des tiers ainsi que le droit de plainte y relatif.

Art. 34 Mesures de sûreté particulières

¹ La direction de l'Etablissement ordonne des mesures de sûreté particulières lorsqu'il existe un risque élevé que la personne détenue s'évade ou commette des actes de violence.

² Sont notamment considérés comme des mesures de sûreté particulières:

- a) la consignation de la personne dans sa cellule ou dans une autre cellule libre;
- b) le retrait ou la confiscation d'objets d'usage courant, de pièces du mobilier ou d'éléments de l'habillement qui pourraient être utilisés à mauvais escient;
- c) le changement de cellule;
- d) l'emploi de menottes ou de liens;
- e) le placement dans une cellule de sûreté aménagée à cet effet.

³ La personne placée dans une cellule de sûreté ou maintenue par des liens doit être observée et assistée de manière appropriée, notamment en bénéficiant de contrôles infirmiers et médicaux réguliers.

⁴ Ces mesures cessent avec la disparition du motif qui les justifie.

⁵ Le transfert dans un autre établissement ou dans une section de sécurité renforcée est réservé. L'autorité de placement en est immédiatement informée.

⁶ Le Conseil d'Etat règle le droit de plainte y relatif.

Art. 35 Vidéosurveillance

a) Généralités

¹ Les cellules ordinaires des personnes détenues ne font pas l'objet d'une vidéosurveillance.

² Les cellules disciplinaires et les cellules de sûreté peuvent être surveillées au moyen d'installations de vidéosurveillance.

³ Les personnes détenues doivent être avisées de la surveillance en cours.

Art. 36 b) Locaux communs

Les locaux communs ainsi que le périmètre extérieur des établissements peuvent être surveillés au moyen d'installations de vidéosurveillance.

³ Der Staatsrat regelt die Zwangsmassnahmen, die bei Gefangenen und Dritten angewendet werden dürfen, sowie das diesbezügliche Beschwerderecht.

Art. 34 Besondere Sicherheitsmassnahmen

¹ Die Direktion der Anstalt ordnet besondere Sicherheitsmassnahmen an, wenn ein erhöhtes Risiko besteht, dass eine gefangene Person flieht oder Gewalt anwendet.

² Als besondere Sicherheitsmassnahmen gelten insbesondere:

- a) das Einschliessen der Person in ihrer Zelle oder in einer anderen freien Zelle;
- b) der Entzug oder die Beschlagnahme von Gegenständen des täglichen Gebrauchs sowie von Möbelstücken oder Kleidungsbestandteilen, die missbräuchlich verwendet werden könnten;
- c) der Zellenwechsel;
- d) die Verwendung von Handschellen oder Fesseln;
- e) die Unterbringung in einer zu diesem Zweck hergerichteten Sicherheitszelle.

³ Gefangene, die in einer Sicherheitszelle untergebracht oder gefesselt sind, müssen angemessen beobachtet und betreut werden, indem sie namentlich vom Ärzte- und Pflegepersonal regelmässig kontrolliert werden.

⁴ Diese Massnahmen werden aufgehoben, sobald der Grund, mit dem sie gerechtfertigt wurden, nicht mehr gegeben ist.

⁵ Die Verlegung in eine andere Einrichtung oder in eine Hochsicherheitsabteilung bleibt vorbehalten. Die Einweisungsbehörde wird in diesem Fall sofort informiert.

⁶ Der Staatsrat regelt das diesbezügliche Beschwerderecht.

Art. 35 Videoüberwachung

a) Allgemeine Bestimmungen

¹ Die gewöhnlichen Zellen der Gefangenen werden nicht videoüberwacht.

² Die Disziplinar- und Sicherheitszellen können mit Videoüberwachungsanlagen überwacht werden.

³ Die Gefangenen werden über die laufende Überwachung informiert.

Art. 36 b) Gemeinschaftsräume

Die Gemeinschaftsräume und der Aussenbereich der Anstalten können mit Videoüberwachungsanlagen überwacht werden.

Art. 37 c) Traitement des données

¹ Les informations enregistrées sont effacées après une durée maximale de trente jours. Elles sont conservées en cas d'événements particuliers.

² Elles peuvent être mises à la disposition des autorités judiciaires.

³ La loi sur la vidéosurveillance est réservée.

CHAPITRE 4

Personne détenue ou privée de sa liberté en raison d'une sanction pénale

1. Droits et devoirs

Art. 38 Droits

¹ La personne détenue ou privée de sa liberté en raison d'une sanction pénale (ci-après: la personne concernée) a droit à un traitement correct et respectueux de sa personne. Elle bénéficie en outre de tous les droits que lui confèrent la présente loi ou d'autres dispositions légales.

² Les droits de la personne concernée ne sont limités que dans la mesure exigée par le but de la privation de liberté et la bonne marche de l'Etablissement.

Art. 39 Devoirs

¹ La personne concernée doit respecter les prescriptions d'exécution et suivre les ordres donnés par la direction et le personnel de l'Etablissement. Elle s'abstient de compromettre l'exécution, la réalisation des buts de l'exécution et le maintien de l'ordre et de la sécurité.

² La personne concernée doit prendre une part active à la planification de l'exécution de sa sanction pénale ainsi qu'à la réalisation de son but.

³ La personne entrant en détention doit se soumettre à un examen médical effectué par un ou une professionnel-le de la santé, destiné à déceler d'éventuels problèmes de santé.

⁴ La personne concernée est tenue de se soumettre à la mesure thérapeutique ordonnée par l'autorité compétente.

Art. 37 c) Datenbearbeitung

¹ Die gespeicherten Daten werden spätestens nach dreissig Tagen gelöscht. Bei besonderen Vorkommnissen werden sie aufbewahrt.

² Sie dürfen den Gerichtsbehörden zur Verfügung gestellt werden.

³ Das Gesetz über die Videoüberwachung bleibt vorbehalten.

4. KAPITEL

Gefangene und Personen, die sich aufgrund einer strafrechtlichen Sanktion im Freiheitsentzug befinden

1. Rechte und Pflichten

Art. 38 Rechte

¹ Gefangene und Personen, die sich aufgrund einer strafrechtlichen Sanktion im Freiheitsentzug befinden (die betroffenen Personen), haben Anspruch auf eine korrekte und menschenwürdige Behandlung. Sie können im Übrigen alle Rechte geltend machen, die ihnen nach diesem Gesetz oder anderen gesetzlichen Bestimmungen zustehen.

² Die Rechte der betroffenen Personen dürfen nur soweit beschränkt werden, als es der Zweck des Freiheitsentzugs und die Anstaltsordnung erfordern.

Art. 39 Pflichten

¹ Die betroffenen Personen beachten die Vollzugsvorschriften und befolgen die Befehle der Direktion und des Personals der Anstalt. Sie unterlassen es, den Vollzug, die Erreichung der Vollzugsziele und die Aufrechterhaltung der Ordnung und Sicherheit zu gefährden.

² Die betroffenen Personen wirken an der Planung des Vollzugs ihrer strafrechtlichen Sanktion und an der Umsetzung des Vollzugsziels aktiv mit.

³ Eintretende Gefangene müssen sich einer Untersuchung durch eine medizinische Fachperson unterziehen, damit allfällige gesundheitliche Probleme festgestellt werden können.

⁴ Die betroffenen Personen sind angehalten, sich der therapeutischen Massnahme zu unterziehen, welche die zuständige Behörde angeordnet hat.

Art. 40 Travail

¹ La personne concernée est tenue d'accomplir le travail qui lui est attribué; il n'y a pas d'obligation de travailler pendant la détention avant jugement et le placement à des fins d'assistance.

² Pour l'attribution d'un travail, il est tenu compte de l'état de santé de la personne concernée ainsi que, si possible, de ses aptitudes et souhaits.

³ Si elle fait ses preuves, la personne concernée peut également être occupée à l'extérieur, individuellement ou en groupe, dans la mesure où elle y consent et ne présente pas de danger de fuite ou de récidive.

Art. 41 Contacts avec l'extérieur

¹ La personne concernée a le droit d'entretenir des contacts avec l'extérieur.

² Les contacts avec l'extérieur peuvent être contrôlés et limités, voire interdits aussitôt qu'un abus ou une mise en danger de la sécurité et de l'ordre est à craindre ou lorsqu'ils vont à l'encontre du but de l'exécution. Les mesures de procédure destinées à garantir la poursuite pénale sont réservées.

³ Pour les personnes en détention provisoire ou détenues pour des motifs de sûreté, toutes les relations avec l'extérieur sont soumises préalablement à l'autorisation de l'autorité compétente.

⁴ Sont réservées les dispositions internationales en matière de visite et de correspondance.

Art. 42 Formation et perfectionnement

Si elle a les aptitudes et la motivation voulues, la personne concernée peut, en fonction des possibilités, suivre une formation professionnelle, se perfectionner ou effectuer une reconversion.

Art. 43 Allègements de régime

¹ Selon l'article 84 al. 6 CP, des congés d'une longueur appropriée sont accordés aux personnes détenues pour leur permettre d'entretenir des relations avec le monde extérieur ou de préparer leur libération ou pour des motifs particuliers, à la condition que leur comportement pendant l'exécution de la peine ou de la mesure ne s'y oppose pas et qu'il n'y ait pas lieu de craindre qu'elles ne s'enfuient ou ne commettent d'autres infractions.

² Les dispositions relatives aux allègements ne s'appliquent pas aux personnes en détention provisoire ou détenues pour des motifs de sûreté.

Art. 40 Arbeit

¹ Die betroffenen Personen sind angehalten, die ihnen zugeteilten Arbeiten auszuführen. Während der Untersuchungshaft und in der fürsorgerischen Unterbringung besteht keine Arbeitspflicht.

² Bei der Arbeitszuteilung werden der Gesundheitszustand der betroffenen Personen sowie wenn möglich ihre Fähigkeiten und Wünsche berücksichtigt.

³ Wenn sich eine betroffene Person bewährt hat, kann sie auch einzeln oder in einer Gruppe ausserhalb der Anstalt beschäftigt werden, sofern sie dem zustimmt und keine Entweichungs-, Flucht- oder Rückfallgefahr besteht.

Art. 41 Kontakte zur Aussenwelt

¹ Die betroffenen Personen haben das Recht, Kontakte zur Aussenwelt zu pflegen.

² Die Kontakte zur Aussenwelt können kontrolliert, eingeschränkt oder verboten werden, wenn ein Missbrauch oder eine Gefährdung von Sicherheit und Ordnung zu befürchten ist, oder wenn sie dem Vollzugsziel zuwiderlaufen. Verfahrensmassnahmen zur Gewährleistung der Strafverfolgung bleiben vorbehalten.

³ Bei Personen in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft müssen alle Kontakte zur Aussenwelt vorgängig von der zuständigen Behörde bewilligt werden.

⁴ Internationale Bestimmungen über Besuche und Korrespondenz bleiben vorbehalten.

Art. 42 Aus- und Weiterbildung

Bei entsprechender Eignung und Motivation wird den betroffenen Personen nach Möglichkeit Gelegenheit zur Berufsausbildung, beruflichen Weiterbildung oder Umschulung geboten.

Art. 43 Vollzugsöffnungen

¹ Gemäss Artikel 84 Abs. 6 StGB wird den Gefangenen in angemessenem Umfang Urlaub gewährt, damit sie Beziehungen zur Aussenwelt pflegen und ihre Entlassung vorbereiten können, sowie aus besonderen Gründen, sofern ihr Verhalten im Straf- oder Massnahmenvollzug dem nicht entgegensteht und keine Gefahr besteht, dass sie fliehen oder weitere Straftaten begehen.

² Die Bestimmungen über die Vollzugsöffnungen gelten nicht für Personen in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft.

³ L'autorité d'exécution peut autoriser l'utilisation de mesures de contrôle et de surveillance électroniques lors des allègements accordés aux personnes soumises aux mesures particulières de sécurité des articles 75a et 90 al. 4^{bis} CP.

Art. 44 Traitement des données personnelles

¹ L'Etablissement tient un dossier administratif pour chaque personne concernée, dans lequel sont réunies les données personnelles nécessaires à l'exécution des sanctions pénales et le plan d'exécution de la peine ou de la mesure. Ces données sont collectées, avant ou en cours de détention, notamment auprès des autorités judiciaires et des autorités de placement.

² Un dossier de santé doit en outre être tenu pour chaque personne concernée.

³ La communication des données est régie conformément à l'article 68 de la présente loi.

2. *Droit disciplinaire*

Art. 45 Droit disciplinaire
a) Infractions

¹ Toute personne concernée qui contrevient aux dispositions légales, aux règlements ou instructions ou à des ordres du personnel de l'Etablissement ou encore qui entrave le bon fonctionnement de l'Etablissement est passible d'une sanction disciplinaire.

² La complicité et l'instigation sont également punissables.

Art. 46 b) Sanctions

¹ Les sanctions suivantes peuvent être prononcées, conformément à l'article 91 al. 2 CP:

- a) l'avertissement;
- b) la suppression temporaire, complète ou partielle, de la possibilité de disposer de ressources financières, des activités de loisirs et des relations avec le monde extérieur;
- c) l'amende;
- d) l'isolement en cellule avec ou sans travail;
- e) les arrêts en cellule forte jusqu'à vingt jours.

³ Bei Vollzugsöffnungen für Personen, die den besonderen Sicherheitsbestimmungen nach den Artikeln 75a und 90 Abs. 4^{bis} StGB unterstehen, kann die Vollzugsbehörde die Anwendung von elektronischen Kontroll- und Überwachungsmassnahmen bewilligen.

Art. 44 Bearbeitung der Personendaten

¹ Die Anstalt führt für jede betroffene Person eine Verwaltungsakte, welche die persönlichen Daten, die für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und für den Vollzugsplan für Strafen und Massnahmen notwendig sind, enthält. Diese Daten werden vor oder während des Aufenthalts im Gefängnis, namentlich bei den Gerichtsbehörden oder bei der Einweisungsbehörde, eingeholt.

² Für jede betroffene Person wird ausserdem ein Gesundheitsdossier geführt.

³ Die Bekanntgabe von Daten wird gemäss Artikel 68 dieses Gesetzes geregelt.

2. *Disziplinarrecht*

Art. 45 Disziplinarrecht
a) Strafbare Handlungen

¹ Jede betroffene Person, die gegen Gesetzesbestimmungen, Reglemente oder Weisungen verstösst, die Anordnungen des Personals der Anstalt nicht befolgt oder den Anstaltsbetrieb stört, macht sich disziplinarisch strafbar.

² Mittäterschaft und Anstiftung sind ebenfalls strafbar.

Art. 46 b) Sanktionen

¹ Gestützt auf Artikel 91 Abs. 2 StGB können folgende Strafen verhängt werden:

- a) die Verwarnung;
- b) die befristete vollständige oder teilweise Aufhebung der Möglichkeit, über finanzielle Ressourcen zu verfügen, an Freizeitaktivitäten teilzunehmen und Beziehungen zur Aussenwelt zu pflegen;
- c) die Busse;
- d) Zellenhaft mit oder ohne Arbeit;
- e) scharfer Zellenarrest bis zu zwanzig Tagen.

² Les actes graves, notamment l'introduction et la détention d'armes ou de drogues dans l'Etablissement, ainsi que la tentative de commission de tels actes sont punis d'arrêts en cellule forte.

³ Les arrêts en cellule forte d'une durée comprise entre onze et vingt jours sont soumis à l'approbation de la Direction.

⁴ Les sanctions disciplinaires peuvent être cumulées.

Art. 47 c) Recours

¹ Les sanctions disciplinaires de la direction de l'Etablissement peuvent, dans un délai de dix jours, être portées devant la Direction, puis devant le Tribunal cantonal, selon les règles du code de procédure et de juridiction administrative.

² Le recours contre une sanction disciplinaire n'a pas d'effet suspensif.

Art. 48 Protection juridique

a) Entretiens

Toute personne concernée a le droit de s'entretenir avec le directeur ou la directrice de l'Etablissement, son remplaçant ou sa remplaçante ou une délégation de la Commission administrative.

Art. 49 b) Plaintes

¹ Toute personne concernée a le droit de formuler des plaintes soit à l'encontre d'une personne au service de l'Etablissement, soit à l'encontre d'autres personnes concernées.

² Les plaintes doivent être adressées au directeur ou à la directrice de l'Etablissement, dans les dix jours dès la connaissance du comportement incriminé.

³ Les plaintes formulées à l'encontre du directeur ou de la directrice de l'Etablissement doivent être adressées dans le même délai directement à la Direction.

Art. 50 c) Recours

¹ Les décisions du directeur ou de la directrice de l'Etablissement sont sujettes à recours auprès de la Direction.

² Le code de procédure et de juridiction administrative s'applique pour le surplus. Toutefois, le recours n'a pas d'effet suspensif, et le motif d'inopportunité ne peut être soulevé.

² Schwere Vergehen, insbesondere die Einführung von Waffen oder Drogen in die Anstalt und der Besitz von Waffen oder Drogen, sowie der Versuch solcher Vergehen werden mit scharfem Zellenarrest bestraft.

³ Scharfer Zellenarrest von 11 bis 20 Tagen muss von der Direktion genehmigt werden.

⁴ Die Disziplinarstrafen können kumuliert werden.

Art. 47 c) Beschwerde

¹ Die Disziplinarstrafen der Anstaltsdirektion können gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege innerhalb von zehn Tagen bei der Direktion und anschliessend beim Kantonsgericht angefochten werden.

² Beschwerden gegen Disziplinarstrafen haben keine aufschiebende Wirkung.

Art. 48 Rechtsschutz

a) Unterredungen

Jede betroffene Person hat das Recht auf eine Unterredung mit der Direktorin oder dem Direktor der Anstalt, ihrer oder seiner Stellvertreterin oder ihrem oder seinem Stellvertreter oder einer Delegation der Verwaltungskommission.

Art. 49 b) Aufsichtsbeschwerde

¹ Jede betroffene Person hat das Recht, sich über das Verhalten einer oder eines Angestellten der Anstalt oder über andere betroffene Personen zu beschweren.

² Die Beschwerden müssen innert zehn Tagen nach Kenntnisnahme des beanstandeten Verhaltens an die Direktorin oder den Direktor der Anstalt gerichtet werden.

³ Beschwerden gegen die Direktorin oder den Direktor der Anstalt müssen in derselben Frist direkt an die Direktion gerichtet werden.

Art. 50 c) Beschwerde

¹ Die Entscheide der Direktorin oder des Direktors der Anstalt können mit Beschwerde bei der Direktion angefochten werden.

² Im Übrigen gilt das Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege. Die Beschwerde hat jedoch keine aufschiebende Wirkung, und die Rüge der Unangemessenheit ist nicht zulässig.

³ La Commission administrative est informée du recours et de la décision rendue par la Direction.

Art. 51 Droit complémentaire

Le Conseil d'Etat fixe, par ordonnance, les dispositions complémentaires concernant le statut de la personne concernée.

3. Assistance médicale, psychosociale, religieuse et spirituelle

Art. 52 Prévention

¹ L'Etablissement dispose d'un concept sur la prévention en lien avec la santé physique et psychique des personnes concernées.

² Le concept contient notamment des mesures visant à la prévention du suicide.

Art. 53 Organisation

¹ Les soins somatiques et psychiatriques des personnes concernées sont assurés par des entités publiques liées par un mandat de prestations avec l'Etablissement ou par des professionnel-le-s de la santé mandatés ou engagés par l'Etablissement.

² L'Etablissement dispose d'un service infirmier propre.

Art. 54 Principes

¹ La personne concernée a accès à des soins médicaux adéquats.

² La demande de soins en faveur de la personne concernée peut être présentée par la personne concernée elle-même, par son représentant ou sa représentante ou par un membre du personnel pénitentiaire. Les traitements ordonnés par l'autorité sont réservés.

³ Les personnes condamnées à une mesure sont prises en charge dans le cadre du régime fixé par l'autorité dont elles dépendent.

⁴ Selon leur nature, les soins médicaux sont prodigués dans l'Etablissement ou dans des structures hospitalières ou ambulatoires.

⁵ En cas de transfert de la personne concernée dans un autre établissement, son dossier médical est transmis au service médical du nouvel établissement.

³ Die Verwaltungskommission wird über die Beschwerde und den Entscheid der Direktion informiert.

Art. 51 Ergänzendes Recht

Der Staatsrat regelt die ergänzenden Bestimmungen zur rechtlichen Stellung der betroffenen Personen in einer Verordnung.

3. Medizinische, psychosoziale, religiöse und spirituelle Betreuung

Art. 52 Prävention

¹ Die Anstalt verfügt über ein Präventionskonzept für die physische und psychische Gesundheit der betroffenen Personen.

² Das Konzept enthält insbesondere Massnahmen zur Suizidprävention.

Art. 53 Organisation

¹ Die somatische und psychiatrische Versorgung der betroffenen Personen wird entweder von öffentlichen Körperschaften, die mit den Anstalten einen Leistungsvertrag abgeschlossen haben, oder von Gesundheitsfachpersonen, die von der Anstalt beauftragt oder angestellt wurden, sichergestellt.

² Die Anstalt verfügt über einen eigenen Pflegedienst.

Art. 54 Grundsätze

¹ Die betroffenen Personen haben Zugang zu einer angemessenen medizinischen Versorgung.

² Die Versorgung kann entweder von der betroffenen Person selbst, von ihrer gesetzlichen Vertreterin oder ihrem gesetzlichen Vertreter oder von einem Mitglied des Strafvollzugspersonals verlangt werden. Von der Behörde angeordnete Behandlungen bleiben vorbehalten.

³ Zu einer Massnahme verurteilte Personen werden im Rahmen der Vollzugsform behandelt, welche die Behörde angeordnet hat, der die gefangene Person untersteht.

⁴ Je nach Art der medizinischen Versorgung erfolgt diese in den Anstalten, in einem Spital oder ambulant.

⁵ Wird eine betroffene Person in eine andere Einrichtung verlegt, so wird ihre Krankengeschichte an den ärztlichen Dienst der neuen Einrichtung übergeben.

⁶ La personne concernée est assurée contre les risques de la maladie et des accidents. La législation d'exécution peut prévoir des exceptions à ce principe.

Art. 55 Assistance sociale

¹ L'Etablissement dispose d'un service social propre.

² Le service social assure, pendant la procédure pénale, l'exécution anticipée et l'exécution de la peine ou de la mesure, l'encadrement psychosocial de la personne concernée.

³ La personne concernée peut faire appel au service social.

⁴ Le service social apporte une aide directe ou en collaboration avec d'autres spécialistes.

Art. 56 Assistance religieuse et spirituelle a) Principe

¹ La personne concernée a droit à une assistance spirituelle et religieuse.

² L'Etablissement peut confier à des tiers l'accomplissement de cette tâche.

Art. 57 b) Restrictions

¹ La personne concernée peut se voir limiter ou interdire d'assister aux services religieux ou à d'autres manifestations religieuses lorsque son comportement, la sécurité ou le maintien de l'ordre l'exigent.

² Pour les personnes en détention avant jugement, des restrictions peuvent également être imposées par la direction de la procédure.

CHAPITRE 5

Etablissements et structures non pénitentiaires

Art. 58

¹ Les hôpitaux, établissements médico-sociaux, foyers et fondations assurent, selon le mandat qui leur est confié, la garde, la surveillance, l'hébergement, l'encadrement et le traitement des personnes condamnées dont ils ont la charge et participent à la réalisation des objectifs assignés à l'exécution des peines et des mesures.

⁶ Die betroffenen Personen sind unfall- und krankenversichert. In der Ausführungsgesetzgebung können Ausnahmen von diesem Grundsatz vorgesehen werden.

Art. 55 Soziale Betreuung

¹ Die Anstalt verfügt über einen eigenen Sozialdienst.

² Der Sozialdienst stellt die psychosoziale Betreuung der betroffenen Personen im Strafverfahren sowie im vorzeitigen und ordentlichen Straf- und Massnahmenvollzug sicher.

³ Die betroffenen Personen können sich selber beim Sozialdienst melden.

⁴ Dieser leistet die Hilfe selber oder in Zusammenarbeit mit anderen Fachleuten.

Art. 56 Religiöse und spirituelle Begleitung a) Grundsatz

¹ Die betroffenen Personen haben Anspruch auf religiöse und spirituelle Begleitung.

² Die Anstalt kann Dritte mit der Erfüllung dieser Aufgabe betrauen.

Art. 57 b) Einschränkungen

¹ Die Teilnahme an Gottesdiensten oder anderen religiösen Veranstaltungen kann eingeschränkt oder verboten werden, wenn es aufgrund des Verhaltens einer betroffenen Person, der Sicherheit oder der Aufrechterhaltung der Ordnung erforderlich ist.

² Für Personen in Untersuchungshaft kann die Verfahrensleitung ebenfalls Einschränkungen anordnen.

5. KAPITEL

Anstalten und vollzugsexterne Einrichtungen

Art. 58

¹ Spitäler, sozialmedizinische Institutionen, Pflegeheime und Stiftungen übernehmen entsprechend ihrem Auftrag die Bewachung, Überwachung, Unterbringung, Betreuung und Behandlung der verurteilten Personen in ihrem Gewahrsam und tragen zur Umsetzung der Ziele bei, die für den Straf- und Massnahmenvollzug festgelegt wurden.

² Dans le cadre de l'exécution de leur mission, ils sont tenus de veiller au respect de la dignité de la personne condamnée et de se conformer aux décisions prises par le Service.

³ Ils doivent en outre collaborer avec les autorités, institutions et organes ayant à connaître de la situation de la personne condamnée, en leur fournissant à cet égard toutes les informations utiles et en leur soumettant toutes les propositions opportunes.

⁴ Sauf directives particulières du Service et sous réserve des bases légales applicables, les personnes condamnées sont soumises aux règles de l'institution à laquelle elles sont confiées.

CHAPITRE 6

Exécution des peines privatives de liberté et des mesures

1. Phases d'exécution et libération

Art. 59 Buts de l'exécution

¹ Conformément à l'article 75 al. 1 CP, l'exécution de la peine privative de liberté, de la mesure thérapeutique ou de l'internement doit améliorer le comportement de la personne détenue, placée ou internée, en particulier son aptitude à vivre sans commettre d'infractions. Elle doit correspondre autant que possible à des conditions de vie ordinaires, assurer à la personne détenue, placée ou internée l'assistance nécessaire, combattre les effets nocifs de la privation de liberté et tenir compte de manière adéquate du besoin de protection de la collectivité, du personnel et des personnes codétenues.

² L'exécution doit faire prendre conscience à la personne détenue, placée ou internée des conséquences qu'entraîne son acte pour elle-même, pour la victime et pour la collectivité.

³ Elle doit favoriser la réinsertion et la réparation des torts et dommages causés.

⁴ Une exécution des sanctions pénales orientée vers les risques doit être garantie pour toutes les phases d'exécution, dans l'Etablissement et durant le mandat d'assistance de probation.

Art. 60 Transmission des jugements et des dossiers pénaux

Les jugements et les décisions relatives à l'application des sanctions pénales sont transmis au Service conformément à l'article 160 LJ.

² Sie sind dazu angehalten, bei der Erfüllung ihres Auftrags für den Schutz der Würde der verurteilten Personen zu sorgen und sich an die Entscheide des Amtes zu halten.

³ Sie sind zudem verpflichtet, mit den Behörden, Einrichtungen und Organen zusammenzuarbeiten, welche die Situation der verurteilten Personen kennen müssen, indem sie ihnen alle dazu notwendigen Informationen geben und ihnen, wenn angebracht, Vorschläge unterbreiten.

⁴ Die verurteilten Personen unterstehen den Vorschriften der Einrichtung, der sie anvertraut wurden; besondere Richtlinien des Amtes und geltende gesetzliche Grundlagen bleiben vorbehalten.

6. KAPITEL

Vollzug von Freiheitsstrafen und Massnahmen

1. Vollzugsphase und Entlassung

Art. 59 Vollzugsziele

¹ Gemäss Artikel 75 Abs. 1 StGB hat der Vollzug einer Freiheitsstrafe, einer therapeutischen Massnahme oder einer Verwahrung das Verhalten der gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person zu verbessern, insbesondere ihre Fähigkeit, straffrei zu leben. Der Vollzug hat den allgemeinen Lebensverhältnissen so weit als möglich zu entsprechen, die Betreuung der gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person zu gewährleisten, schädlichen Folgen des Freiheitsentzugs entgegenzuwirken und dem Schutz der Öffentlichkeit, des Vollzugspersonals und der Mitgefangenen angemessen Rechnung zu tragen.

² Der Straf- und Massnahmenvollzug soll die Einsicht der gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person in die Folgen begangener Straftaten für sich selbst, das Opfer und die Allgemeinheit wecken.

³ Er soll auf die Wiedereingliederung und die Wiedergutmachung des verursachten Unrechts und Schadens hinwirken.

⁴ In allen Vollzugsphasen, in der Anstalt und während des Mandats der Bewährungshilfe muss ein risikoorientierter Straf- und Massnahmenvollzug gewährleistet sein.

Art. 60 Übermittlung der strafrechtlichen Urteile und Akten

Die Urteile und Entscheide über den Vollzug von strafrechtlichen Sanktionen werden gemäss Artikel 160 JG an das Amt übermittelt.

Art. 61 Placement et mandats

¹ Le Service rend une décision en vue du placement, dans laquelle il détermine notamment le lieu du placement et le régime d'exécution. Lorsqu'il choisit le lieu de placement, il tient compte notamment des coûts.

² Le Service peut décerner un mandat d'arrêt ou un mandat d'amener en vue de l'exécution de la décision de placement ou d'autres décisions d'exécution de sanctions pénales.

³ Il peut requérir l'aide de la Police cantonale.

⁴ Les dispositions du code de procédure pénale suisse qui régissent la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté, l'exécution anticipée ou l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure sont réservées.

Art. 62 Détention pour des motifs de sûreté

¹ Le Service peut ordonner la mise en détention pour des motifs de sûreté d'une personne avant ou pendant une procédure judiciaire ultérieure au sens des articles 62a al. 3, 62c al. 3 à 6, 63b al. 2 à 5, 64a al. 3 ou 95 al. 5 CP, s'il y a urgence et que la protection de la collectivité ne puisse pas être assurée par d'autres moyens.

² Il adresse immédiatement, mais dans les quarante-huit heures au plus, une demande au Tribunal des mesures de contrainte afin de maintenir la détention pour des motifs de sûreté.

Art. 63 Début de l'exécution et ajournement

¹ L'exécution de la peine privative de liberté commence aussi rapidement que possible après la détermination du régime d'exécution.

² L'exécution des mesures débute dès que la personne condamnée peut être placée dans une institution adéquate.

³ Le Service peut, à la demande de la personne condamnée, ajourner l'exécution d'une peine privative de liberté, pour un motif grave et si la date du début de l'exécution arrêtée par le Service est de nature à entraîner pour la personne condamnée ou pour sa famille un préjudice considérable. Toutefois, l'exécution de la peine ne peut être en principe différée de plus de six mois.

⁴ La décision tient compte du motif invoqué, de la durée probable de l'exécution de la peine, de la gravité des actes commis ainsi que du risque de fuite et de récidive.

⁵ L'ajournement de l'exécution peut être assorti de conditions dont le non-respect entraîne la révocation de l'ajournement et l'arrestation immédiate.

Art. 61 Einweisung und Aufträge

¹ Das Amt fällt einen Einweisungsentscheid, in dem insbesondere der Einweisungsort und die Vollzugsform festgelegt werden. Bei der Wahl des Einweisungsortes berücksichtigt es namentlich die Kosten.

² Das Amt kann einen Haftbefehl oder einen Vorführungsbefehl erlassen, um den Einweisungsentscheid oder andere Entscheide über den Vollzug von strafrechtlichen Sanktionen zu vollziehen.

³ Es kann die Hilfe der Kantonspolizei in Anspruch nehmen.

⁴ Die Bestimmungen der Schweizerischen Strafprozessordnung über die Untersuchungshaft und die Sicherheitshaft sowie über den vorzeitigen und ordentlichen Vollzug von Freiheitsstrafen und Massnahmen bleiben vorbehalten.

Art. 62 Sicherheitshaft

¹ Das Amt kann eine Person vor oder gleichzeitig mit der Einleitung eines nachträglichen richterlichen Verfahrens gemäss den Artikeln 62a Abs. 3, 62c Abs. 3–6, 63b Abs. 2–5, 64a Abs. 3 und 95 Abs. 5 StGB in Sicherheitshaft nehmen, wenn Dringlichkeit besteht und der Schutz der Öffentlichkeit nicht anders gewährleistet werden kann.

² Es beantragt dem Zwangsmassnahmengengericht unverzüglich, spätestens aber innert 48 Stunden, die Aufrechterhaltung der Sicherheitshaft.

Art. 63 Vollzugsbeginn und Vollzugaufschub

¹ Der Vollzug von Freiheitsstrafen beginnt so bald wie möglich nach der Bestimmung der Vollzugsform.

² Der Vollzug von Massnahmen beginnt, sobald die verurteilte Person in eine geeignete Einrichtung eingewiesen werden kann.

³ Das Amt kann auf Antrag der verurteilten Person den Vollzug einer Freiheitsstrafe aufschieben, wenn schwerwiegende Gründe vorliegen oder wenn das vom Amt festgelegte Datum des Vollzugsantritts für die verurteilte Person oder für ihre Familie einen erheblichen Schaden mit sich bringt. Der Vollzug der Strafe darf jedoch grundsätzlich höchstens um sechs Monate aufgeschoben werden.

⁴ Beim Entscheid werden der angeführte Grund, die voraussichtliche Vollzugsdauer, die Schwere der begangenen Taten sowie eine allfällige Flucht- und Wiederholungsgefahr berücksichtigt.

⁵ Der Vollzugaufschub kann von Bedingungen abhängig gemacht werden, deren Nicht-Einhaltung den Widerruf des Aufschubs und die sofortige Inhaftierung zur Folge hat.

Art. 64 Transfert

¹ Le Service peut transférer une personne détenue, placée ou internée, pour la suite de l'exécution de sa sanction pénale, dans un autre établissement d'exécution de peines ou de mesures, dans une clinique psychiatrique selon avis médical ou dans une institution privée reconnue, si son état, son comportement ou la sécurité l'exigent, si son traitement le requiert ou si sa réinsertion en est facilitée ainsi que pour tout autre motif pertinent au regard de l'exécution de sa sanction pénale.

² Pour des motifs de sécurité, de discipline, ou de place, la personne peut être provisoirement transférée dans un établissement d'exécution de peines ou de mesures ou dans la section de sécurité renforcée d'un tel établissement.

Art. 65 Interruption de l'exécution

¹ L'exécution d'une peine peut être interrompue pour des motifs graves.

² Le Service statue sur l'interruption, sur requête de la personne détenue, ainsi que sur la révocation.

³ L'interruption de l'exécution peut être assortie de conditions dont le non-respect entraîne la révocation de l'interruption et l'arrestation immédiate.

Art. 66 Planification de l'exécution

¹ Le Service est responsable de la planification de l'exécution des peines privatives de liberté, des mesures thérapeutiques institutionnelles et de l'internement.

² La planification de l'exécution est déterminée en fonction du risque de récidive et intègre les interventions recommandées des points de vue criminologique et forensique.

Art. 67 Plan d'exécution de la peine ou de la mesure

¹ Lorsque la personne est condamnée à un internement ou à une mesure thérapeutique institutionnelle ou lorsqu'elle doit subir une peine de six mois ou plus, un plan d'exécution de la peine privative de liberté, de la mesure thérapeutique institutionnelle ou de l'internement est établi par l'établissement de détention, en collaboration avec la personne détenue, placée ou internée, ou avec son représentant ou sa représentante légal-e. Ce plan est soumis à la validation du Service. Pour les peines jusqu'à six mois, un plan simplifié est en principe prévu.

Art. 64 Verlegung

¹ Das Amt kann eine gefangene, eingewiesene oder verwahrte Person zur Fortsetzung des Vollzugs ihrer strafrechtlichen Sanktion in eine andere Straf- oder Massnahmevollzugseinrichtung, auf ärztliche Weisung in eine psychiatrische Klinik oder in eine anerkannte private Institution verlegen, wenn es aufgrund ihres Zustands, ihres Verhaltens oder der Sicherheit nötig ist, ihre Behandlung dies nötig macht oder ihre Eingliederung dadurch eher erreicht wird, sowie aus allen übrigen Gründen, die im Hinblick auf den Vollzug der Sanktion ausschlaggebend sind.

² Aus Sicherheits-, Disziplinar- oder Platzgründen kann die Person vorübergehend in eine Straf- oder Massnahmevollzugseinrichtung oder in die Hochsicherheitsabteilung einer solchen Einrichtung verlegt werden.

Art. 65 Vollzugsunterbrechung

¹ Der Vollzug einer Strafe kann aus schwerwiegenden Gründen unterbrochen werden.

² Das Amt entscheidet auf Antrag der gefangenen Person über die Bewilligung und ausserdem über den Widerruf.

³ Die Vollzugsunterbrechung kann von Bedingungen abhängig gemacht werden, deren Nicht-Einhaltung den Widerruf der Unterbrechung und die sofortige Inhaftierung zur Folge hat.

Art. 66 Vollzugsplanung

¹ Das Amt ist für die Planung des Vollzugs von Freiheitsstrafen, stationären therapeutischen Massnahmen und Verwahrungen verantwortlich.

² Die Vollzugsplanung orientiert sich an der Rückfallgefahr und bezieht die aus kriminologischer und forensischer Sicht empfohlenen Interventionen ein.

Art. 67 Vollzugsplan für Strafen und Massnahmen

¹ Wurde eine Person zu einer Verwahrung oder zu einer stationären therapeutischen Massnahme verurteilt oder muss sie eine Strafe von sechs Monaten oder mehr verbüssen, so erstellt die Strafanstalt in Zusammenarbeit mit der gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person oder mit ihrer gesetzlichen Vertreterin oder ihrem gesetzlichen Vertreter einen Plan für den Vollzug der Freiheitsstrafe, der stationären therapeutischen Massnahme oder der Verwahrung. Dieser Plan wird dem Amt zur Genehmigung vorgelegt. Bei Strafen von bis zu sechs Monaten wird in der Regel ein vereinfachter Plan erstellt.

² Le Service veille, en étroite collaboration avec l'établissement de détention, à la mise en œuvre des plans d'exécution de la sanction et de la mesure pénales.

³ Le plan d'exécution de la peine et de la mesure n'est pas une décision au sens de l'article 4 du code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative. Il n'est donc pas susceptible de recours.

⁴ Les modalités de ces plans sont définies par les dispositions concordataires.

Art. 68 Communication des données

¹ Les autorités communales, les autorités judiciaires, la Police cantonale, les autorités en charge de l'asile et des migrations et tous les autres services désignés par le Conseil d'Etat fournissent au Service tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

² Le Service avise l'autorité compétente en matière de police des étrangers de la date de libération, conditionnelle ou définitive, de l'exécution d'une sanction pénale subie par une personne étrangère.

³ Si une autorité atteste qu'elle a connaissance d'une peine ou d'une mesure infligée à une personne détenue, placée ou internée, il est permis de lui fournir sur cette personne les renseignements dont elle a besoin pour accomplir ses tâches.

⁴ Dans la mesure où cela est nécessaire, le Service et l'Etablissement sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci, y compris les données sensibles, à la direction d'un établissement de détention ou à d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des sanctions pénales.

⁵ Le traitement des données personnelles est régi, pour le surplus, par la législation sur la protection des données.

Art. 69 Secret professionnel et devoir d'information

¹ Le secret professionnel, notamment le secret médical, est garanti.

² Pour les professionnel-le-s de la santé, la libération du secret suit la procédure fixée par la loi sur la santé.

³ Lorsqu'un état de nécessité l'exige, pour des faits importants dont ils ont connaissance et qui pourraient porter atteinte à la sécurité de la personne détenue, placée ou internée, à celle de l'unité, du personnel, des intervenants et intervenantes, des personnes codétenues ou encore à la sécurité publique, les professionnel-le-s informent les autorités compétentes et l'Etablissement.

² Das Amt sorgt in enger Zusammenarbeit mit der Strafanstalt für die Umsetzung der Vollzugspläne für Strafen und Massnahmen.

³ Der Vollzugsplan für Strafen und Massnahmen ist kein Entscheid im Sinne von Artikel 4 des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege. Er kann demnach nicht angefochten werden.

⁴ Die Modalitäten der Vollzugspläne richten sich nach den konkordatsrechtlichen Bestimmungen.

Art. 68 Weitergabe von Daten

¹ Die Gemeindebehörden, die Gerichtsbehörden, die Kantonspolizei, die für Asyl und Migration zuständigen Behörden und alle übrigen, vom Staatsrat bezeichneten Stellen erteilen dem Amt alle Auskünfte, die zur Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind.

² Das Amt informiert die für die Fremdenpolizei zuständige Behörde über das Datum der bedingten oder endgültigen Entlassung einer ausländischen Person aus dem Vollzug einer strafrechtlichen Sanktion.

³ Belegt eine Behörde, dass sie von einer Strafe oder Massnahme, die einer gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person auferlegt wurde, Kenntnis hat, so dürfen ihr die Auskünfte über diese Person erteilt werden, die sie für die Erfüllung ihrer Aufgaben benötigt.

⁴ Wenn nötig sind das Amt und die Anstalt ermächtigt, die Akte oder Teile davon, einschliesslich der besonders schützenswerten Personendaten, an die Direktion einer Strafanstalt oder andere beteiligte Personen und Organe des Straf- und Massnahmenvollzugs zu übermitteln.

⁵ Im Übrigen richtet sich die Bearbeitung von Personendaten nach der Gesetzgebung über den Datenschutz.

Art. 69 Berufsgeheimnis und Informationspflicht

¹ Das Berufsgeheimnis, insbesondere das Arztgeheimnis, ist gewährleistet.

² Bei Gesundheitsfachpersonen richtet sich die Befreiung vom Berufsgeheimnis nach dem Verfahren, das im Gesundheitsgesetz festgelegt ist.

³ Wenn ein Notstand es erfordert, informieren die Fachpersonen die zuständigen Behörden und die Anstalt über wichtige Tatsachen, von denen sie Kenntnis haben und welche die Sicherheit der gefangenen, eingewiesenen oder verwahrten Person, sowie die Sicherheit der Einheit, des Personals, weiterer Beteiligter und Mitgefangener oder die öffentliche Sicherheit gefährden könnten.

Art. 70 Libération du secret médical en cas d'assistance de probation

Les professionnel-le-s de la santé en charge d'une personne sous assistance de probation (art. 93 CP) ou sous le coup de règles de conduite à caractère médical (art. 94 CP) sont libérés du secret médical dès lors qu'il s'agit d'informer l'autorité compétente sur des faits importants, y compris les données sensibles, pouvant avoir une influence sur l'appréciation de la dangerosité d'une personne considérée.

Art. 71 Information lors de traitements ordonnés

Dans les cas de traitements ordonnés par la justice ou en cas de mesures prononcées conformément aux articles 56 à 64 CP, les professionnel-le-s de la santé mandatés par l'autorité renseignent cette dernière, à sa demande, sur le suivi et l'évolution du traitement.

2. *Frais*

Art. 72 Participation de la personne condamnée

¹ Le Conseil d'Etat arrête les modalités de la participation de la personne condamnée aux frais d'exécution au sens de l'article 380 CP.

² Les frais d'exécution sont compensables avec la rémunération de la personne détenue.

Art. 73 Participation de la personne placée en détention provisoire ou pour des motifs de sûreté

¹ La personne placée en détention provisoire ou pour des motifs de sûreté qui dispose d'un certain niveau de revenu ou de fortune doit payer une participation aux frais de détention.

² Le Conseil d'Etat établit un tarif, en tenant compte notamment des obligations légales d'entretien assumées par la personne détenue.

³ Le Ministère public rend les décisions dans les cas d'espèce. Pour les cas de rigueur, il peut, sur demande motivée de la personne détenue, diminuer la participation aux frais de détention.

⁴ Les décisions peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal.

Art. 70 Befreiung vom Arztgeheimnis bei Bewährungshilfe

Die Gesundheitsfachpersonen, die eine Person behandeln, die unter Bewährungshilfe steht (Art. 93 StGB) oder der medizinische Weisungen auferlegt wurden (Art. 94 StGB), sind vom Arztgeheimnis befreit, wenn sie die zuständige Behörde über wichtige Tatsachen, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, informieren sollen, welche die Beurteilung der Gefährlichkeit der betreffenden Person beeinflussen können.

Art. 71 Information bei angeordneten Behandlungen

Bei gerichtlich angeordneten Behandlungen und bei Massnahmen, die gemäss den Artikeln 56–64 StGB angeordnet wurden, informieren die von der Behörde beauftragten Gesundheitsfachpersonen die Behörde auf Anfrage über Verlauf und Fortschritt der Behandlung.

2. *Kosten*

Art. 72 Beteiligung von Verurteilten

¹ Der Staatsrat legt die Modalitäten für die Beteiligung der verurteilten Personen an den Vollzugskosten im Sinne von Artikel 380 StGB fest.

² Die Vollzugskosten können mit dem Arbeitsentgelt der gefangenen Person verrechnet werden.

Art. 73 Beteiligung von Personen in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft

¹ Personen in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft, die über ein gewisses Einkommensniveau oder Vermögen verfügen, müssen sich an den Haftkosten beteiligen.

² Der Staatsrat erstellt dazu einen Tarif und berücksichtigt dabei insbesondere die gesetzlichen Unterhaltspflichten der gefangenen Person.

³ Die Staatsanwaltschaft entscheidet im Einzelfall. Sie kann in Härtefällen und auf begründetes Gesuch der betroffenen Person die Beteiligung an den Vollzugskosten senken.

⁴ Die Entscheide können innert dreissig Tagen beim Kantonsgericht angefochten werden.

3. Procédure et voies de droit

Art. 74 Généralités

¹ La procédure est régie par le code de procédure et de juridiction administrative.

² Sous réserve des règles spéciales, les décisions du Service peuvent faire l'objet d'un recours devant la Direction, puis devant le Tribunal cantonal.

³ Le recours contre le refus de la libération conditionnelle d'une peine, d'une mesure thérapeutique institutionnelle ou de l'internement ou contre le refus de la levée d'une mesure thérapeutique est porté directement devant le Tribunal cantonal.

⁴ Le Ministère public a qualité pour recourir directement devant le Tribunal cantonal contre les décisions d'octroi de la libération conditionnelle, de levée de la mesure et de sorties pour des personnes exécutant une mesure thérapeutique institutionnelle au sens de l'article 59 al. 3 CP ou étant internées.

Art. 75 Frais

¹ Lorsque la décision est rendue dans le cours ordinaire de l'exécution des sanctions pénales, aucun frais n'est mis à la charge de la personne condamnée.

² Dans tous les autres cas, les frais sont mis à la charge de la personne condamnée.

Art. 76 Effet suspensif

Le recours contre une décision portant sur le droit de l'exécution n'a pas d'effet suspensif, sauf si le Service l'accorde pour de justes motifs.

CHAPITRE 7

Dispositions finales

Art. 77 Dispositions transitoires

a) Nouvelle Commission administrative (art. 15)

La période de fonction des membres de la Commission administrative des Etablissements de Bellechasse prend fin au moment de l'entrée en fonction de la nouvelle Commission administrative de l'Etablissement de détention fribourgeois.

3. Verfahren und Rechtsmittel

Art. 74 Allgemeine Bestimmungen

¹ Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege.

² Die Entscheide des Amtes können bei der Direktion und anschliessend beim Kantonsgericht angefochten werden; Spezialbestimmungen bleiben vorbehalten.

³ Beschwerden gegen die Ablehnung einer bedingten Entlassung aus einer Strafe, einer stationären therapeutischen Massnahme oder einer Verwahrung oder gegen die Ablehnung der Aufhebung einer therapeutischen Massnahme sind direkt beim Kantonsgericht zu erheben.

⁴ Die Staatsanwaltschaft ist berechtigt, direkt beim Kantonsgericht Beschwerde gegen Entscheide über die Gewährung von bedingten Entlassungen, Aufhebungen von Massnahmen und Ausgängen, die Personen in einer stationären therapeutischen Massnahme gemäss Artikel 59 Abs. 3 StGB oder Verwahrte betreffen, einzureichen.

Art. 75 Kosten

¹ Wird der Entscheid im Verlauf des ordentlichen Straf- und Massnahmenvollzugs erlassen, so werden der verurteilten Person keine Kosten verrechnet.

² In allen übrigen Fällen gehen die Kosten zulasten der verurteilten Person.

Art. 76 Aufschiebende Wirkung

Beschwerden gegen Entscheide des Vollzugsrechts haben keine aufschiebende Wirkung, es sei denn, das Amt gewähre sie aus wichtigen Gründen.

7. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 77 Übergangsbestimmungen

a) Neue Verwaltungskommission (Art. 15)

Die Amtsdauer der Mitglieder der Verwaltungskommission der Anstalten von Bellechasse endet mit dem Amtsantritt der neuen Verwaltungskommission der Freiburger Strafanstalt.

Art. 78 b) Participation aux frais (art. 73)

Les personnes placées en détention provisoire ou pour des motifs de sûreté au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi participent aux frais des jours de détention qu'ils ont effectués après cette entrée en vigueur.

Art. 79 c) Procédure (art. 74 à 76)

¹ La procédure est régie par le nouveau droit dès son entrée en vigueur, même si la condamnation est antérieure à cette date.

² L'ancien droit s'applique toutefois aux procédures pendantes au moment de l'entrée en vigueur du nouveau droit, si un recours a déjà été introduit devant la Direction.

Art. 80 Abrogation

La loi du 2 octobre 1996 sur les Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.1) est abrogée.

Art. 81 Modifications

a) Justice

La loi du 31 mai 2010 sur la justice (RSF 130.1) est modifiée comme il suit:

Art. 153

Remplacer les mots «loi d'application du code pénal» par «loi sur l'exécution des peines et des mesures».

Art. 160 al. 3

Remplacer les mots «loi d'application du code pénal» par «loi sur l'exécution des peines et des mesures».

Art. 82 b) Application du code pénal

La loi du 6 octobre 2006 d'application du code pénal (RSF 31.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 1

Ajouter, à la fin de l'alinéa 1, les mots «, à l'exception des peines privatives de liberté, des mesures et des peines restrictives de liberté relevant du droit pénal».

Art. 78 b) Kostenbeteiligung (Art. 73)

Personen, die sich bei Inkrafttreten des neuen Gesetzes in Untersuchungs- oder Sicherheitshaft befinden, beteiligen sich an den Kosten für die Hafttage, die sie nach diesem Inkrafttreten verbüssen.

Art. 79 c) Verfahren (Art. 74–76)

¹ Für das Verfahren gilt die neue Gesetzgebung ab ihrem Inkrafttreten, auch wenn die Verurteilung vor diesem Datum erfolgte.

² Für Verfahren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen Gesetzgebung hängig waren, gilt hingegen das alte Recht, wenn bei der Direktion bereits eine Beschwerde eingegangen ist.

Art. 80 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 2. Oktober 1996 über die Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.1) wird aufgehoben.

Art. 81 Änderung bisherigen Rechts

a) Justizgesetz

Das Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (SGF 130.1) wird wie folgt geändert:

Art. 153

Den Ausdruck «Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch» durch «Gesetz über den Straf- und Massnahmenvollzug» ersetzen.

Art. 160 Abs. 3

Den Ausdruck «Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch» durch «Gesetz über den Straf- und Massnahmenvollzug» ersetzen.

Art. 82 b) Einführung zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 6. Oktober 2006 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1

Am Ende des Absatzes 1 den Ausdruck «mit Ausnahme der strafrechtlichen Freiheitsstrafen und freiheitsbeschränkenden Strafen und Massnahmen» einfügen.

Art. 2, let. a à c, art. 3, art. 15 à 17 et art. 21

Abrogés

Art. 83 c) Santé

La loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 53 al. 3

³ Les dispositions du code civil suisse sur la protection de l'adulte et de l'enfant et de la loi sur l'exécution des peines et des mesures sont réservées.

Art. 84 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 2, Bst. a–c, Art. 3, Art. 15–17 und Art. 21

Aufgehoben

Art. 83 c) Gesundheit

Das Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 53 Abs. 3

³ Die Bestimmungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs zum Kindes- und Erwachsenenschutz und des Gesetzes über den Straf- und Massnahmenvollzug bleiben vorbehalten.

Art. 84 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Annexe

GRAND CONSEIL

2015-DSJ-244

Projet de loi
Exécution des peines et des mesures (LEPM)

Propositions de la commission ordinaire CO-2016-113

Présidence : Roland Mesot

Membres : Susanne Aebischer, Sylvie Bonvin-Sansonens, Antoinette de Weck, Olivier Flechtner, Denis Grandjean, Bernadette Hänni-Fischer, Benoît Piller, Gilberte Schär, André Schoenenweid, Jean-Daniel Wicht

Entrée en matière

A l'unanimité des membres présents (un membre excusé), la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 2 al. 2

² Les dispositions de la présente loi relatives au statut des personnes détenues avant et après jugement, notamment en matière disciplinaire, s'appliquent à toute personne détenue sur territoire fribourgeois.

² ~~Les dispositions de la présente loi relatives à l'exécution des sanctions pénales avant et après jugement s'appliquent à toutes les personnes détenues sur le territoire fribourgeois ou en exécution d'une sanction pénale sous autorité fribourgeoise.~~

Art. 6 al. 5

⁵ Sauf disposition contraire, Elle nomme les personnes représentant le canton de Fribourg au sein des organes concordataires.

Anhang

GROSSER RAT

2015-DSJ-244

Gesetzesentwurf
Straf- und Massnahmenvollzug (SMVG)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2016-113

Präsidium: Roland Mesot

Mitglieder: Susanne Aebischer, Sylvie Bonvin-Sansonens, Antoinette de Weck, Olivier Flechtner, Denis Grandjean, Bernadette Hänni-Fischer, Benoît Piller, Gilberte Schär, André Schoenenweid, Jean-Daniel Wicht

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grosse Rat mit den Stimmen aller anwesenden Mitglieder (ein Mitglied war entschuldigt), auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grosse Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 2 Abs. 2

A7 ² Die Bestimmungen dieses Gesetzes zu den gefangenen Personen vor und nach einer Verurteilung, namentlich im Bereich des Disziplinarrechts, gelten für alle Personen, die auf Freiburger Kantonsgebiet inhaftiert sind.

² ~~Die Bestimmungen dieses Gesetzes zum Vollzug der Sanktionen vor und nach einer Verurteilung gelten für alle Personen, die auf Freiburger Kantonsgebiet inhaftiert sind oder die sich im Vollzug einer strafrechtlichen Sanktion unter Freiburger Aufsicht befinden.~~

Art. 6 Abs. 5

A8 ⁵ Soweit das Gesetz nichts anderes bestimmt, Sie ernennt sie die kantonalen Vertreterinnen und Vertreter für die verschiedenen

Konkordatsorgane.

Art. 7 al. 1

Art. 7 Abs. 1

Ne concerne que le texte allemand.

A1

¹ Soweit das Gesetz nichts anderes bestimmt, ist das ~~Amt, das~~ für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe verantwortliche Amt ist (das Amt), die zuständige Behörde und [...].

Art. 7 al. 1

Art. 7 Abs. 1

¹ [*Le service responsable est*] l'autorité compétente et l'autorité d'exécution selon les dispositions au sens du code pénal suisse et du code de procédure pénale suisse relatives à l'exécution des peines et à la probation.

A9

¹ [*Das verantwortliche Amt ist*] die zuständige Behörde und die Vollzugsbehörde, wie bestimmt im im Sinne des Schweizerischen Strafgesetzbuchs und in der Schweizerischen Strafprozessordnung zum Strafvollzug und zur Bewährungshilfe.

Art. 7 al. 5

Art. 7 Abs. 5

⁵ Il renseigne lui appartient de renseigner les autorités judiciaires ou administratives sur des faits qui, survenant au cours de l'exécution d'une peine ou d'une mesure, [...].

A2

⁵ Es informiert hat die Aufgabe, die Gerichts- und Verwaltungsbehörden über Vorfälle zu informieren, die sich während des Vollzugs einer Strafe oder Massnahme ereignen [...].

Art. 13

Art. 13

Sur la proposition de la Direction et après avoir consulté préalablement la Commission administrative, le Conseil d'Etat dispose notamment des attributions suivantes: [...].

A10

Auf Antrag der Direktion und nach vorgängiger Anhörung der Verwaltungskommission hat der Staatsrat namentlich folgende Befugnisse: [...].

Art. 13, let. b

Art. 13, Bst. b

b) il nomme le directeur ou la directrice de l'Etablissement et les membres de la Commission administrative, sous réserve de l'article 16 al. 4.

A11

b) Er ernennt die Direktorin oder den Direktor der Anstalt und die Mitglieder der Verwaltungskommission, unter Vorbehalt von Artikel 16 Abs. 4.

Art. 14 al. 2, let. g

Art. 14 Abs. 2, Bst. g

Ne concerne que le texte allemand.

A12

² Sie hat namentlich folgende Kompetenzen:
g) Sie genehmigt Abkommen Verträge, welche die Anstalt verpflichten.

Art. 28 al. 1

Art. 28 Abs. 1

Ne concerne que le texte allemand.

A13

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Anstalt legen in einer periodisch regelmässige stattfindenden Zeremonie vor der Vorsteherin oder dem Vorsteher der Direktion, [...].

Subdivision 5.

Unterabteilung 5.

Ne concerne que le texte allemand.

A14

Finanzhaushalt Haushaltsführung

Art. 52 al. 3 (nouveau)

^{3 (nouveau)} Dans la mesure du possible, il sera tenu compte des besoins des personnes détenues âgées.

A15

Art. 52 Abs. 3 (neu)

^{3 (neu)} Soweit als möglich, sind die Bedürfnisse von älteren gefangenen Personen zu berücksichtigen.

Art. 64 al. 3 (nouveau)

^{3 (nouveau)} Lors du transfert, le Service veille à ce que l'établissement de détention transmette le dossier au nouvel établissement.

A16

Art. 64 Abs. 3 (neu)

^{3 (neu)} Während der Verlegung sorgt das Amt dafür, dass die Strafanstalt die Akte an die neue Einrichtung übermittelt.

Art. 72 al. 2*Biffer.*

A6

Art. 72 Abs. 2*Streichen.***Vote final**

La commission propose à l'unanimité au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Amendements**Art. 42 al. 2 (nouveau)**

¹ [...].
^{2 (nouveau)} A cet effet, les moyens nécessaires à cette formation sont mis à disposition de la personne concernée.

A3

Änderungsanträge**Art. 42 Abs. 2 (neu)**

¹ [...].
^{2 (neu)} Zu diesem Zweck werden die nötigen Mittel für diese Ausbildung den betroffenen Personen zur Verfügung gestellt.

Art. 68 al. 4

⁴ ~~Dans la mesure où cela est nécessaire, le Service et l'Etablissement transmettent sont habilités à transmettre~~ le dossier ou des éléments de celui-ci, y compris les données sensibles, [...] dans le cadre de l'exécution des sanctions pénales.

A4

Art. 68 Abs. 4

⁴ ~~Wenn nötig sind das Amt und die Anstalt ermächtigt,~~ Das Amt und die Anstalt übermitteln die Akte oder Teile davon, einschliesslich der besonders schützenswerten Personendaten, [...] des Straf- und Massnahmenvollzugs ~~zu übermitteln.~~

Art. 72 al. 2

² Les frais d'exécution sont partiellement compensables avec la rémunération de la personne détenue.

A5**Art. 72 Abs. 2**

² Die Vollzugskosten können teilweise mit dem Arbeitsentgelt der gefangenen Person verrechnet werden.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée tacitement.

**A1
CE**

La proposition A2, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée tacitement.

**A2
CE**

La proposition A3, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est refusée par 5 voix contre 3 et 2 abstentions (un membre excusé).

**A3
CE**

La proposition A4, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité des membres présents (un membre a quitté la séance et un membre excusé).

**A4
CE**

La proposition A5, opposée à la proposition A6, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.

**A5
A6****Deuxième lecture**

La proposition A7, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.

**A7
CE**

La proposition A8, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.

**A8
CE**

La proposition A9, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.

**A9
CE**

La proposition A10, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.

**A10
CE**

La proposition A11, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.

**A11
CE**

La proposition A12, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat,

A12**Abstimmungsergebnisse**

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Antrag A1 obsiegt stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Antrag A2 obsiegt stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Die ursprüngliche Fassung des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A3 mit 5 gegen 3 Stimmen bei 2 Enthaltungen (ein Mitglied war entschuldigt).

Antrag A4 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit den Stimmen aller anwesenden Mitglieder (XXXX und ein Mitglied war entschuldigt).

Antrag A5 obsiegt gegen Antrag A6 mit 8 gegen 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Zweite Lesung

Antrag A7 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Antrag A8 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Antrag A9 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Antrag A10 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Antrag A11 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Antrag A12 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des

est acceptée à l'unanimité.	CE	Staatsrats.
La proposition A13, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.	A13 CE	Antrag A13 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.
La proposition A14, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.	A14 CE	Antrag A14 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.
La proposition A3, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est refusée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.	A3 CE	Die ursprüngliche Fassung des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A3 mit 7 gegen 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A15, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.	A15 CE	Antrag A15 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.
La proposition A16, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée à l'unanimité.	A16 CE	Antrag A16 obsiegt einstimmig gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.
La proposition A4, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est refusée à l'unanimité.	A4 CE	Die ursprüngliche Fassung des Staatsrats obsiegt einstimmig gegen Antrag A4.
La proposition A6, opposée à la proposition A5, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	A6 A5	Antrag A6 obsiegt gegen Antrag A5 mit 7 gegen 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Troisième lecture

Dritte Lesung

La proposition A7 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A7 CE	Antrag A7 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A8 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A8 CE	Antrag A8 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A9 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A9 CE	Antrag A9 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A10 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A10 CE	Antrag A10 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A11 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A11 CE	Antrag A11 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A12 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A12 CE	Antrag A12 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A13 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A13 CE	Antrag A13 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A14 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat,	A14	Antrag A14 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche

est confirmée tacitement.	CE	Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A15 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A15 CE	Antrag A15 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La proposition A16 opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.	A16 CE	Antrag A16 wird stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats bestätigt.
La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A4, est confirmée tacitement.	CE A4	Die ursprüngliche Fassung des Staatsrats wird stillschweigend gegen Antrag A4 bestätigt.
La proposition A6, opposée à la proposition A5, est confirmée tacitement.	A6 A5	Antrag A6 wird stillschweigend gegen Antrag A5 bestätigt.

Le 22 septembre 2016

Den 22. September 2016